



Le Partenariat Français pour l'Eau dans la COP 22

REVUE DE PRESSE

COP22
Marrakech, Maroc
7 - 18 novembre 2016

LE PARTENARIAT FRANÇAIS POUR L'EAU ET #CLIMATEISWATER DANS LA COP 22

28 novembre 2016 – GLOBAL & LOCAL
22 novembre 2016 – FINANCIAL AFRIK
22 novembre 2016 – VEILLE EAU (*site d'informations spécialisées*)
19 novembre 2016 – SAPHIR NEWS
17 novembre 2016 – FRANCE INTER (*chronique Planète Environnement*)
13 novembre 2016 – EURO MÉDITERRANÉE (*blog*)
11 novembre 2016 – LA QUOTIDIENNE
11 novembre 2016 – ATLAS INFO
11 novembre 2016 – PLANÈTE VIVANT (*blog*)
11 novembre 2016 – 4-TRADERS
9 novembre 2016 – LA TRIBUNE
9 novembre 2016 – L'ÉCONOMISTE
7 novembre 2016 – ZONE BOURSE
4 novembre 2016 – OOSKA NEWS (*site d'informations spécialisées*)
2 novembre 2016 – MEDIATERRE
19 octobre 2016 – OOSKA NEWS (*site d'informations spécialisées*)

Ailleurs sur le web :

11 novembre 2016 – 4D (*think tank*)
7 novembre 2016 – CONSTRUCTION 21 (*portail d'informations, reprise du CNRS*)
7 novembre 2016 – RESSOURCES (*think tank*)
7 novembre 2016 – BRGM (*Bureau de Recherches Géologiques et Minières*)
30 octobre 2016 – CNRS LE JOURNAL

Nomination de Jean Launay, Président de l'Euro-RioB

24 novembre 2016 – ACTU ENVIRONNEMENT



28/11. La place de l'eau confortée à la COP22

Agence de l'Eau Adour Garonne COP 22 - Hélène Ressayres

Laurent Bergeot, Directeur général de l'agence de l'eau Adour-Garonne

Comme à l'occasion de la COP21 de Paris, les acteurs français de l'eau se sont unis pour occuper le terrain de la COP22 de Marrakech, du 7 au 18 novembre.

Dans un contexte porteur*, cette 22ème Conférence des Nations Unies sur le Climat (COP) s'est plus particulièrement focalisée sur l'atténuation des effets du changement climatique et l'innovation en matière d'adaptation. Plusieurs présentations « Eau » ont donc été fléchées sur ces thèmes (solutions des acteurs de l'eau français face au dérèglement climatique, quelles évaluations des solutions d'adaptation ?).

Plus largement, le **Partenariat Français sur l'Eau** et le Réseau International des Organismes de bassin se sont mobilisés pour placer l'eau au cœur des réflexions sur l'adaptation au changement climatique et assurer le lien avec les objectifs du développement durable de l'ONU. Leur action a également consisté à pousser l'inscription d'engagements dans les politiques nationales des Etats, à favoriser l'émergence de financements adaptés et à mieux faire connaître les impacts du changement climatique sur les ressources en eau.

Une première victoire avait été obtenue en amont de la COP22 : les organisateurs avaient dédié une conférence préparatoire à l'eau (11-12 juillet à Rabat) puis accordé, pour la première fois, une journée entière dédiée à l'eau lors de l'événement. Cette journée du 9 novembre a permis aux 357 signataires du « Pacte de Paris sur l'eau et l'adaptation au changement climatique dans les bassins des fleuves, des lacs et des aquifères », de montrer leurs avancées.

L'agence de l'eau Adour-Garonne a participé directement à différents side-event officiels afin de partager son expertise en matière d'adaptation au changement climatique. Plus largement, cette journée a contribué à placer un peu plus encore la thématique « eau » dans le cadre global de l'action mondiale sur le Climat.

** L'accord de Paris sur le climat est entré en vigueur quelques jours avant l'ouverture de cette nouvelle COP*

Le bilan de la COP22 du PFE : la COP de la préparation de l'action

par RÉDACTION

🕒 22 novembre, 2016

📰 Finance climat

💬 No Comments



La COP22 avait été annoncée comme la COP de l'action pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris. Elle aura surtout été la COP de la préparation de l'action, en initiant la préparation d'un cadre de mise en œuvre. Elle aura été largement consacrée aux pays les plus vulnérables notamment africains.

Les négociations ont été lentes et difficiles, tout en permettant certaines avancées.

Deux documents officiels sortent de cette COP (<http://unfccc.int/2860.php>) :

– Les décisions du CMA1 (Parties ayant ratifié l'Accord de Paris) et de la COP22 ;

– La proclamation de Marrakech pour le climat et le développement durable : une déclaration politique reprenant les points essentiels de l'Accord de Paris, en réaction à l'élection du nouveau Président des Etats-Unis.

L'organisation de cette COP et l'accueil marocain ont été salués par tous et ont facilité les dialogues entre représentants du monde entier.

Résultats des négociations

Les discussions sur le « dialogue de facilitation » qui aura lieu en 2018 et qui vise à clarifier la manière dont seront rehaussés et évalués les engagements des Etats, n'ont pas permis d'arriver à un consensus. Les débats à ce sujet sont repoussés dans la perspective de la COP23 prévue à Bonn en fin d'année 2017.

Le mode de fonctionnement de cette COP de Marrakech et le rythme des négociations semble être redevenu celui qui prévalait avant l'Accord de Paris.

Un décalage évident a été ressenti entre les déclarations politiques lors du segment de haut-niveau du 15 au 17 novembre qui appelaient à une accélération de l'action et les résultats des négociations.

Un autre décalage a existé entre le foisonnement des activités de la société civile, notamment marocaine, et les négociateurs. La séparation hermétique entre la zone bleue (Etats et négociateurs)

et la zone verte (société civile) apparaît comme un frein pour faciliter la prise en compte des messages de la société civile.

Parmi les points transversaux à retenir qui vont impacter le domaine de l'eau :

– Les pays développés ont réitéré leur volonté d'atteindre les 100 milliards USD par an à partir de 2020. Cependant, de sérieuses divergences subsistent entre les attentes des pays du sud et la réalité des crédits mis en place ainsi que concernant la répartition de ces fonds entre adaptation et atténuation.

– L'adaptation a été au cœur des débats du fait des pays en développement. Une décision a été prise en ce qui concerne la recapitalisation du Fond d'Adaptation à hauteur de 80 millions d'euros pour l'année à venir, principalement par l'Allemagne.

– Concernant l'atténuation, les négociations sur le prix du carbone ont été vives et prendront du temps avant qu'une décision puisse être prise.

– Les discussions pour la préparation d'un programme de travail sur l'agriculture, seul secteur pris en compte dans les négociations, n'ont pas permis de trouver un consensus. Aucun autre programme de travail sectoriel n'a été initié.

– La révision du mécanisme de Varsovie sur les pertes et dommages liées aux catastrophes naturelles a permis d'avancer, avec la prise en compte des pertes humaines liées aux catastrophes et des pertes culturelles liées aux migrations. Ceci étant, aucune décision n'a été prise sur les financements pouvant être mis en place dans ce secteur.

– Un réel avancement est à noter sur le renforcement des capacités avec la définition de termes de référence. L'attention a été fortement portée, en particulier par les pays africains, sur la nécessité d'un appui de la communauté internationale pour améliorer les capacités des acteurs à transformer les contributions volontaires en programme d'actions climatiques et à concevoir des projets répondant aux critères de bailleurs de fonds. Ces derniers, en particulier l'AFD, ont tous annoncé leur volonté de mieux soutenir les pays dans ce sens.

– Le 4ème pilier de la COP mis en place à Paris en 2015, l'Agenda de l'Action, a constitué un segment intéressant. Les deux Championnes pour le climat, Hakima El Haite et Laurence Tubiana, ont lancé le « Partenariat de Marrakech pour l'Action Globale pour le Climat » (http://unfccc.int/files/paris_agreement/application/pdf/marrakech_partnership_for_global_climate_action.pdf) entre les Parties et les acteurs non étatiques pour la mise en œuvre des NDCs. Elles ont annoncé qu'aurait lieu en début d'année une réunion destinée à faire un bilan des priorités et que seraient établis des dialogues régionaux entre acteurs. Le mandat de Laurence Tubiana s'est achevé et la Ministre de l'Agriculture des îles Fidji lui succède.

Quelle place pour l'eau dans cette COP ?

Pour la première fois dans une COP, l'eau a été réellement visible, avec une journée dédiée le 9 novembre en zone bleue (http://unfccc.int/paris_agreement/items/10038.php) et une demi-journée dédiée la veille en zone verte.

Les points essentiels soulevés lors de la restitution en plénière devant les deux championnes :

– Water is climate and climate is water;

– L'eau et l'énergie (leur accès et leur sécurisation) doivent être traitées en commun ;

– Les bassins hydrographiques sont l'échelle pertinente pour la gestion des ressources en eau ;

– Une approche multi-secteurs est nécessaire ;

– Finance, connaissance et gouvernance sont les piliers nécessaires pour un accès à l'eau efficient et durable ;

– Plusieurs initiatives ont été engagées, dont Water for Africa et la mise en place d'un réseau international de parlementaires pour l'eau.

De très nombreux événements se sont tenus sur la thématique de l'eau, tant en zone verte qu'en zone bleue, organisés par de nombreux acteurs du monde entier.

Le slogan « **ClimatelsWater** » a été largement repris dans les deux enceintes la COP, assurant une forte visibilité de cette initiative et de l'eau.

L'action du PFE à Marrakech

Le PFE a lui-même organisé 6 événements sur des thématiques variées et porteuses de perspectives : l'eau et le climat dans les territoires insulaires ; l'évaluation des solutions d'adaptation dans le domaine de l'eau ; les conséquences humanitaires du changement climatique dans le Sahel ; eau et climat, mieux connaître pour mieux gérer ; les solutions des acteurs de l'eau français face au changement climatique ; les coopérations entre organismes de bassin français et étrangers pour une meilleure gestion des ressources en eau.

En outre, le PFE disposait d'un stand en zone société civile qui a été visité par des centaines de visiteurs très concernés par l'eau et le changement climatique. La plaquette « mieux connaître pour mieux gérer » du PFE, publiée à l'occasion de la COP22 a été très appréciée.

La riche mobilisation des acteurs de l'eau français présents à Marrakech a largement participé au succès de ces activités et à la visibilité de leurs savoir-faire.

Le PFE a pu exprimer ses attentes auprès du Président de la République française et de la Ministre Ségolène Royal pour que la France porte le sujet de l'eau dans les négociations de Marrakech et à l'avenir. L'échange d'information entre les membres de la délégation gouvernementale française et

les autres acteurs français concernant les avancées des négociations mériterait à l'avenir d'être renforcé. Le PFE s'est efforcé d'être un messenger entre la zone verte et la zone bleue. Il a engagé des discussions informelles avec les négociateurs de différents pays et avec des membres du Comité de l'Adaptation. En amont de cette COP, le PFE a plaidé pour la nomination d'un représentant français au sein de ce Comité. Cela est désormais chose faite.

Conclusion

Cette COP22 a constitué une COP de transition qui a vu une prise en compte renforcée de l'adaptation et une visibilité forte de l'eau. Ceci étant, les négociations n'ont pas permis de définir un cadre concret pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris. L'objectif fondamental des négociations d'ici 2018 sera de fixer ce cadre afin de mettre en place les outils nécessaires à cette mise en œuvre. On peut s'interroger à nouveau sur l'efficacité de ce type de processus onusien face à l'urgence climatique. Fort heureusement, le dynamisme des acteurs non-étatiques constitue d'ores et déjà une force d'action très positive pour l'atteinte des objectifs définis à Paris. Enfin, les COP se révèlent être un lieu incontournable d'action pour le PFE et ses membres à l'avenir.



[Vidéo] Les ateliers du PAPI : retour sur la crue de juin 2016 - EPTB Seine Grands Lacs

Témoignages du SYAGE, de la RATP, du SIAVHY et de la Ville de Melun.

Bilan de la COP22 du PFE : la COP de la préparation de l'action

Au fil de l'Yzeron, le journal du SAGYRC

Novembre 2016.

Offres d'emploi et stages :

Hydraulique urbaine, épuration H/F - Artelia
Stage - Pays de la Loire

Hydraulique urbaine, modélisation - Artelia
Stage - Pays de la Loire

ACTUALITÉ| DÉBATS| CULTURE| SANTÉ| AGENDA| MULTIMÉDIA|

SOCIÉTÉ

Secours Islamique France sur le front de la COP22 : une force humanitaire en action

La construction d'une solidarité humaine

Rédigé par Carine Rayah | Samedi 19 Novembre 2016

Sur tous les fronts, Secours Islamique France (SIF) a démontré ces derniers mois un dynamisme certain, s'illustrant à travers sa participation dans divers événements et concertations autour de l'humanitaire, de la migration et de l'eau. L'occasion pour l'ONG de plaider ses causes auprès des plus hautes instances politiques françaises, notamment dans le cadre de la COP22 du 7 au 18 novembre à Marrakech.



Le président du Secours islamique France Rachid Lahlou (à dr.), représentant de la Coordination Sud, à la rencontre avec Ségolène Royal, ministre de l'Environnement le 12 novembre en pleine COP22 au Maroc.

Au cours de la COP22, le Secours Islamique France (SIF) a fait entendre sa voix et celle de ses partenaires en accédant à la zone bleue (zone de négociations) pour y représenter la Coordination Sud. Grâce à une rencontre de concertation pouvoirs publics-ONG, le président de l'association Rachid Lahlou s'est entretenu avec la ministre de l'Écologie Ségolène Royal.

Au nom des ONG Françaises, il a pu exposer auprès de François Hollande cinq thématiques majeures autour de « la question des pertes et dommages qui intègre les enjeux liés aux migrations environnementales, la place de l'agriculture dans l'application de l'accord de Paris, la place de la société civile dans les prises de décision, la cohérence des accords internationaux dans leur application et la question de l'eau ».

Eau/climat : des enjeux majeurs

L'eau justement, une ressource particulièrement précieuse mais affectée par le réchauffement planétaire. Selon les Nations Unies, 1,8 milliards de personnes n'ont pas encore accès à l'eau potable aujourd'hui et 2 milliards de personnes sont victimes de stress hydrique. Ces chiffres sont alarmants et pourtant, cette thématique a été l'une des grandes oubliées des précédentes Conférences des Parties (COP).

Pour rectifier le tir, une demi-journée dédiée à l'eau et à l'adaptation au changement climatique a été organisée lors de la COP21. Et grande première : la nouvelle édition de la COP a consacré cette année une journée entière d'action pour l'eau. Une opportunité pour le SIF ainsi que ses plateformes partenaires comme Coalition Eau (dont il est membre et siège au groupe de coordination) et Partenariat Français pour l'Eau de discuter des stratégies d'adaptation au changement climatique. « Car si l'eau est impactée par le changement climatique, c'est aussi une solution de lutte contre celui-ci. L'accès à l'eau potable et l'eau agricole, et la gestion intégrée des ressources en eau permet accroître la résilience des populations », fait savoir le SIF. Tout en sachant que les répercussions du dérèglement climatique sur la quantité et la qualité de l'eau augmentent aussi le risque de migrations, une autre thématique animant les actions de l'ONG.

Faire du phénomène migratoire une priorité

L'association fait de la migration son cheval de bataille en participant activement aux débats et actions menées autour de ce sujet. Le 10 novembre, elle a contribué au lancement de la campagne nationale de mobilisation citoyenne visant à lutter contre les faux discours sur la relation entre les migrations et le développement. Des idées-reçues qui sont d'une telle ampleur qu'elles finissent par imprégner autant le grand public, que les organisations de la société civile et les instances politiques allant même jusqu'à influencer certaines politiques. Cette sensibilisation est développée par le

Forum des organisations de solidarité internationale issues des migrations (Forim) et co-portée par plusieurs autorités locales, médias, organisations internationales et acteurs de la société civile dont le SIF.

Également très impliquée dans le démantèlement de Calais, l'association a été représentée par son président Rachid Lahlou, accompagné de Djilali Benaboura, directeur du DMSF, lors d'un entretien le 10 octobre dernier avec la ministre de l'Action sociale Emmanuelle Cosse et le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve pour parler de ce sujet. Le SIF a prêté main forte pour cette évacuation du 24 octobre tout en interpellant l'État sur son devoir de respecter les droits fondamentaux des personnes.

Quelques jours plus tôt, le 13 octobre, l'ONG a été conviée à participer à la réunion de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) pour discuter notamment de la situation au Yémen et de faire le point sur la thématique migration/climat/condit abordée lors du Sommet de New York sur les migrations.

[Le développement, corrolaire de l'humanitaire](#)

Une réunion du Groupe de concertation humanitaire au sein du ministère des AZaires étrangères à laquelle à participer le SIF, le Centre de crise et de soutien (CDCS) du même ministère et d'autres ONG françaises a permis de faire le point sur les accélérations ou retards des engagements français pris lors du Sommet humanitaire mondial. Plus que jamais, l'action humanitaire participe à la promotion d'un développement durable.

Selon Jean-Pierre Lacroix (DGP/NUOI) présent à cette réunion, « l'humanitaire devient le quatrième pilier de l'ONU et il faut renforcer l'eZicacité des agences de l'ONU, et le lien humanitaire-développement ». La question des ^nancements a également été développée au cours de cette concertation. L'occasion de parler de l'insuZisance du Fonds d'urgence humanitaire (FUH) du CDCS qui doit être revu à la hausse selon les ONG mais aussi d'aborder la Stratégie humanitaire de la France à présenter en 2018 durant la Conférence nationale humanitaire.

En marge de tous ces évènements, le SIF a été sollicité par le ministère des AZaires étrangères et l'Agence française de développement (AFD) le 7 novembre a^n de mettre à jour la Stratégie Gouvernance du ministère. Plusieurs autres ONG œuvrant dans le domaine de l'enfance comme Plan International, ECPAT, SOS Villages d'enfants et Solidarité Laïque ont été invités à partager leurs recommandations dans le cadre de l'actualisation de ce programme.

[« Objectif enfance » pour valoriser l'aide à l'enfance](#)

L'enfance, un domaine dans lequel le SIF est aussi fortement impliqué. Près d'un milliard d'enfants vivent dans la pauvreté. Même chiZre alarmant pour ceux touchés d'une forme grave de privation. Démunis, déscolarisés, abandonnés, ces derniers sont également victimes de déplacements forcés. Un problème en particulier auquel l'ONG espère trouver des solutions durables. Elle mise ses espoirs notamment à travers le nouveau Secrétaire Général de l'ONU Antonio Guterres, qui devrait être très sensible à cette question

Toujours dans une volonté d'agir pour le droit des enfants, le SIF a participé à l'exposition photo « [Objectif enfance](#) » organisée au parvis de l'Hôtel de ville de Paris du 18 au 23 novembre et ayant pour objectif de démontrer la forte corrélation entre le droit de l'enfant et le développement durable. Droit à une éducation de qualité et égalité des sexes font partie des grands thèmes mis en avant. « L'humanité doit donner à l'enfant ce qu'elle a de meilleur » : cette citation d'Eglantyne Jebb visible sur le site du SIF résume parfaitement l'état d'esprit animant l'équipe dans la lutte pour oZrir un meilleur avenir aux jeunes générations.



■ Jeudi 17 novembre 2016

PLANÈTE ENVIRONNEMENT

PAR Nathalie Fontrel

Chronique sur l'accès à l'eau à l'occasion de la COP22 à Marrakech :

https://www.franceinter.fr/emissions/planete-environnement?xtmc=planete_environnement&xtnp=1&xtcr=5

Mention de Jean Launay, Président du Partenariat Français pour l'Eau

Euro-Méditerranée

Sélectionner une langue ⓘ Fourni par Google Traduction

dimanche 13 novembre 2016

Climat : le temps des solutions ?

Près d'un an après l'accord de Paris, la COP22 se tient jusqu'au 18 novembre à Marrakech. Savoirs autochtones, données scientifiques et initiatives populaires... les chercheurs déploient leurs diagnostics et solutions pour lutter contre le changement climatique et ses conséquences.



Il y a un an environ, la 21e Conférence des parties (COP21) débouchait sur l'accord de Paris (lire notre [blog](#) sur la COP21). Ce traité historique, dont l'objectif est de maintenir le réchauffement climatique en dessous de 2 degrés supplémentaires par rapport aux niveaux pré-industriels, est entré en vigueur le vendredi 4 novembre 2016. Un signe positif avant la COP22 qui débute aujourd'hui à Marrakech, au Maroc. Mais le travail est loin d'être fini : il reste à traduire cet objectif en solutions concrètes, ce à quoi vont s'atteler, jusqu'au 18 novembre, les participants de cette nouvelle conférence.

"Le changement climatique est aussi lié à des problèmes de biodiversité, de gestion des villes, d'inégalités sociales."

En plus de la conférence principale, de très nombreux colloques et événements sont organisés afin que la communauté scientifique et la société civile puissent partager leurs données, outils et revendications. L'occasion parfaite de saisir les attentes et inquiétudes des chercheurs face à des accords souvent marqués par la politique et la diplomatie. Agathe Euzen coordonne la délégation CNRS de la COP22. Anthropologue, directrice adjointe scientifique de l'Institut écologie et environnement du CNRS (Inee) et chercheuse au Laboratoire techniques territoires et sociétés (Latts)¹, elle participe à divers événements liés à la convention. Parmi les sujets abordés, la [Grande muraille verte](#) contre la désertification au Sahel, ou l'évaluation des solutions dans le domaine de l'eau, en association avec le [Partenariat français pour l'eau](#)([link is external](#)).

« Les gens sont surpris quand on leur parle de COP22, avoue-t-elle, ils ne savent pas que la conférence a lieu tous les ans. Nous devons montrer en quoi le changement climatique est aussi lié à des problèmes de biodiversité, de gestion des villes, d'inégalités sociales... Il faut inscrire ces idées dans un ensemble et dans la durée, expliquer comment des enjeux de société deviennent des enjeux scientifiques. »

Des actions à tous les niveaux

Si les accords prennent vie à l'échelle des États, énormément d'actions sont menées au niveau des populations locales. La lutte contre le changement climatique ne se réduit pas à un duel entre industriels et climatologues, où les États seraient les seuls arbitres. Agathe Euzen met ainsi en avant une logique de complémentarité d'acteurs, qu'ils soient juristes, économistes, sociologues, géographes, climatologues... Thierry Dutoit, directeur de recherche à l'Institut méditerranéen de biodiversité et d'écologie marine et continentale (IMBE)² et conseiller scientifique à l'Inee, se place aussi dans cette perspective : « Les chercheurs de l'Inee se sont impliqués dans la COP pour apporter des connaissances opérationnelles dans la lutte contre le changement climatique, explique-t-il. Nous préférons des solutions [d'ingénierie écologique](#), à plus petite échelle et plus soutenables, à la géo-ingénierie qui tient parfois du domaine de la science-fiction et pourrait avoir des effets secondaires graves sur le fonctionnement de la biosphère. »

Il ne s'agit donc pas pour ces chercheurs de capter massivement le rayonnement solaire ou de stocker du carbone dans l'eau des océans. Leur approche favorise par exemple une bonne gestion des zones humides, qui peuvent en retour piéger du carbone dans la tourbe, ou alors végétaliser des espaces urbains. La somme de ces projets, applicables même dans les pays en développement, pourrait aider à changer la donne.

EMedNews

- [Accueil](#)

Blog d'informations et de réflexions sur les Accords Euromed



La Méditerranée, c'est (...) mille choses à la fois. Non pas un paysage, mais d'innombrables paysages. Non pas une mer, mais une succession de mers. Non pas une civilisation, mais plusieurs civilisations superposées... La Méditerranée est un carrefour antique. Depuis des millénaires, tout conflue vers cette mer, bouleversant et enrichissant son histoire. Fernand BRAUDEL

Rechercher dans ce blog

Articles les plus consultés



[Le Centre Sismologique Euro-Méditerranéen \(CSEM\)\(1\) peut localiser un séisme en moins de deux minutes grâce au "Flash-sourcing "](#)

Le Centre Sismologique Euro-Méditerranéen (CSEM)(1) peut localiser un séisme en moins de deux minutes grâce au « Flash-sourcing », une mét...

[Depuis janvier, les touristes européens boudent le Maroc, les MRE redressent la barre](#)

Pas d'embellie dans le ciel du tourisme au Maroc. Selon les derniers chiffres publiés par l'Observatoire du tourisme, les traditio...

[Comme l'Europe s'essouffle, le Maroc va respirer en Afrique](#)

Au Sénégal, le roi vient de conclure une quinzaine d'accords faisant suite aux plans d'actions adoptés lors de sa visite en mars 2013. Plu...

[Forum - Femmes et nouveaux médias dans la région méditerranéenne](#)

Le Centre ISIS Femmes et Développement organise la cinquième édition du Forum international sur les Femmes en Méditerranée autour de la thématique...

[Le Maghreb à la conquête de l'Afrique, une opportunité pour l'Europe et la France](#)

Plusieurs facteurs ont poussé les pays du Maghreb à renforcer leur stratégie économique vers l'Afrique subsaharienne. Le sentiment d'...

Tunisia Economic City



Les zones humides, comme ces mangroves de Guyane française, peuvent être appelées à jouer un rôle clé dans la lutte contre le réchauffement climatique. E. Michaud Lemar/CNRS Photothèque

Cette attention sur les initiatives locales prend tout son sens alors que, malgré la signature du traité de Paris, certains politiciens continuent de remettre en cause la réalité du changement climatique. Donald Trump a ainsi promis d'annuler l'accord de Paris en cas de victoire à l'élection présidentielle américaine.

L'alliance des savoirs pour le climat

« Les données et les connaissances fournies par les scientifiques sont politiquement neutres, nous ne sommes pas inféodés à une idéologie de la non-croissance, insiste Thierry Dutoit. Nos travaux sont issus d'expérimentations suffisamment publiées et évaluées pour être pris au sérieux. Nos objectifs sont doubles : faire prendre en compte nos expertises et répondre aux politiques publiques par des solutions d'ingénierie innovantes et applicables. »

En quête de clés et d'outils de diagnostic, les chercheurs se tournent en partie vers les savoirs traditionnels. Marie Roué, directrice de recherche émérite au laboratoire Éco-anthropologie et ethnobiologie³, a ainsi coorganisé avec l'Unesco le colloque « Savoirs autochtones et changements climatiques », qui s'est tenu du 2 au 3 novembre à Marrakech en contribution à la COP22. Ces peuples sont doublement concernés par le réchauffement climatique : ils y sont particulièrement vulnérables tout en ayant accumulé des savoirs qui permettent leur adaptation.

Les travaux de Marie Roué se concentrent sur les groupes d'éleveurs de rennes en Scandinavie, les Samis. Le réchauffement climatique menace les pâturages de leurs rennes et facilite l'implantation d'industries lourdes. La hausse des températures et le dégel réduisent en effet le coût des exploitations minières et énergétiques en Scandinavie, ce qui fragilise encore davantage le mode de vie des éleveurs.



Les scientifiques plaident pour la prise en compte des savoirs locaux, tels ceux des éleveurs de rennes en Scandinavie. K. Honkanen/Altopress/Photoalto/AFP Photo

« Les sciences se sont spécialisées et séparées au fil des siècles, déplore Marie Roué, mais nous remettons à présent l'accent sur l'interdisciplinarité. Or les savoirs ancestraux sont holistiques par nature. Les Samis mêlent ainsi physique de la neige et des sols, botanique et zoologie dans leurs observations, qu'ils placent dans une continuité qui peut s'étaler sur plusieurs siècles. Nous voulons montrer que ces savoirs locaux sont complémentaires de la science moderne. »

La Méditerranée au centre de l'attention

À réchauffement global, solutions locales ? La tenue de la COP22 dans un pays africain pris entre l'Atlantique et la Méditerranée n'a d'ailleurs rien d'anodin. Joël Guiot est paléoclimatologue, directeur de recherche au Centre de recherche et d'enseignement de géosciences de l'environnement (Cerege)⁴. Avec Wolfgang Cramer de l'IMBE, il coordonne ainsi un groupe d'experts centré sur le climat méditerranéen, le MedECC⁵.

« La Méditerranée est à la fois un hotspot du changement climatique et de la



The Concept of this project is to build, in phases, a global and integrated modern city in Alnufatha district in Tunisia with strong base in Culture, Tourism, Education and Commerce, to be the international Centre and hub connecting East and West, North and South for Trade, cultural and educational exchange

OLYMP Partners



Olymp Partners est une société de gestion qui gère un fond d'investissement privé et indépendant spécialisé dans la reprise des entreprises confrontées à des difficultés structurelles ou temporaires...

Neuoo



Vous cherchez un emploi? Vous trouverez sur neuoo tous les emplois disponibles dans votre région. Votre recherche d'emploi commence ici... Looking for a job? You will find on neuoo all the jobs available in your region. Your job search starts here

Ma profession - Les services que je peux vous proposer

Consultant en ingénierie d'affaires, analyses stratégiques et développement commercial

Plusieurs années d'expérience dans les domaines, de la gestion et le financement de projets internationaux, de l'analyse stratégique, du commercial, de la création de joint-venture dans le secteur industriel des pays émergents et notamment méditerranéens.

Types d'interventions :

- L'intermédiation : mise en relation, mise en place de partenariats, lobbying...
- La recherche d'aides financières : montage des dossiers, mises en valeur des opportunités...
- Les fusions/acquisitions/privatisation : identification, sélection, évaluation, analyse des risques et approche des sociétés cibles...
- Les études de marchés : études sectorielles, études de notoriété, études de faisabilité...
- Le conseil: ciblage pays, mise en place de plans d'affaires et d'analyses stratégiques...

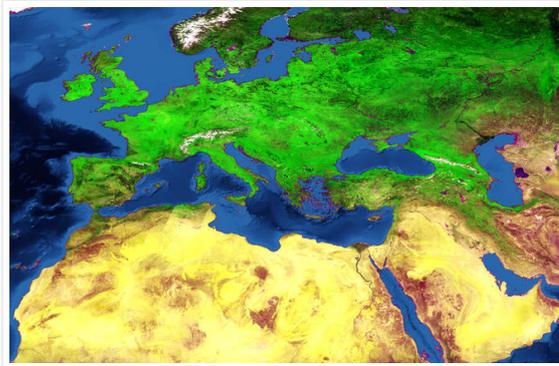
Exemples de clients :

Commission européenne, Banque Mondiale, Banque Africaine de Développement, les Gouvernements tunisien, marocain, mauritanien, algérien, libyen... et plusieurs clients privés dont notamment des Banques d'Affaires, Fonds d'investissement (sur les projets de privatisation ...) des Opérateurs télécoms, des entreprises du BTP, de la grande distribution, du transport logistique, du tourisme & hôtellerie, services (NTIC, Call Center), santé, immobilier....

Par ailleurs, j'ai créé en 1995 le premier portail sur la Méditerranée - Méditerranée on line qui a été remplacé en 2000 par <http://www.e-mediterranee.com/>, qui reste à ce jour une des plus importantes base de données sur la zone et que j'espère relancer....

Durant mes années au Parlement européen, j'ai collaboré au Groupe de travail sur la mise en place de l'Euromed, participé à la Conférence de Barcelone et bien d'autres par la suite.. J'ai participé à de nombreuses initiatives, Les Universités euro-arabes, l'Académie de la Méditerranée, la Fondation culturelle de la Méditerranée, le Festival du Cinéma méditerranéen.....

biodiversité, affirme-t-il. Elle se situe en effet à l'interface du monde européen tempéré et du monde africain tropical. Cette mer est un lieu d'échanges d'eau, d'air, de gens et de biens, ce qui la rend vulnérable d'autant que ses côtes sont très peuplées. » Dans un article tout juste paru dans Science ([link is external](#)), les deux chercheurs ont justement testé les différents scénarios du Giec en matière de réchauffement global pour estimer leur effet sur le Bassin méditerranéen. Résultat, seul le scénario le plus optimiste, avec 1,5 degré de hausse d'ici à 2100, a un impact sur la biodiversité comparable aux variations observées ces 10 000 dernières années. Même l'objectif fixé par la COP21, 2 degrés d'ici à 2100, correspondrait à un changement inégalé sur tout l'Holocène. Ces travaux soulignent à quel point davantage d'efforts sont nécessaires, malgré les avancées.



Le Bassin méditerranéen, au centre de cette image satellite, est l'une des régions de la planète les plus exposées au changement climatique. CNES/Traitement Vito, 2010

«Le réchauffement climatique reste un phénomène à énorme inertie et les effets mettront plusieurs dizaines d'années avant de se faire ressentir, prévient Joël Guiot. Si on arrive à convaincre les gens que la lutte contre le changement climatique a aussi des répercussions positives à court terme, par exemple sur la pollution, alors on pourra peut-être davantage les motiver à agir. »

La mobilisation des chercheurs a déjà porté de nombreux fruits au sein des COP. Directrice de recherche émérite au CNRS, conseillère scientifique à l'Inee et responsable scientifique de la [plateforme océan climat](#) ([link is external](#)), Françoise Gaill est [montée au créneau](#) l'an dernier pour défendre les océans, finalement mentionnés dans le préambule de l'accord de Paris. « Nous avons obtenu la tenue d'un rapport spécial sur l'océan et la cryosphère, se réjouit-elle. La situation s'est améliorée en un an et la France se dote enfin d'aires marines protégées à sa hauteur. Il reste cependant important de poursuivre ces efforts. Nous avons besoin d'infrastructures dont tous les pays puissent bénéficier ainsi que d'échanges de doctorants et de jeunes chercheurs. »

"La Méditerranée est à la fois un hotspot du changement climatique et de la biodiversité."

Françoise Gaill rappelle que les projections d'élévation du niveau de la mer d'ici à 2100 impliquent que des États insulaires soient littéralement rayés de la carte. Si les océans contiennent naturellement des zones privées d'oxygène, celles-ci s'étendent et sont de plus en plus nombreuses. Les conséquences du changement climatique s'observent chaque jour, mais les efforts consentis ont un impact qui pousse à s'investir davantage.

«La signature au mois d'octobre à Kigali d'un accord international contraignant de suppression des hydrofluorocarbures d'ici à 2050 montre que les dirigeants sont prêts à prendre leurs responsabilités, souligne Agathe Euzen. Nous avons aussi constaté que les mesures de protection de la couche d'ozone ont réellement eu des effets bénéfiques. »

L'engagement des États a bien des conséquences positives et les initiatives citoyennes se multiplient. Les chercheurs se tiennent en tout cas prêts pour informer ces deux mondes et tisser des liens entre eux.

Par Martin Koppe - Source de l'article [Journal du CNRS](#)

À lire : « La Méditerranée face au changement climatique - État des lieux de la recherche », collectif (directeurs scientifiques : Stéphanie THIÉBAULT, directrice de l'Institut écologie et environnement (Inee) du CNRS, et Jean-Paul MOATTI, président-directeur général de l'IRD), IRD Éditions/AllEnvi, 2016, 736 pages, 30 euros.

À l'occasion de la COP22, les membres de l'Alliance nationale de recherche pour l'environnement (AllEnvi) publient un ouvrage de synthèse exceptionnel sur l'évolution du climat, ses conséquences et les solutions d'atténuation et d'adaptation dans la région méditerranéenne. Plus de 150 auteurs ont été mobilisés.

Notes

1. Unité CNRS/Univ. Paris-Est Marne-la-Vallée/École des Ponts ParisTech
2. Unité CNRS/Univ. Aix-Marseille/Univ. d'Avignon/IRD.
3. Unité CNRS/MNHN/Univ. Paris-Diderot.
4. Unité CNRS/Univ. Aix-Marseille/IRD/Collège de France.
5. Mediterranean experts on climate and environmental change.

Pour plus d'information ou me contacter : euromed2010@gmail.com

Econostrum.info



Econostrum.info se veut un outil d'informations indépendant qui permettra à ses lecteurs d'analyser en temps réel l'actualité économique de la Méditerranée

DEFISMED



"Notre Méditerranée - Entre savoirs et défis"

Hommage à la Révolution tunisienne



L'humour du tunisien, son courage, son esprit artistique et sa motivation sont tous mis en évidence dans des vidéos qui ont marqué les tunisiens et le monde à jamais.

MEDITERRANEO



Mediterraneo favorise le dialogue et les échanges entre tous les rivages de la "Mare Nostrum", c'est l'observatoire permanent des questions qui font l'actualité du monde méditerranéen.

Union pour la Méditerranée



L'Union pour la Méditerranée, ou bien Union méditerranéenne, est un projet sui generis qui a pour vocation d'être le cœur et le moteur de la coopération en Méditerranée et pour la Méditerranée. Il est issu du Processus de Barcelone : Union pour la Méditerranée ; le concept d'Union méditerranéenne a été proposé par le président français Nicolas Sarkozy en 2007 avant d'être présenté à l'ensemble des pays riverains de la Méditerranée.

Fondation René Seydoux pour la Méditerranée



Son objet : développer les solidarités entre les rives

Actualité: Ven, 11 11 2016 Le "Printemps arabe" a coûté à la région 6% de PIB

Réchauffement climatique : Ces pays insulaires menacés de disparition

Détails

Catégorie : [Environnement](#)

Publié le vendredi 11 novembre 2016 08:35



Alors que leurs émissions de gaz à effet de serre sont encore négligeables à l'échelle planétaire, les territoires insulaires comptent parmi les espaces les plus sévèrement impactés par les changements climatiques et la hausse du niveau marin. La disparition du territoire de certaines nations est annoncée, et de nombreuses îles pourraient disparaître sous les eaux (îles Marshall, îles de Polynésie, Maldives). Cette problématique a été abordée à la COP22, lors d'une conférence sur le thème «Eau et climat dans les territoires insulaires», organisée par le **Partenariat français pour l'eau** (PFE). Il en est ressorti qu'il est urgent pour la communauté internationale d'agir immédiatement et très concrètement pour limiter autant que possible le réchauffement climatique anticipé. "Cette dernière a la responsabilité d'agir et de veiller à ce qu'une assistance suffisante soit accordée aux territoires insulaires pour qu'ils puissent s'adapter avec succès aux impacts négatifs des changements climatiques et de l'élévation du niveau marin", soulignent les intervenants. ■

f Share

Tweeter

G+ 0

G+ Partager 0

Partager

315K+

Article suivant: [Energies renouvelables : Le Maroc, incontestable leader dans la région Mena](#) >

Dernière Vidéo

Cérémonie d'ouve



Newsletter LaQuot

Nom

Email

X z 3 F

S'abonner

Abonnez vous et recevez g
toute l'actualité sur votre

Nous suivre

Liens Utiles:

[Financenews Hebdo](#)
[Autonews Maroc](#)
[Ministère de l'économie et
des finances](#)
[Bank Al-Maghrib](#)
[SGG](#)
[AMMC](#)
[Boursenews](#)
[Bourse de casablanca](#)

Accueil > Environnement



COP22: La communauté internationale doit assister les pays insulaire à faire face aux changements climatiques

Vendredi 11 Novembre 2016 modifié le Vendredi 11 Novembre 2016 - 18:36

La communauté internationale doit assister les pays insulaire afin qu'ils puissent s'adapter avec succès aux impacts négatifs des changements climatiques et de l'élévation du niveau de mer, ont souligné les participants à une conférence organisée en marge de la COP22, sous le thème «Eau et Climat dans les territoires insulaires».

J'aime 3 Tweet G+1 0



La communauté internationale doit d'agir immédiatement et très concrètement pour limiter autant que possible le réchauffement climatique anticipé, ont estimé les différents intervenants à cette conférence, notant que cette communauté

Autres articles

[Climat: les îles Fidji organiseront la COP23 en 2017](#)

[La Proclamation de Marrakech a été](#)



FIL DIRECT...

- Royaume-Uni: une adolescente de 14 ans obtient le droit d'être cryogénisée
- Donald Trump nommera Mike Pompeo à la tête de la CIA
- USA: Donald Trump choisit le sénateur Jeff Sessions comme secrétaire à la Justice
- France: décès suspect de trois patients sous chimiothérapie au CHU de Nantes
- La capsule spatiale Shenzhou 11 retourne sur Terre
- COP22 : projet de réalisation de 1.000 stations de dessalement d'eau de mer au Maroc et en Afrique
- Tunisie: le Parlement entame la discussion d'un projet de loi de finances très controversé
- Séisme de magnitude 5 à Biskra en Algérie

VIDEOS



Thomas Pesquet, premier Français à rejoindre l'espace depuis huit ans



Belgique: lourde amende requise pour une école coranique où un enfant était décédé

a la responsabilité d'agir et de veiller à ce qu'une assistance suffisante soit accordée aux territoires insulaires pour qu'ils puissent s'adapter avec succès aux impacts négatifs des changements climatiques et de l'élévation du niveau marin.

"soutenue" par toutes les Parties (Pdt de la COP22)

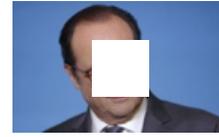
La France lance avec le Maroc et Monaco une conférence internationale sur l'Océan en janvier 2017 (Ségolène Royal)



VIDEO-COP22: texte intégral du discours prononcé par le Roi à l'ouverture du "Sommet Africain de l'Action"



Le Matin d'Algérie révèle la nature de la maladie de Bouteflika



COP22 : Hollande appelle les "Etats-Unis à respecter les engagements qui ont été pris" sur le climat

1 sur 366

Organisée par le **Partenariat français pour l'eau (PFE)**, cette conférence a été l'occasion pour les participants de partager les difficultés qu'ils rencontrent, et de discuter des expériences d'adaptation réussie et des problématiques relatives à l'épuisement des sources, aux catastrophes climatiques, et aux déséquilibres géopolitiques.

Alors que leurs émissions de gaz à effet de serre sont encore négligeables à l'échelle planétaire, les territoires insulaires comptent parmi les espaces les plus sévèrement impactés par les changements climatiques et la hausse du niveau marin. La disparition du territoire de certaines nations est annoncée, et de nombreuses îles pourraient disparaître sous les eaux (îles Marshall, îles de Polynésie, Maldives).

Vendredi 11 Novembre 2016 - 15:25

Atlasinfo



Nouveau commentaire :

Twitter

Nom * :

Adresse email (non publiée) * :

Site web :
http://

Commentaire * :

Me notifier l'arrivée de nouveaux commentaires

Dans la même rubrique

- Climat: les îles Fidji organiseront la COP23 en 2017 - 18/11/2016
- La Proclamation de Marrakech a été "soutenue" par toutes les Parties (Pdt de la COP22) - 17/11/2016
- La France lance avec le Maroc et Monaco une conférence internationale sur l'Océan en janvier 2017 (Ségolène Royal) - 17/11/2016
- COP22 : Le projet marocain de récolte d'eau du brouillard reçoit le Prix des Nations unies - 16/11/2016
- L'organisation "excellente" de la COP22 confirme l'engagement le Royaume en faveur de la lutte contre les changements climatiques (Rajoy) - 16/11/2016

1 2 3 4 5 » ... 225

DECRYPTAGE

Décryptages

Maroc-France-Afrique : une coopération trilatérale à bâtir



« Le Maroc est un arbre dont les racines plongent en Afrique et qui respire par ses feuilles en Europe ». Cette citation de feu Sa Majesté Hassan II n'a jamais été si juste et si...

- L' "Appel de Dakar" du Roi Mohammed VI
- Mort de Mouhcine Fikri: Halte à la récupération et aux folles rumeurs
- Oui à l'indignation, non à l'instrumentalisation

ENVIRONNEMENT

Environnement

Climat: les îles Fidji organiseront la COP23 en 2017



Les îles Fidji seront les organisateurs de la 23e conférence de l'Onu sur le climat, qui devrait exceptionnellement avoir lieu à Bonn (Allemagne) fin 2017, ont annoncé vendredi la...

- La Proclamation de Marrakech a été "soutenue" par toutes les Parties (Pdt de la COP22)
- La France lance avec le Maroc et Monaco une conférence internationale sur l'Océan en janvier 2017 (Ségolène Royal)
- COP22 : Le projet marocain de récolte d'eau du brouillard reçoit le Prix des Nations unies

ENTRETIENS

Entretiens

Pour la "grandeur" de son pays, Trump devra renoncer aux énergies polluantes (Bertrand Piccard)



Si le président élu des Etats-Unis Donald Trump "veut rendre sa grandeur à son pays il faut qu'il passe par les énergies propres", dit l'aéronaute suisse Bertrand Piccard, pilote...

- M'jid El Guerrab : "Il faut changer le regard de la République sur les Français du monde"
- Driss El Yazami: le scrutin du 7 octobre "a incontestablement consolidé l'ancrage démocratique du Maroc"

Planète Vivante

AFRIQUE, AFRIQUE DU NORD, CHANGEMENT CLIMATIQUE, COP22, EAU, MAROC, ODD, ONU, UNFCCC

COP22 : Eau et changement climatique (9 novembre 2016)

Organisée pour la première fois dans la COP, la Journée d'Action pour l'Eau, créée dans le cadre de l'Agenda de l'Action climatique globale, vise à attirer l'attention sur le secteur de l'eau en tant que pourvoyeur de solutions pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris. Dans 93% des contributions déterminées prévues au niveau national dans le cadre de la CCNUCC, les pays ont identifié l'eau comme un élément clé de l'adaptation. Il était donc important que la thématique de l'eau soit au cœur du débat.

En plus de sa dimension de besoin primordial, l'eau est fondamentale pour la sécurité alimentaire, la santé humaine, la production d'énergie, la productivité de l'industrie, la biodiversité. Assurer la sécurité de l'accès à l'eau signifie assurer la sécurité dans tous ces domaines.

Communiqué de l'ONU (<http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=38458&Cr=eau&Cr1=#.WCWByXXhCsd>) Extrait sonore Radio ONU : Hakima El Haité, 'Championne pour l'action climatique', Ministre marocaine en charge de l'environnement ; propos recueillis par Jérôme Bernard (<http://www.unmultimedia.org/radio/french/2016/11/marrakech-leau-victime-du-changement-climatique-peut-aussi-apporter-des-solutions/#.WCWB8HXhCse>)

Site COP22 Marrakech : Accès durable à l'eau potable et service d'assainissement en Afrique : Conférence de l'ONEE et l'AAE (<http://cop22.ma/fr/#actualites/acces-durable-a-leau-potable-et-service-dassainissement-en-afrique-conference-de-lonee-et-laae>)

Le mardi 8 novembre 2016, l'Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable (ONEE (<http://www.one.org.ma/>)) et l'Association Africaine de l'Eau (AAE (<http://www.afwa-hq.org/index.php/fr/>)) ont organisé une conférence internationale sur « Changement climatique et accès durable à l'eau potable et aux services d'assainissement en Afrique », et ce pendant de la Conférence sur les Changements Climatiques (COP22) qui se tient à Marrakech du 7 au 18 novembre 2016.

Huffington Post, Maghreb/Maroc : L'eau au cœur des débats à la COP22 (http://www.huffpostmaghreb.com/2016/11/09/eau-cop22_n_12883852.html) Site COP22 Marrakech : Les effets du réchauffement climatique sur l'eau et le climat dans les territoires insulaires (<http://cop22.ma/fr/#actualites/les-effets-du-rechauffement-climatique-sur-leau-et-le-climat-dans-les-territoires-insulaires>)

Alors que leurs émissions de gaz à effet de serre sont encore négligeables à l'échelle planétaire, les territoires insulaires comptent parmi les espaces les plus sévèrement impactés par les changements climatiques et la hausse du niveau marin. La disparition du territoire de certaines nations est annoncée, et de nombreuses îles pourraient disparaître sous les eaux (îles Marshall, îles de Polynésie, Maldives). (**Partenariat français pour l'eau** (<http://www.partenariat-francais-eau.fr/wp-content/uploads/2016/04/Programme-side-events-PFE-COP22-final.pdf>))

Le Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP (<http://www.siaap.fr/publications/flux-dinfos/detail/actualites/le-siaap-a-la-cop22-a-marrakech/>)), Service public urbain en charge de la dépollution des eaux usées du territoire francilien participe à la COP22 à des **tables rondes** (http://www.siaap.fr/fileadmin/user_upload/siaap/Espace_presse/Communiques_de_presse/CP_COP22_2016.pdf)

(Scientific knowledge on water and climate for smart planning and decision-making (08/11), Progress made in the initiatives launched during COP21 alliance de l'eau – Journée eau (09/11), Initiative Megacities (09/11), Eau et Climat dans les territoires insulaires (Cuba – Haïti) (10/11), Coopération pour une gestion intégrée des bassins (11/11), Side Event porté par le SYCTOM (12/11)

Le GRET (ONG internationale) : A l'occasion de la Cop 22, du 7 au 18 novembre 2016 à Marrakech, Thomas Le Jeune, expert eau potable et assainissement au GRET, nous décrit les enjeux climatiques liés à l'eau ainsi que les solutions apportées par le GRET

Projet : Eaux pluviales et résilience : Innovations dans les villes secondaires (Sénégal et Mauritanie)
(<http://www.gret.org/projet/eaux-pluviales-epur/>)

Projets 2016-2017 : Eaux pluviales et résilience : innovations dans les villes secondaires du Sénégal et de Mauritanie (<http://www.gret.org/wp-content/uploads/Fiche-projet-EPUR-2016-2017.pdf>)

Fiche Solutions : **ADAPTER DES OUTILS DE DIAGNOSTIC CLIMATIQUE AUX ECHELLES LOCALES : GESTION DES EAUX PLUVIALES DES VILLES SAHELIENNES** (<http://www.gret.org/wp-content/uploads/Fiche-solution-Gestion-des-eaux-pluviales.pdf>)

MARIE SOPHIE

11/11/2016

ADAPTATION, CHANGEMENT CLIMATIQUE, COP22 MARRAKECH, EAU, JUSTICE CLIMATIQUE, RÉSILIENCE, SANTÉ, SÉCHERESSE

News

Green Cross International : Moroccan Environment Minister affirms importance of water to climate talks

ADVERTISEMENT



0

11/09/2016 | 02:46pm CET

2016Nov09

Hakima El Haite, Morocco's Environment Minister and Climate Champion for Morocco, opened Water Day at COP22 affirming that water is central to discussions about climate change.

'When you don't have access to water, you don't have access to food security,' said El Haite. 'You don't have access to health, because of the diseases associated with unclean water; you don't have access to stability, due to water-based conflicts and migration; you don't have access to dignity.'

For years, Green Cross International has been calling for greater inclusion of water issues in climate discussions.

'This is a first, and a victory for water advocates,' said Marie-Laure Vercambre, Green Cross International's Water Programme Director, who was at the event. 'This paves the way for better integration of water into the climate framework and finance.'

Minister for Water Charafat Afilal then delivered the message of the [#ClimateIsWater campaign](#) (which Green Cross and its partners have pushed forward) to the packed house on the morning of 9 November. Go to www.climateiswater.org to learn more about the campaign.

[\[Attachment\]](#)

Charafat Afailal, Minister for Water, Morocco

Related Articles

2016Nov09

On Tuesday, 8 November, Green Cross ESS Director Paul Walker addressed the 8th Biological Weapons Convention (BWC) Review Conference. 'Green Cross' founder, Mikhail Gorbachev, has long underlined the close relationship between security and sustainability in today's world,' said Walker. 'The Biological Weapons Convention is an excellent example of this. As we witness the recent commitments [...]

2016Nov09

Hakima El Haite, Morocco's Environment Minister and Climate Champion for Morocco, opened Water Day at COP22 affirming that water is central to discussions about climate change. 'When you don't have access to water, you don't have access to food security,' said El Haite. 'You don't have access to health, because of the diseases associated with [...]

Hot News »

- 5.04% **TOWER SEMICONDUCTOR** : Chipmaker TowerJazz third-quarter profit rise beats estimates
- 11.39% **IGAS ENERGY** : receives approval for shale gas exploration permit
- 4.03% **TALKTALK TELECOM** : Targets Higher FY17 Profits After Swinging to 1st Half Pretax Profit
- 9.92% **Tata Motors** shares plunge on weak earnings at Jaguar Land Rover
- 4.05% **H & M HENNES & MAURITZ** : &M's October sales rose roughly as expected

Most Read News »

- 08:37a **Dollar, copper retreat, bonds in favour as Trump rally pauses**
- 06:37a **Multinational firms dumping Venezuela operations in fire sales**
- 11/14 **BRITISH AMERICAN TOBACCO** : Reynolds American

L'eau e (s) t le climat

Par **Giulietta Gamberini** (/journalistes/giulietta-gamberini-24) | 09/11/2016, 8:13 | 922 mots



(Crédits : Reuters)

Marqueur du changement climatique et volet incontournable de l'adaptation au réchauffement, l'eau a pourtant jusqu'à présent été négligée par la diplomatie climatique. Elle pourrait prendre sa revanche lors de la COP22.

«Le cycle de l'eau n'est plus maîtrisé. » Jeremy Rifkin, spécialiste de la prospective et auteur de *La troisième révolution industrielle*, s'en émouvait lors d'une conférence à Paris en juin 2015.

Et les analyses scientifiques comme l'actualité des catastrophes naturelles ne cessent de lui donner raison. Alors qu'en France les inondations du mois de juin ont gravement affecté les récoltes, dans les régions les plus naturellement exposées au risque de stress hydrique, les sécheresses s'aggravent et se multiplient. La fonte des glaces de l'Arctique gonfle les océans, mettant en danger les villes côtières ainsi que les réserves d'eau douce qui sont inépuisables de sel.

Comme le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) l'a souligné dans ses rapports de 2008 et de 2014, ces manifestations du dérèglement du cycle de l'eau sont

des conséquences du réchauffement de la planète. Ressource la plus affectée par le changement climatique, l'eau en est même le marqueur le plus évident.

Un nouveau facteur vient donc aggraver la tension qui découle déjà, notamment dans les pays du Sud, d'une demande grandissante en eau sous le double effet de la croissance démographique et du développement économique. Avec des conséquences potentielles aussi étendues que redoutables. La sécurité alimentaire, la santé humaine, l'expansion économique sont toutes menacées par les effets du dérèglement du cycle de l'eau sur l'agriculture, sur la biodiversité, les infrastructures de transport ou la production d'énergie. Et les conflits qui se dessinent autour de l'eau entre individus, communautés et industries, sont une source prévisible d'instabilité politique.

Gestion maîtrisée et bonnes pratiques

L'adaptation des territoires au changement climatique- notamment dans les pays en voie de développement - qui, selon les vœux de la ministre marocaine de l'Environnement, Hakima El Haïte, devra être au centre des discussions de la COP22, ne se fera donc pas sans une nouvelle stratégie hydrique prenant en compte ces enjeux.

C'est le cas de l'agriculture notamment qui consomme 70 % de l'eau de pluie et d'irrigation du monde, mais aussi du secteur énergétique, deuxième plus gros préleveur d'eau au niveau mondial. Éviter les gaspillages et améliorer le recyclage de l'eau semblent ainsi des démarches désormais incontournables :

Cette approche implique toutefois de repenser le développement, les territoires et notamment les villes, en articulant mieux les besoins et les ressources disponibles, jusqu'à revoir parfois certaines limites réglementaires. Et si la technologie, de plus en plus accessible, jouera un rôle fondamental dans cette adaptation, l'innovation sociale doit aussi y trouver toute sa place, estime l'expert.

Or, malgré son évidence, ce lien étroit entre gestion de l'eau et lutte contre le réchauffement climatique n'est pas mentionné dans l'Accord de Paris issu de la COP21 qui, pourtant, évoque les conséquences du réchauffement sur l'alimentation humaine. L'omission est d'autant plus saisissante que le sujet de l'eau, sous-estimé par les huit Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) à l'horizon 2015, a en revanche été clairement et systématiquement posé dans le cadre des

17 Objectifs de développement durable (ODD) fixés pour 2030. Et que 89 des contributions nationales (NDC) présentées après la COP21 évoquent le problème de l'eau dans leur volet adaptation.

L'accessibilité des financements dédiés aux actions de gestion de l'eau devrait également être abordée lors de la COP22, a-t-il été souligné lors d'une conférence de mi-chemin entre les deux COP, organisée à Rabat en juillet et réunissant 700 acteurs de l'eau.

Une pleine journée dédiée à l'eau

à Marrakech, durant la COP22, une journée est consacrée à l'eau. De quoi permettre d'articuler les trois alliances lancées en décembre 2015 lors de la COP21 à Paris, auxquelles on va parler d'une

même voix et pèsent sur les négociations climatiques : le Pacte sur l'eau et l'adaptation au changement climatique dans

« Revendiquer l'accès à l'eau ne suffit plus. Il est indispensable que chaque secteur réévalue à l'efficacité de sa gestion de cette ressource en remettant en cause ses propres pratiques », souligne Pierre Victoria, directeur Développement durable chez Veolia et membre du think-tank (Re)sources.

« Présente partout dans le monde, l'eau usée est une ressource, de surcroît de plus en plus abondante », observe Pierre Victoria.

« Il est donc nécessaire de réarticuler ces deux agendas », estime Pierre Victoria. les bassins, les lacs et les aquifères, qui fédère quelque 350 organisations de 94 pays ; la Business Alliance for Water and Climate Change (BAFWAC), qui réunit une trentaine d'entreprises volontaires ; l'Alliance des mégapoles pour l'eau et le climat, plateforme internationale de coopération entre villes, institutions et société civile, et la campagne **Climate is water.**

L'occasion également, de présenter de nouvelles initiatives telles que Water for Africa, une action de sensibilisation aux défis particuliers de l'Afrique ; le « Livre bleu » sur l'eau et le climat, qui résume les conclusions de la conférence de Rabat, et le Réseau international des parlementaires pour l'eau, qui vise à partager les meilleures initiatives législatives. Mais pour que l'eau prenne en un la place qu'elle mérite dans les négociations climatiques internationales, un rapprochement entre l'ensemble des secteurs concernés s'impose, estime Pierre Victoria.

« Il faut briser les silos organisationnels, insiste-t-il. La logique du partage est immanente à l'industrie de l'eau. Elle peut utilement être mutualisée. »

COP22 : Plaidoyer pour l'eau

Par L'Economiste | Le 09/11/2016 - 10:22 | Partager

AddThis Sharing Buttons

Share to Facebook  Share to Twitter  Share to Email  Share to Plus d'options... 



Le Partenariat français pour l'eau (PFE) lance un plaidoyer pour la prise en compte de la question de l'eau lors de la COP22. Avec ses 120 acteurs, le PFE compte mobiliser les décideurs du climat, de l'eau et des territoires lors de cet événement. Ainsi, deux conférences sont prévues mercredi avec les ministres de l'Environnement et de l'Eau marocaines, en zone des négociations, et avec la société civile internationale réunie au sein du collectif Climateiswater. Plusieurs thèmes seront abordés notamment le rapport entre l'eau et les migrations. Pour rappel, 2/3 de la population mondiale pourrait être exposée à des conditions de stress hydrique d'ici 2025, alors que la raréfaction de la ressource, due notamment aux effets du changement climatique, pourrait causer en 2050 la perte de 6% de richesse nationale annuelle dans plusieurs régions du monde.



VEOLIA ENVIRONNEMENT (VIE)

Début de la COP22 à Marrakech : Veolia participe activement à l'événement

07/11/2016 | 17:10 7 novembre 2016

La 22ème Conférences des parties débute aujourd'hui à Marrakech et accueillera 25 000 participants d'ici au 18 novembre.

Son enjeu : concrétiser les décisions prises il y a un an dans le cadre de l'Accord de Paris , issu de la COP21. Veolia participera à l'événement, afin de promouvoir des solutions concrètes permettant de lutter contre le dérèglement climatique : l'économie circulaire, l'énergie décentralisée et la capture du méthane.

8 novembre

◆ 19h-20h30 : Pierre Victoria, directeur du développement durable de Veolia, interviendra sur le thème '*Pour une gouvernance inclusive : quels mécanismes innovants ?*' dans le cadre de la conférence « *Ensemble pour le nexus Eau et Climat : un objectif partagé* », organisé par la COALition MArocaïne pour l'eau (COALMA), en partenariat avec le Ministère délégué chargé de l'Eau, la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM) et le Conseil mondial de l'Eau.

10 novembre

◆ 9h-10h30 : Pierre Victoria participera au débat « *Quelles évaluations des solutions d'adaptation dans le domaine de l'eau ?* », organisé par le **Partenariat Français pour l'Eau (PFE)**.

◆ 12h-13h : Gary Crawford, directeur des affaires internationales à la Direction des affaires publiques de Veolia, présentera les bénéfices de l'économie circulaire dans un atelier dédié aux délégués des pays en développement. L'atelier est organisé par l'Institut Veolia, avec la Fondation pour les études et recherches sur le développement international (FERDI).

◆ 17h30-18h30 : L'Institut Veolia présentera son dernier rapport *Facts Reports* intitulé « *Electrification décentralisée et développement* ». Ce document explique comment l'accès à l'électricité décentralisée, à travers des solutions solaires individuelles ou des mini-réseaux, peut réduire la pauvreté et transformer les conditions de vie de centaines de millions de ménages en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

11 novembre

◆ 17h-18h30 : Pierre Victoria interviendra sur le thème « *L'économie circulaire en tant que stimulateur d'économies d'énergie et de ressources : les initiatives d'acteurs économiques en coopération avec les parties prenantes publiques et privées* ». Cette session sera organisée par l'Association française des entreprises privées (Afep).



World Water News By
OOSKAnews



Paris Climate Agreement Enters into Force on Eve of COP22

4 Nov 2016 - 12:25 by OOSKAnews
Correspondent
MARRAKESH, MOROCCO
The COP21 Paris agreement on climate change entered into force on November 4th 2016, days before the COP22 climate conference convenes in Marrakesh, Morocco.

Patricia Espinosa, Executive Secretary of United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC) and Salaheddine Mezouar, Foreign minister of Morocco, said in a joint statement: "Humanity will look back on 4 November 2016 as the day that countries of the world shut the door on inevitable climate disaster and set off with determination towards a sustainable future. [FREE STORY]

Following France's lead, Morocco has also announced a "Water Action Day" scheduled for November 9 to articulate to the delegates how to blend water within finance, (National Determined Contributions) NDCs, and other related implementation issues.



President of the World Water Council,

More articles like this

OOSKAnews Voices: Rain in the Desert- Merging Climate and Water Policies at Morocco's COP22

OOSKAnews Voices: **Climate Is Water:** Solidarité Between Practice and Policy in Paris

Action Day for Water at COP22- Dialogue Sessions

OOSKAnews Voices: Warming Climate, Rising Waters at the Paris COP: Green Bonds, #ClimateIsWater, and Marrakesh COP22 Will Have a Day for Water

Request Free Trial Subscription

Try OOSKAnews **current** Daily Water Briefings or Weekly Water Newsletters — the most up-to-date source of global water and water-related news.

OOSKAnews produces daily and weekly email subscription-based newsletters covering vital water news and intelligence, deploying more than 160 correspondents in over 70 countries.

Try a free subscription to a newsletter of your choice —

- [Request a free trial](#), or
- [Contact us](#) for more information

User Login

OOSKAnews License Holders can sign in for access to the most recent daily news updates, daily or weekly specialist newsletters, and premium access to ALL OOSKAnews data through AquaNow — the World's Water Data Engine.

Username or e-mail *

Password *

[Create new account](#)

[Request new password](#)

[Log in](#)

Buy OOSKAnews Archives Access

Not a license holder? Buy access to the OOSKAnews archives of world water industry news.

Access the full text of OOSKAnews articles more than 6 months old — featuring AquaNow, the World's Water Data Engine.

Price \$399.00

Benedito Braga, has expressed optimism that water challenges will have an increased role in the Marrakesh conference. Speaking to OOSKAnews at September’s World Water Week in Stockholm, Braga said “Morocco is a country that has understood the importance of water for a long time. Morocco is a semi-arid country and they have developed, in contrast to other countries in Africa, infrastructure to cope with the variability of their climate. They have successfully constructed and operate reservoirs for food production and sustainable water supply”.

“I’m also optimistic because from a political standpoint they understand the subject of water. In water-plenty countries, it is difficult for politician to establish and push the importance of water issues in the event of climate change. Morocco is already totally aware of the importance of water issues”, said Braga.

The #ClimatelsWater initiative, established in 2015, has the goal of strengthening the position of water within the climate negotiations and the UNFCCC processes.

John H. Matthews is co-founder and secretariat coordinator for the Alliance for Global Water Adaptation (AGWA), one of the primary drivers behind #ClimatelsWater.

Speaking to OOSKAnews on November 4th, Matthews remarked “#ClimatelsWater is marking its first year as a consolidated voice for the water community for the UNFCCC. I’m really proud that so many organizations have been able to share our concerns and hopes to ensure that we have the water in our economies and ecosystems to meet the goals of the Paris Agreement. The next two weeks will focus on how we can flow the aspirations of Paris into the realities of implementation”. OOSKAnews will be providing full coverage from Marrakesh of water-related COP22 activities and developments in the next two weeks.

- Access
- Climate
- Corporate Risk
- Development Aid
- Disasters
- Ecosystems
- Energy Security
- Environment
- Food Security
- Health
- Innovation, Infrastructure & Technology
- Policy
- Pollution
- Reputational Risk
- Sanitation, Hygiene & Disease
- Scarcity
- Social Issues
- Transnational Issues
- Utilities
- Marrakesh
- Paris
- Morocco
- France
- UN Framework Convention on Climate Change (UNFCCC)



COP22 : La COP de l'action pour l'eau

par Alexandra Colombani | Thématique: Eau | Rubrique: Initiatives-Actions

Le Partenariat Français pour l'Eau poursuit la mobilisation pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris

Le Partenariat Français pour l'Eau (PFE) avec ses 120 acteurs maintient ses efforts pour mobiliser les décideurs du climat, de l'eau et des territoires, en lien avec la communauté internationale de l'eau lors de la COP22 de Marrakech qui se déroulera du 7 au 18 novembre prochain. Il poursuit son plaidoyer pour la prise en compte de l'eau dans les décisions qui seront prises lors de cette COP relatives à l'**adaptation** et à l'**atténuation** au changement climatique, aux recommandations données aux Etats en ce qui concerne leurs politiques internes, aux **financements** dédiés et au rôle des acteurs non-étatiques. Moteur de l'initiative internationale **#Climateiswater**, lancée lors de la COP21, le PFE agira également pour faire entendre la voix collective des acteurs de l'eau auprès des acteurs du climat.

Pour la première fois dans une COP, une journée et demi dédiée à l'eau

9 novembre - Zone bleue/ espace négociateurs : L'eau fera pour la première fois l'objet d'une journée complète de discussion sur l'espace des négociations. L'occasion de montrer aux décideurs et négociateurs les bonnes pratiques du secteur et d'initier un dialogue entre les Etats et les organisations non étatiques sur des thématiques clés.

2 Conférences de presse sur l'eau 9 novembre :

- 9h- 9h30, organisée par les Ministres de l'Environnement et de l'Eau marocaines.

- Fin d'après-midi, organisée par la société civile internationale réunie au sein de l'initiative **#Climateiswater**. La conférence de presse **#Climateiswater** sera suivie d'un cocktail.

8 novembre, zone verte/ espace société civile: L'eau bénéficiera d'une demi-journée thématique sur cette zone. Pas moins de 39 événements eau et climat officiels figurent dans le programme de la COP.

Les rendez-vous du PFE, dans la zone de la société civile :

Un regard multi-acteurs sur le thème de la connaissance des ressources en eau, du changement climatique dans les états insulaires et sur la question des réfugiés climatiques.

8 novembre 9h-10h30 : **Crises de l'eau, migrations : quelles conséquences humanitaires du changement climatique au Sahel?** Modéré par Julien Eyrard d'Action contre la Faim (Agora Territoires)

8 novembre 11h00-12h30 : **Les solutions des acteurs de l'eau français face au dérèglement climatique**, modéré par Jean Luc Redaud du Partenariat Français pour l'Eau (Agora Territoires)

8 novembre 17h-18h30 : **Eau et climat : mieux connaître pour mieux gérer**, modéré par Éric Servat d'Institut Montpellierain de l'Eau et de l'Environnement (Salle Officielle)

10 novembre 9h00-10h30 : **Quelles évaluations des solutions d'adaptation dans le domaine de l'eau?** Modéré par Agathe Euzen du CNRS / Allenvi (Agora Territoires)

10 novembre 11h00-12h30 : **Eau & climat dans les territoires insulaires**, modéré par Marc Vezina du SEDIF (Agora Territoires)

11 novembre 16h45-18h15 : **Lacoopération internationale entre organismes de bassins**, modéré par le Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB) (Pavillon France, Zone Bleue)

Le Partenariat français pour l'Eau, présidé par le député Jean Launay, est une plateforme de réflexion et d'actions qui rassemble 120 membres autour de 6 **collèges** d'experts, acteurs publics et privés de l'eau actifs à l'international : l'Etat et ses établissements publics, des ONG, associations et fondations, des collectivités territoriales et parlementaires, des acteurs économiques, des instituts de recherche et de formation ainsi que des personnalités qualifiées - www.partenariat-francais-eau.fr @PFE_FWP

Suivez la Cdp22 avec Mediateur

[CdP22-climat]

Les liens connexes

-  la dépêche sur Médiateur
-  www.partenariat-francais-eau.fr (29 hits)
-  www.climateiswater.org (24 hits)



World Water News By
OOSKAnews



OOSKAnews Voices: Rain in the Desert - Merging Climate and Water Policies at Morocco's COP22

19 Oct 2016 - 05:55 by OOSKAnews
 Correspondent
 CORVALLIS, OR, UNITED STATES
 OOSKAnews Voices is a series of guest
 "opinion columns" written by senior
 participants in different parts of the
 international water community. The columns
 provide a global platform for organizations
 and individuals to promulgate their views and
 messages.



In

this article, John H. Matthews, co-founder and secretariat coordinator for the Alliance for Global Water Adaptation (AGWA), which is chaired by the Stockholm International Water Institute (SIWI) and the World Bank, describes the importance of next month's COP22 conference to water.

Matthews' work integrates technical and policy knowledge for climate adaptation for practical implementation. John has worked globally on these issues since 2007 and has authored many publications on adaptive management for water infrastructure and ecosystems. He has a PhD in ecology from the University of Texas and is based in the United States.

I find the UN Convention on Climate Change (UNFCCC) conferences or "COPs" exotic, intimidating, absorbing affairs. The Marrakesh COP beginning November 7 will be my fifth since 2009. As a scientist working actively with other

More articles like this

- COP22 Will Have a Day for Water
- COP21's "Resilience Day" Sees Launch of Paris Pact, #ClimatelsWater Initiative
- Paris Climate Agreement Enters into Force on Eve of COP22
- OOSKAnews Voices: Warming Climate, Rising Waters at the Paris COP: Green Bonds, #ClimatelsWater, and Marrakesh Action Day for Water at COP22

Request Free Trial Subscription
 Try OOSKAnews **current** Daily Water Briefings or Weekly Water Newsletters — the most up-to-date source of global water and water-related news.

OOSKAnews produces daily and weekly email subscription-based newsletters covering vital water news and intelligence, deploying more than 160 correspondents in over 70 countries.

Try a free subscription to a newsletter of your choice —

- [Request a free trial](#), or
- [Contact us](#) for more information

User Login

OOSKAnews License Holders can sign in for access to the most recent daily news updates, daily or weekly specialist newsletters, and premium access to ALL OOSKAnews data through AquaNow — the World's Water Data Engine.

Username or e-mail *

Password *

[Create new account](#)

[Request new password](#)

[Log in](#)

Buy OOSKAnews Archives Access

Not a license holder? Buy access to the OOSKAnews archives of world water industry news.

Access the full text of OOSKAnews articles more than 6 months old — featuring AquaNow, the World's Water Data Engine.

Price \$399.00

technical personnel and adaptation practitioners, I often experience the COPs as disruptive — a swarm of half-remembered and new acronyms, pointed disputes over a few words in a policy statement, and much careful listening to individuals I sometimes resort to calling “those policy people.” A friend and colleague who has been swimming in these waters for more than two decades asked me a few months ago, Are you sure you want to go again this year? Although she and most of my other policy friends smile indulgently when I talk about COPs or try to explain UNFCCC processes and institutions, I wholeheartedly said yes again. I did so because the COPs are about more than processes.

The COPs are about issues, and those of us living out those issues need to be represented and heard even if we can't remember all the acronyms. This year's COP — perhaps more than most — is certainly about capturing those issues and translating them with the policy people into useful processes. Although the COPs can have tens of thousands of attendees, I've come to learn that masses of people do not translate into insight, and significant, even critical decisions often depend on just a handful of people in a room together. More than once, I have been the only water person in that room. To paraphrase DeGaulle, policy is too important to be left to the policymakers.

Why is Marrakesh so important for water? The UNFCCC is pivoting from more than two decades of focusing on greenhouse gases in a handful of high and middle income countries to addressing the implications of decades, centuries, and (for some variables) millennia of committed, unavoidable climate impacts. The Paris Agreement signed at last December's COP defines clearly how individual countries will make commitments to slow the rate of climate change (climate mitigation) and adjust to climate impacts that have already occurred and that seem likely to occur in the future.

The Paris Agreement — the most significant climate framework since the founding of the UNFCCC — does not mention water at all, but the Paris Agreement may also be the most significant water agreement in human history.

How does a policy framework that lacks any mention of water affect water management? The answer shows the gap between the climate policy world and the water world: our primary approaches for addressing both greenhouse gases (clean energy, carbon sequestration) and climate impacts (cities, infrastructure, agriculture, ecosystems) are largely freshwater and coastal water management solutions. The Paris Agreement

has initiated a process of reallocating water resources on a massive scale, for a period lasting at least many decades. And since no one is making any new water, this “policy water” is coming from other sources. We are entering an epic adjustment of economies and hydrologies. And in most cases, we are doing so without seeing the water between the words.

The water community spoke with striking, even surprising unanimity in 2016. With a core set of policy recommendations with groups such as the Stockholm International Water Institute (SIWI), INBO, the French Water Partnership, Arup, AGWA, and the World Water Council working through the #ClimatelsWater advocacy group, we spoke clearly together about how the Paris Agreement could help (or hurt) its expression at national and local levels.

But the Paris Agreement is done — it’s effectively off the table. This year, the target of effort is on the children of the framework, called NDCs, or National Determined Contributions. Each signatory — rich or poor, large or small — submits an NDC every five years. For most countries, the NDC combines both mitigation and adaptation goals and sets targets for how that country will help achieve global priorities and/or what resources will be needed by that country in order to achieve those priorities.

No “NDC police” exist — commitments from individual countries vary, sometimes dramatically, in how they define effective action. National priorities are defined by nations. Some such as Egypt recognize that water management is critical to meeting both clean energy goals and living with ongoing impacts on agriculture and cities. Egypt is also notable in recognizing that, for the Nile, these levers of action exist in a transboundary, international context — mostly upstream from Egypt. The NDCs of other countries do not always show similar quality in their insights.

As a result, the water community is girding for what we simply call “implementation”: how can we help make the NDCs more water-centric — more explicit in their water commitments and connections? Can the instruments of climate finance promote efficacy and the resilient use of water knowledge in sectors, projects, and investments that do not necessarily look like “water projects”? Do these NDCs recognize that a river runs through both mitigation and adaptation, and that the priorities and investments within these NDCs must reflect choices and tradeoffs across sectors, borders,

communities, and ecosystems?

As the next COP host, Morocco has taken a bold stand on these issues and has recognized the central role of water to most aspects of climate change. Last July, Morocco hosted a conference called Water Security for Climate Justice intended to frame how water can seep within the UNFCCC's institutions and processes most effectively, particularly at the national level. Some 650 delegates attended, with an impressive showing from Africa; a "Livre Bleu" (a "blue" white paper) will be issued soon that captures these insights and voices. Following France's lead, Morocco has also announced a "Water Action Day" scheduled for November 9 to articulate to the delegates how to blend water within finance, NDCs, and other related implementation issues.

COP22 may not go down in history as a water COP, but I hope we can make some progress towards showing that much water has been hidden in the desert, ready for all to see.

[Access](#) [Climate](#) [Conflict](#)
[Corporate Risk](#) [Ecosystems](#)
[Energy Security](#) [Environment](#)
[Food Security](#) [Policy](#) [Scarcity](#)
[Marrakesh](#) [Paris](#) [Arup](#) [Morocco](#)
[Stockholm International Water Institute \(SIWI\)](#)
[International Network of Basin Organizations \(INBO\)](#)
[UN Convention on Climate Change \(UNFCCC\)](#)
[the Alliance for Global Water Adaptation \(AGWA\)](#)
[the French Water Partnership \(FWP\)](#)
[the World Water Council](#)
[#ClimateIsWater](#) [John Matthews](#)
[Free](#)

About Us

Global Water Newsletters
OOSKANews Archives Access
Research & Consultancy
Board of Directors

Terms of Use

[Water Sector Events Endorsed by OOSKANews](#)

Share

[Contact Us](#)

OOSKANews

OOSKANews, Inc. is a specialist publisher of hard to find international water sector and water-related news and intelligence.

We produce weekly email subscription newsletters covering local, regional and global water policy, government, business, finance and funding, environment, waste and supply.

[Read more](#)

©2006-2014 OOSKANews, Inc. All Rights

aquaNOW.info

In collaboration with [Global Water Challenge](#) and the [United States Water Partnership](#), OOSKANews has now synthesized, parsed and packaged this historical data, and stream of current information to create "AquaNow - the World's Water Data Engine".

We have transformed OOSKANews' data into a water-risk and water-opportunity decision support tool for multiple water constituencies, by incorporating sophisticated topic-driven analysis and geographic lenses.



DOSSIERS ET DÉBATSS POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Journal de bord #COP22 : retour sur la Journée d'Action pour l'Eau

Le 9 novembre 2016 a été déclaré comme la journée d'action pour l'Eau à la COP22.

Pour la première fois dans l'histoire de la COP, cette journée créée dans le cadre de l'Agenda de l'Action climatique globale vise à attirer l'attention sur le secteur de l'eau en tant que pourvoyeur de solutions pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris. En effet, l'eau est identifiée comme un élément clé de l'adaptation par les Etats. En plus de sa dimension de besoin essentiel, l'eau est fondamentale pour la sécurité alimentaire, la santé humaine, la production d'énergie, la productivité de l'industrie, la biodiversité. Assurer la sécurité de l'accès à l'eau signifie assurer la sécurité dans tous ces domaines. Mais l'accès à l'eau se décline selon bien des manières et ces débats se poursuivent dans les couloirs de la COP : grosses ou petites unités, gestion, pollution, modèles économiques... l'eau est essentielle à l'atténuation du changement climatique et la réduction des impacts négatifs des catastrophes liées à l'eau : risques naturels, risque de pollution, inégalité d'accès à la ressource, etc. Les sécheresses créent aussi de graves crises sociales et politiques. Les intervenants du continent africains n'ont pas manqué de nous le rappeler.

La COP22 se veut être la cop de l'action, de la cop des familles et de la cop des modes de vie. L'Accord de Paris a démontré que des coalitions entre acteurs non-étatiques (entreprises, société civile, ONG, etc.) sont une richesse pour l'avancée des négociations et des projets en faveur de la lutte contre le changement climatique. Pour Hakima El Haite, ministre déléguée marocaine à l'environnement : "l'eau est un enjeu central du XXIème siècle".

La Coalition Eau, collectif de 30 ONG engagées dans l'accès durable à l'eau, dont fait partie 4D, a donné plusieurs priorités pour engager l'eau dans cette lutte :

le secteur eau peut et doit apporter des solutions quand à la réduction des gaz à effet de serre, l'eau doit être au coeur des politiques d'atténuation et d'adaptation, une mise en place effective des financements à l'intention des pays en voie de développement, développer une gestion de l'eau en cohérence, à l'échelle local et global.

Les acteurs de l'eau travaillent à la gestion intégrée de la ressource, à son accès pour l'eau potable et pour l'eau agricole, à la réhabilitation d'infrastructures, à la mise en place de plans de développement local (planification partagée et locale des territoires). La notion de résilience pour la gestion de l'eau est fondamentale et doit être intégré dans l'évolution des modes de vie des populations. De nombreuses solutions sont proposées par les acteurs français réunis autour du [Partenariat Français pour l'Eau](#), à laquelle participent de nombreuses entreprises, collectivités locales, chercheurs et ONG. Pour Kristel Malegue (Coalition Eau), "l'eau est au coeur de l'ensemble des services de base, pour l'économie, le genre, l'environnement, etc. et est donc une question majeure pour le changement climatique".

Quant aux entreprises, la perte de ressource en eau a été jugée comme risque majeur pour le développement économique mondiale.

Il existe une alliance internationale, [#ClimateisWater](#), organisée autour du Conseil Mondial de l'Eau, qui rassemble 44 organisations/entreprises originaires des 5 continents (autant de PME que de grosses entreprises). Les entreprises ayant signé l'alliance s'engagent à présenter leurs avancements dans :

la prise en compte de l'eau dans l'analyse des risques liés à l'activité économique (rapport CDP Water), la mesure de leur empreinte eau grâce à des normes existantes, le passage à l'action (travailler à la réduction de l'impact sur l'eau tout au long de la chaîne de l'entreprise).

L'eau est un champ de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises. Et les alliances multi-acteurs, gagneront selon une vision commune de la gestion de la ressource en eau. Elle reste à construire.

Le changement climatique est avéré. Et le lien eau climat change l'approche des acteurs de l'eau quant à une prise de conscience rapide des impacts, des risques aux besoins d'adaptation par les populations. Prenons l'exemple de l'île de France La crue de 2016 a fait mobiliser de nombreux acteurs, il est important maintenant de convenir d'une

ligne de conduite impliquant la société civile. Les enjeux principaux en Ile de France sont :

la pollution de l'eau, les phytosanitaires et les micro-polluants, l'accès à l'eau potable pour tous, les risques liés aux changements climatiques : notamment les épisodes d'inondation.

L'eau en ville est un enjeu majeur pour le développement des villes durables. Nous observons actuellement un renouveau de la conception des aménagements urbains, en faveur d'une prise en compte des enjeux liés à l'eau en ville (écoquartiers, aménagements face aux risques naturels, développement des loisirs et du tourisme aux abords des fleuves, la prise en compte de la nature en ville et de la trame bleue, etc.).

D'après Célia Blauel, "la bataille de l'eau se joue aussi en amont". Il est important de développer une gestion par bassin versant, une gestion amont – aval, localisé en s'appuyant sur un travail multiacteur (acteurs de terrain mobilisés pour la coordination et l'interdépendance des réseaux et des territoires).

Au final, l'enjeu de l'eau mobilise l'ensemble des acteurs, étatiques et non-étatiques, et sera au coeur des prochaines politiques de lutte contre le changement climatique. Une demande importante des pays du Sud, notamment africains, concerne l'amélioration de leurs capacités : à la fois à prévoir les impacts du changement climatique sur les ressources en eau, monter des projets climato-compatibles, et accéder plus facilement aux sources de financement international. "Le changement climatique est une menace pour le secteur de l'eau mais aussi une opportunité, une invitation à faire plus, à faire mieux et à faire dans le long terme. En ce sens, les enjeux de l'eau s'inscrivent parfaitement dans le développement durable". (Laurent Pacoud, Agence Française de Développement).

L'Observatoire national des ag des pratiques territoriales d durable... : LE réseau des territ

Créé pour Rio + 20, le collectif e d'organisations se mobilisent p œuvre des engagements... Cap

Pour en savoir plus, aller voir le site du Partenariat Français de l'Eau : www.partenariat-francais-eau.fr Camille Bertrand

Climat: le temps des solutions ?



Par Martin Koppe (<https://lejournal.cnrs.fr/auteurs/martin-koppe>)

Près d'un an après l'Accord de Paris, la COP22 se tient à partir d'aujourd'hui, et jusqu'au 18 novembre, à Marrakech. Savoirs autochtones, données scientifiques et initiatives populaires... les chercheurs déploient leurs diagnostics et solutions pour lutter contre le changement climatique et ses conséquences.

Il y a un an environ, la 21e Conférence des parties (COP21) débouchait sur l'Accord de Paris. Ce traité historique, dont l'objectif est de maintenir le réchauffement climatique en dessous de 2 degrés supplémentaires par rapport aux niveaux préindustriels, est entré en vigueur le vendredi 4 novembre 2016. Un signe positif avant la COP22 qui débute aujourd'hui à Marrakech, au Maroc. Mais le travail est loin d'être fini : il reste à traduire cet objectif en solutions concrètes, ce à quoi vont s'atteler, jusqu'au 18 novembre, les participants de cette nouvelle conférence.

Le changement climatique est aussi lié à des problèmes de biodiversité, de gestion des villes, d'inégalités sociales.

En plus de la conférence principale, de très nombreux colloques et événements sont organisés afin que la communauté scientifique et la société civile puissent partager leurs données, outils et revendications. L'occasion parfaite de saisir les attentes et inquiétudes des chercheurs face à des accords souvent marqués par la politique et la diplomatie. Agathe Euzen coordonne la délégation CNRS de la COP22. Anthropologue, directrice adjointe scientifique de l'Institut écologie et environnement du CNRS (Inee) et chercheuse au Laboratoire techniques territoires et sociétés (Latts)¹, elle participe à divers événements liés à la convention. Parmi les sujets abordés, la Grande muraille verte contre la désertification au Sahel, ou l'évaluation des solutions dans le domaine de l'eau, en association avec [le Partenariat français pour l'eau](#) (link is external).

« Les gens sont surpris quand on leur parle de COP22, avoue-t-elle, ils ne savent pas que la conférence a lieu tous les ans. Nous devons montrer en quoi le changement climatique est aussi lié à des problèmes de biodiversité, de gestion des villes, d'inégalités sociales... Il faut inscrire ces idées dans un ensemble et dans la durée, expliquer comment des enjeux de société deviennent des enjeux scientifiques. »...

Lire la suite de l'article du Journal du CNRS (<http://www.mediaterrre.org/redirect/4611,9.html>)

Source : Le journal du CNRS

Article publié sur Mediaterrre habitat

Consulter la source (<http://www.mediaterrre.org/actu,20161108092304,9.html>)

Modéré par : Sylvain Bosquet (.../member/2548/)

Autres actualités dans "Information"

COP22 :
lancement du
Programme pour
l'efficacité
énergétique des
bâtiments (PEEB)
(<http://www.construction21.org/france/articles/fr/lancement-du-programme-pour-lefficacite-energetique-des-batimentspeeb.html>)

Publié le 10 nov. 2016 - 11:08

L'action climatique
ambitieuse des
entreprises est
nécessaire à la
réussite des
objectifs de Paris
(<http://www.construction21.org/france/articles/fr/l'action-climatique-ambitieuse-des-entreprises-est-necessaire-a-la-reussite-des-objectifs-de-paris.html>)

L'action
climatique-
ambitieuse-des-
entreprises-est-
necessaire-a-la-
reussite-des-
objectifs-de-paris.html

Trump : un
climatosceptique
protectionniste à
la Maison-Blanche
(<http://www.construction21.org/france/articles/fr/trump-climatosceptique-protectionniste-a-la-maison-blanche.html>)

Publié le 10 nov. 2016 - 10:08

- Publié le 07 nov. 2016 - 19:09 GMT par @ Mediaterrre (.../member/933/)| France Vue 211 fois
- Information (.../articles/informations/)
- COP22 (.../articles/#cop22/), COP21 (.../articles/#cop21/), Marrakech (.../articles/#marrakech/), solutions (.../articles/#solutions/), changement climatique (.../articles/#changement-climatique/), innovation (.../articles/#innovation/), transition énergétique (.../articles/#transition-energetique/), transition environnementale (.../articles/#transition-environnementale/), initiatives (.../articles/#initiatives/)

0.5

1

1.5

2

2.5

3

3.5

4

Recherchez parmi les Actus

Entrez votre propre mot-clé

Rechercher

Autres actualités

Systèmes électriques intelligents : premiers résultats des démonstrateurs
(<http://www.construction21.org/france/articles/fr/systeme-electriques-intelligents-premiers-resultats-des-demonstrateurs.html>)

Publié le 09 nov. 2016 - 09:39

Mulhouse : Le quartier DMC labellisé IBA Basel 2020
(<http://www.construction21.org/france/articles/fr/mulhou-le-quartier-dmc-labellise-iba-basel-2020.html>)

Publié le 07 nov. 2016 - 19:09

Un nouveau groupe pluridisciplinaire est né : NOVAM INGENIERIE
(<http://www.construction21.org/france/articles/fr/un-nouveau-groupe-pluridisciplinaire-est-ne-novam-ingenierie.html>)



COP22 : CONFORTER LA PLACE DE L'EAU DANS L'AGENDA CLIMATIQUE

01/11/2016 - Paris

Le changement climatique engendre des impacts directs sur les ressources naturelles, les écosystèmes et les sociétés et constitue la plus grave menace à laquelle est confrontée aujourd'hui l'humanité. Le secteur de l'eau est parmi les secteurs les plus affectés, comme le démontrent les observations et les projections établies par les experts scientifiques. Selon l'UNESCO, 90% des catastrophes naturelles sont liées à l'eau. Ce dérèglement climatique concerne l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, la sécurité alimentaire, l'énergie, les écosystèmes aquatiques, la santé, l'éducation, la paix et amplifie les catastrophes liées à l'eau.

Pour contenir les effets du climat et adapter les sociétés et les secteurs impactés à ce changement, la plupart des pays ont proposé, dans leur contribution nationale, qu'une place importante soit réservée à l'eau dans l'Agenda climatique.

Lors de la Cop21, l'eau a été pour la première fois présente dans une conférence sur le climat grâce à de nombreuses initiatives lancées à cette occasion, qu'il s'agira de conforter lors de la COP 22 pour en accroître l'ambition.

L'Agenda de l'Action qui sélectionne des coalitions multi-acteurs à fort potentiel transformationnel recense à ce jour trois initiatives pour le secteur de l'eau :

Le Pacte de Paris sur l'eau et l'adaptation au changement climatique dans les bassins, les fleuves, les lacs et les aquifères, dont plus de 340 signataires (organismes de bassin, gouvernements, autorités locales et nationale, entreprises, bailleurs, organisations internationales) s'engagent à entreprendre des actions d'adaptation par l'amélioration d'adaptation par l'amélioration de la gestion intégrée des ressources en eau;

La Business Alliance for Water and Climate, par laquelle des entreprises s'engagent à mesurer et réduire leur empreinte en eau ;

L'Alliance des Mégapoles pour l'eau et le climat, qui vise à adopter des mesures pour adapter leurs villes au changement climatique.

Une plus grande visibilité de ces initiatives et l'articulation entre elles devront être recherchées à l'occasion de la journée Eau qui aura lieu le 9 novembre lors de la COP22 à Marrakech.

Sur 119 contributions nationales à la Cop22, les trois priorités exprimées par les états pour l'adaptation sont l'eau (89), l'agriculture(82) et la santé (67). En organisant à Rabat en juillet dernier une conférence de haut niveau sur l'eau, le Maroc a manifesté clairement sa volonté de placer l'eau au cœur des enjeux climatiques.

L'initiative "Water for Africa" a été proposée à cette occasion par une vingtaine de ministres et hauts responsables africains qui ont participé à la table ronde ministérielle. Elle vise à sensibiliser la communauté internationale sur les défis de l'Afrique liés à l'accès à l'eau potable et aux services de l'assainissement, à la sécurité alimentaire, au déficit en infrastructure hydraulique... La voix de l'Afrique sera donc mise en valeur à Marrakech.

La communauté de l'eau doit saisir l'opportunité de ces processus décisionnels d'envergure pour parler d'une seule et même voix. Mais elle doit surtout nouer des alliances et des coopérations novatrices avec des secteurs, comme l'énergie et l'alimentation, qui ont des besoins croissants en eau pour satisfaire des demandes légitimes mais sont de plus en plus en compétition pour une eau disponible et de qualité. Le secteur de l'eau saura leur apporter les valeurs de partage et de coopération qui sont les siennes. Mais c'est bien en pensant en dehors de sa propre communauté, « out of the box » comme disent les anglo-saxons que les enjeux de l'eau se replaceront au sein de l'Agenda climatique. Ce n'est donc pas seulement à la journée dédiée à l'eau que se joue son avenir. C'est à tous les débats sectoriels et à tous ceux qui concernent les enjeux de l'adaptation des territoires à la nouvelle donne climatique « **Climate is water** ». Profiter de la Cop22 pour inscrire durablement la question de l'eau dans l'agenda climatique, c'est l'un des enjeux majeurs de cette conférence. Les conditions de la réussite sont réunies, les acteurs sont en place. A nous saisir cette chance historique.

Pierre Victoria, directeur du développement durable de Veolia (<http://www.veolia.com>), délégué général du Cercle Français de l'Eau (<http://www.cerclefrancaisdeleau.fr/>) et membre de (Re)sources

A écouter en Podcast participation le 6 novembre de (Re)sources à l'émission RFI "le réchauffement climatique : enjeu majeur pour l'eau" (<http://www.rfi.fr/emission/20161106-eau-enjeu-majeur-rechauffement-climatique-marrakech-conference-climat>)

BUREAU DE RECHERCHES GÉOLOGIQUES ET MINIÈRES



BRGM MISSIONS ACTIVITÉS EN RÉGIONS PRODUCTION SCIENTIFIQUE DÉCOUVERTE

COP22 : le BRGM prend part à plusieurs événements

07.11.2016

Fortement impliqué dans les actions d'adaptation et d'atténuation du changement climatique, le BRGM prend part à la 22ème Conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP22).



Le BRGM participe à plusieurs événements autour de la 22ème Conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP22), du 7 au 18 novembre 2016 à Marrakech au Maroc.

L'Accord de Paris, premier accord mondial concernant le climat, qui vise à limiter maintenir le seuil d'augmentation de la température au-dessous de 2°C, est entré en vigueur le 4 novembre 2016. La COP22 est donc l'occasion d'initier la mise en œuvre des résolutions de la COP21.

La recherche française mobilisée pour la COP22

Parce que la science est cruciale face aux défis des changements climatiques, la recherche française est pleinement mobilisée dans la COP22. Le BRGM participe notamment aux événements suivants, aux côtés des autres organismes de recherche français :

Le 10 novembre : soirée organisée par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, dédiée à la coopération scientifique franco-méditerranéenne dans la lutte contre les effets du changement climatique. **Le 12 novembre (17h-18h30), l'Alliance de recherche pour l'environnement AllEnvi**, dont le BRGM est membre fondateur, s'associe au ministère chargé de l'Environnement du Maroc dans l'organisation d'un **side event de haut niveau pour présenter l'ouvrage "La Méditerranée face au changement climatique - Etat des lieux de la recherche"**, auquel le BRGM a contribué (*voir encadré ci-dessous*).

Le BRGM participe à plusieurs événements sur le thème de l'eau

Le BRGM est parmi les acteurs de premier plan dans l'élaboration de solutions durables pour l'eau. Au cœur de ses actions : la gestion des ressources en eau, l'étude du fonctionnement et la préservation des hydrosystèmes, l'identification de nouvelles ressources, l'impact du changement climatique sur les ressources et les usagers.

Dans le cadre de la COP22, le service géologique national français participe à plusieurs événements sur le thème de l'eau :

Le 8 novembre (17h-18h30), dans la zone société civile (zone verte) : événement "Scientific knowledge on water and climate for smart planning and decision- making" ("Eau et climat : mieux connaître pour mieux gérer"), organisé par le **Partenariat Français pour l'Eau** avec IM2E, IRD, UNESCO-PHI, Organisation Météorologique Mondiale, Office International de l'Eau, Agence Française de Développement, BRGM, SIAAP, Université Constantine (Algérie), IRSTEA. Cet événement permettra de mettre en évidence la nécessité de développer les connaissances scientifiques pour mieux comprendre, évaluer et anticiper la résilience des hydro-systèmes face au changement climatique.

Du 10 au 12 novembre, le BRGM est partenaire et membre du comité scientifique du colloque "Eau et changement climatique" à l'université de Cadi Ayyad de Marrakech. Dans le cadre de ce colloque, une intervention du BRGM est notamment prévue sur le thème "Recharge artificielle des nappes comme moyen d'adaptation/résilience au Changement Climatique".

Le 12 novembre, le BRGM participe à la conférence scientifique "Economie circulaire, ressources en eau et changement climatique", organisée par la Conférence des Présidents d'Université en partenariat avec le Ministère chargé des Marocains Résidant à l'Étranger.

Changement climatique : le BRGM au cœur de l'action

Le BRGM contribue aux efforts de la communauté scientifique pour évaluer les conséquences des changements globaux sur l'érosion des sols et du littoral, les submersions marines et remontées de nappes, les mouvements de terrain, ainsi que la ressource en eau (aspects quantitatifs et qualitatifs). Il participe également au développement de technologies s'inscrivant dans la transition énergétique et susceptibles de contribuer à l'atténuation du changement climatique (stockage géologique du CO₂, stockage d'énergie, géothermie).

Dans le cadre de la COP22, le BRGM s'inscrit comme l'un des acteurs de la coopération scientifique avec le Maroc dans le domaine du changement climatique.



Près d'un an après l'accord de Paris, la COP22 se tient jusqu'au 18 novembre à Marrakech. Savoirs autochtones, données scientifiques et initiatives populaires... les chercheurs déploient leurs diagnostics et solutions pour lutter contre le changement climatique et ses conséquences.

Il y a un an environ, la 21e Conférence des parties (COP21) débouchait sur l'accord de Paris (lire notre [blog](#) sur la COP21). Ce traité historique, dont l'objectif est de maintenir le réchauffement climatique en dessous de 2 degrés supplémentaires par rapport aux niveaux pré-industriels, est entré en vigueur le vendredi 4 novembre 2016. Un signe positif avant la COP22 qui débute aujourd'hui à Marrakech, au Maroc. Mais le travail est loin d'être fini : il reste à traduire cet objectif en solutions concrètes, ce à quoi vont s'atteler, jusqu'au 18 novembre, les participants de cette nouvelle conférence.

Le changement climatique est aussi lié à des problèmes de biodiversité, de gestion des villes, d'inégalités sociales.

En plus de la conférence principale, de très nombreux colloques et événements sont organisés afin que la communauté scientifique et la société civile puissent partager leurs données, outils et revendications. L'occasion parfaite de saisir les attentes et inquiétudes des chercheurs face à des accords souvent marqués par la politique et la diplomatie. Agathe Euzen coordonne la délégation CNRS de la COP22. Anthropologue, directrice adjointe scientifique de l'Institut écologie et environnement du CNRS (Inee) et chercheuse au Laboratoire techniques territoires et sociétés (Latts)¹, elle participe à divers événements liés à la convention. Parmi les sujets abordés, la [Grande muraille verte](#) contre la désertification au Sahel, ou l'évaluation des solutions dans le domaine de l'eau, en association avec le [Partenariat français pour l'eau](#)

« Les gens sont surpris quand on leur parle de COP22, avoue-t-elle, ils ne savent pas que la conférence a lieu tous les ans. Nous devons montrer en quoi le changement climatique est aussi lié à des problèmes de biodiversité, de gestion des villes, d'inégalités sociales... Il faut inscrire ces idées dans un ensemble et dans la durée, expliquer comment des enjeux de société deviennent des enjeux scientifiques. »

Des actions à tous les niveaux

Si les accords prennent vie à l'échelle des États, énormément d'actions sont menées au niveau des populations locales. La lutte contre le changement climatique ne se réduit pas à un duel entre industriels et climatologues, où les États seraient les seuls arbitres. Agathe Euzen met ainsi en avant une logique de complémentarité d'acteurs, qu'ils soient juristes, économistes, sociologues, géographes, climatologues... Thierry Dutoit, directeur de recherche à l'Institut méditerranéen de biodiversité et d'écologie marine et continentale (IMBE)² et conseiller scientifique à l'Inee, se place aussi dans cette perspective : « Les chercheurs de l'Inee se sont impliqués dans la COP pour apporter des connaissances opérationnelles dans la lutte contre le changement climatique, explique-t-il. Nous préférons des solutions d'ingénierie écologique, à plus petite échelle et plus soutenables, à la géo-ingénierie qui tient parfois du domaine de la science-fiction et pourrait avoir des effets secondaires graves sur le fonctionnement de la biosphère. »

Il ne s'agit donc pas pour ces chercheurs de capter massivement le rayonnement solaire ou de stocker du carbone dans l'eau des océans. Leur approche favorise par exemple une bonne gestion des zones humides, qui peuvent en retour piéger du carbone dans la tourbe, ou alors végétaliser des espaces urbains. La somme de ces projets, applicables même dans les pays en développement, pourrait aider à changer la donne.

Cette attention sur les initiatives locales prend tout son sens alors que, malgré la signature du traité de Paris, certains politiciens continuent de remettre en cause la réalité du changement climatique. Donald Trump a ainsi promis d'annuler l'accord de Paris en cas de victoire à l'élection présidentielle américaine.

L'alliance des savoirs pour le climat

« Les données et les connaissances fournies par les scientifiques sont politiquement neutres, nous ne sommes pas inféodés à une idéologie de la non-croissance, insiste Thierry Dutoit. Nos travaux sont issus d'expérimentations suffisamment publiées et évaluées pour être pris au sérieux. Nos objectifs sont doubles : faire prendre en compte nos expertises et répondre aux politiques publiques par des solutions d'ingénierie innovantes et applicables. »

En quête de clés et d'outils de diagnostic, les chercheurs se tournent en partie vers les savoirs traditionnels. Marie Roué, directrice de recherche émérite au laboratoire Éco-anthropologie et ethnobiologie³, a ainsi coorganisé avec l'Unesco le colloque « Savoirs autochtones et changements climatiques », qui s'est tenu du 2 au 3 novembre à Marrakech en contribution à la COP22. Ces peuples sont doublement concernés par le réchauffement climatique : ils y sont particulièrement vulnérables tout en ayant accumulé des savoirs qui permettent leur adaptation.

Les travaux de Marie Roué se concentrent sur les groupes d'éleveurs de rennes en Scandinavie, les Samis. Le réchauffement climatique menace les pâturages de leurs rennes et facilite l'implantation d'industries lourdes. La hausse des températures et le dégel réduisent en effet le coût des exploitations minières et énergétiques en Scandinavie, ce qui fragilise encore davantage le mode de vie des éleveurs.

« Les sciences se sont spécialisées et séparées au fil des siècles, déplore Marie Roué, mais nous remettons à présent l'accent sur l'interdisciplinarité. Or les savoirs ancestraux sont holistiques par nature. Les Samis mêlent ainsi physique de la neige et des sols, botanique et zoologie dans leurs observations, qu'ils placent dans une continuité qui peut s'étaler sur plusieurs siècles. Nous voulons montrer que ces savoirs locaux sont complémentaires de la science moderne. »

La Méditerranée au centre de l'attention

À réchauffement global, solutions locales ? La tenue de la COP22 dans un pays africain pris entre l'Atlantique et la Méditerranée n'a d'ailleurs rien d'anodin. Joël Guiot est paléoclimatologue, directeur de recherche au Centre de recherche et d'enseignement de géosciences de l'environnement (Cerege)⁴. Avec Wolfgang Cramer de l'IMBE, il coordonne ainsi un groupe d'experts centré sur le climat méditerranéen, le MedECC⁵.

« La Méditerranée est à la fois un hotspot du changement climatique et de la biodiversité, affirme-t-il. Elle se situe en effet à l'interface du monde européen tempéré et du monde africain tropical. Cette mer est un lieu d'échanges d'eau, d'air, de gens et de biens, ce qui la rend vulnérable d'autant que ses côtes sont très peuplées. » Dans un article tout juste [paru dans Science](#)

les deux chercheurs ont justement testé les différents scénarios du Giec en matière de réchauffement global pour estimer leur effet sur le Bassin méditerranéen. Résultat, seul le scénario le plus optimiste, avec 1,5 degré de hausse d'ici à 2100, a un impact sur la biodiversité comparable aux variations observées ces 10 000 dernières années. Même l'objectif fixé par la COP21, 2 degrés d'ici à 2100, correspondrait à un changement inégalé sur tout l'Holocène. Ces travaux soulignent à quel point davantage d'efforts sont nécessaires, malgré les avancées.

« Le réchauffement climatique reste un phénomène à énorme inertie et les effets mettent plusieurs dizaines d'années avant de se faire ressentir, prévient Joël Guiot. Si on arrive à convaincre les gens que la lutte contre le changement climatique a aussi des répercussions positives à court terme, par exemple sur la pollution, alors on pourra peut-être davantage les motiver à agir. »

La Méditerranée est à la fois un hotspot du changement climatique et de la biodiversité.

La mobilisation des chercheurs a déjà porté de nombreux fruits au sein des COP. Directrice de recherche émérite au CNRS, conseillère scientifique à l'Inee et responsable scientifique de la [plateforme océan climat](#) Françoise Gaill est [montée au créneau](#) l'an dernier pour défendre les océans, finalement mentionnés dans le préambule de l'accord de Paris. « Nous avons obtenu la tenue d'un rapport spécial sur l'océan et la cryosphère, se réjouit-elle. La situation s'est améliorée en un an et la France se dote enfin d'aires marines protégées à sa hauteur. Il reste cependant important de poursuivre ces efforts. Nous avons besoin d'infrastructures dont tous les pays puissent bénéficier ainsi que d'échanges de doctorants et de jeunes chercheurs. »

Françoise Gaill rappelle que les projections d'élévation du niveau de la mer d'ici à 2100 impliquent que des États insulaires soient littéralement rayés de la carte. Si les océans contiennent naturellement des zones privées d'oxygène, celles-ci s'étendent et sont de plus en plus nombreuses. Les conséquences du changement climatique s'observent chaque jour, mais les efforts consentis ont un impact qui pousse à s'investir davantage.

« La signature au mois d'octobre à Kigali d'un accord international contraignant de suppression des hydrofluorocarbures d'ici à 2050 montre que les dirigeants sont prêts à prendre leurs responsabilités, souligne Agathe Euzen. Nous avons aussi constaté que les mesures de protection de la couche d'ozone ont réellement eu des effets bénéfiques. »

L'engagement des États a bien des conséquences positives et les initiatives citoyennes se multiplient. Les chercheurs se tiennent en tout cas prêts pour informer ces deux mondes et tisser des liens entre eux.

Jean Launay élu président du Réseau international des organismes de bassin

Jean Launay, président du partenariat français pour l'eau, a été élu à la tête du Réseau international des organismes de bassin (Riob) pour un mandat d'un an.

Jean Launay est inspecteur du Trésor, de profession. Il est député SRC du Lot depuis 1998. Il a occupé les fonctions de maire de Bretenoux (Lot) de 1989 à 2014.

Investi sur les questions de l'eau, Jean Launay préside le Comité national de l'eau depuis 2012 et est membre du collège des usagers de l'agence de l'eau Adour Garonne. Il a également été élu président du partenariat français pour l'eau en mars 2016.



Article publié le 24 novembre 2016



Déborah Paquet , journaliste
Secrétaire de rédaction

L'EAU DANS LA COP 22

18 novembre 2016 – AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE
17 novembre 2016 – LA REVUE L'EAU, L'INDUSTRIE, LES NUISANCES
17 novembre 2016 – ECODAFRIK.COM
17 novembre 2016 – MEDIATERRE
16 novembre 2016 – ACTU ENVIRONNEMENT
16 novembre 2016 – AFRICANEWS
15 novembre 2016 – ENVIRONNEMENT MAGAZINE
15 novembre 2016 – JOL PRESS
14 novembre 2016 – GUINÉE NEWS
14 novembre 2016 – EURONEWS
14 novembre 2016 – ACTU ENVIRONNEMENT
12 novembre 2016 – AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE
12 novembre 2016 – ALL AFRICA
11 novembre 2016 – L'OPINION MAROC
10 novembre 2016 – AUJOURD'HUI LE MAROC
10 novembre 2016 – LES ECO.MA
10 novembre 2016 – AFRIC TELEGRAPH
10 novembre 2016 – LEJECOS
10 novembre 2016 – LIBREVILLE.COM
10 novembre 2016 – OUJDA CITY
9 novembre 2016 – AFRICA N°1
9 novembre 2016 – AL HUFFINGTON POST Maghreb Maroc
9 novembre 2016 – LE MAG.MA
9 novembre 2016 – U.N. NEWS CENTRE
9 novembre 2016 – ETURBONEWS.COM
9 novembre 2016 – MEDIATERRE
9 novembre 2016 – MEDIATERRE
9 novembre 2016 – AGENCE IVOIRIENNE DE PRESSE
9 novembre 2016 – MOROCCO WORLD NEWS
9 novembre 2016 – GABON REVIEW
9 novembre 2016 – ENJEUX ÉNERGIE ET ENVIRONNEMENT (*blog*)
7 novembre 2016 – YABILADI

Ailleurs sur le web :

17 novembre 2016 – PUISSANCE 2D
10 novembre 2016 – CONSTRUCTION 21 (*portail d'informations*)

COP22-Eau : le financement, la gouvernance et la connaissance pour assurer la sécurité de l'eau en Afrique

Plus d'une dizaine de recommandations ont été prises lors de la COP22 et seront présentées ce 18 novembre, à l'occasion de la séance de clôture de cette Conférence. Parmi celles-ci figurent l'amélioration à l'accès au financement des projets résilients de gestion de l'eau dans les secteurs de l'énergie, de l'approvisionnement et l'assainissement de l'eau, de l'agriculture, des villes et écosystèmes, en particulier dans les pays en voie de développement, en fournissant une aide pour le développement des projets fiables et finançables.

Soutenir les principes établis sur la gouvernance résiliente de l'eau et de sa distribution ; favoriser le partage de connaissances sur l'eau et le changement climatique à tous les niveaux, en particulier à travers le développement de la recherche et de la capacité de construction, avec un accent sur les données classées par sexe et axées sur la situation des femmes et des jeunes filles et accroître la visibilité de l'eau dans les débats sur le climat à l'échelle internationale, celle-ci faisant partie de la mise en œuvre des contributions nationales déterminées et des plans d'adaptation nationale font aussi parties des recommandations émises par les ministres et intervenants durant la session de haut niveau sur l'accélération de l'action climatique.

Les participants ont également recommandé de lancer un plan d'action de l'eau pour la résilience climatique, avec l'Afrique pour cible prioritaire ; envisager la rédaction d'un rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) avec l'eau comme sujet, pour apporter une preuve scientifique aux décideurs politiques, et alerter sur la situation.

« À Marrakech, pour la première fois dans l'histoire de la Conférence des Parties, l'eau est au centre de l'ordre du jour ce qui va permettre à la communauté mondiale de proposer désormais des solutions et des actions concrètes pour l'eau » a déclaré, le président honoraire du Conseil Mondial de l'Eau, M. Loïc Fauchon lors de la présentation ce jour, des résultats des discussions qui se sont tenues le 9 novembre lors de la « Journée de l'eau ».

De son côté, le président du Conseil Mondial de l'Eau et secrétaire d'Etat à l'Assainissement et les Ressources en eau de l'État de Sao Paulo (Brésil), M. Benedito Braga, a indiqué que *«l'eau est l'une des ressources les plus touchées, mais elle offre également des solutions aux défis du réchauffement climatique. C'est un élément fondamental pour l'atténuer, et nous permettre de nous adapter dans un contexte d'incertitude »*. Il a ajouté que l'action politique, dit-il, est nécessaire pour reconnaître le rôle que l'eau joue dans l'atténuation et l'adaptation climatique et pour traduire cela en des investissements concrets.

Le Conseil mondial de l'eau est une plate-forme multilatérale, fondatrice et coorganisatrice du Forum Mondial de l'Eau. Sa mission est de mobiliser l'action sur les questions essentielles liées à l'eau à tous les niveaux, y compris au plus haut niveau de prise de décision, à travers la participation de la société dans le débat. Le Conseil met l'accent sur les dimensions politiques de sécurité de l'eau, d'adaptation et de durabilité, et travaille à positionner l'eau dans le haut de l'agenda politique mondial.

ACI



L'eau, au cœur des débats de la Cop 22

17 novembre 2016 - Paru dans N°396 - à la page 0

Bien qu'elle soit au cœur des changements climatiques, la COP21 avait montré que la question de l'eau n'était pas au centre des négociations sur les questions climatiques. La COP22 a permis d'ancrer plus fermement la question de l'eau dans les négociations climatiques mais aussi dans le cadre des actions initiées par la société civile et le secteur privé.

Grâce à la volonté du Maroc, deux journées ont été dédiées à l'eau, les 8 et 9 novembre, une première dans l'histoire des COP. L'objectif était de sensibiliser à l'importance critique de résoudre les problèmes climatiques liés à l'eau et de souligner à quel point les conséquences négatives du changement climatique sur l'eau affectent les 17 objectifs de développement durable. Selon Mme El Haité, ministre marocaine chargée de l'eau et de l'environnement, 93 % des contributions nationales (NDC) prouvent que l'eau est un élément clé de l'adaptation.

L'eau peut aussi contribuer de façon importante à l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre à travers une meilleure gestion de l'énergie liée à ses usages, par exemple en production d'eau potable ou en traitement des eaux usées. Elle est aussi un moyen durable de production d'énergie.

Un « Livre bleu sur l'eau et le climat » rassemblant les recommandations de la communauté internationale sur l'eau pour soutenir les engagements climatiques et mettre en place des solutions concrètes pour l'adaptation et la résilience à travers une gestion plus efficace des ressources hydriques a été présenté. Loïc Fauchon, a été désigné comme le rapporteur spécial et porte-parole de la communauté internationale de l'eau, pour rappeler les enjeux, rendre compte des avancées et des propositions pour accélérer la mise en œuvre d'actions d'adaptation aux évolutions du climat.

Le 17 novembre, en séance plénière, il a également souligné devant les représentants des Nations Unies et des gouvernements, la nécessité de créer des synergies entre la finance, la gouvernance et la connaissance pour assurer la sécurité de l'accès à l'eau pour tous, ainsi que la nécessité d'une justice climatique.

Ces journées ont également été l'occasion de lancer l'initiative « De l'eau pour l'Afrique », mise en place par le Royaume du Maroc avec le soutien de la Banque africaine de développement. Cette initiative a pour objectif de résoudre le problème de la justice climatique à travers le continent, en mobilisant des partenaires politiques, financiers et institutionnels internationaux pour améliorer les services hydriques et sanitaires en Afrique.

De nouveaux projets d'adaptation sur l'eau ont également été annoncés comme par exemple la gestion du fleuve Sebou au Maroc, la création du Centre de formation sur l'adaptation à l'eau à Brasilia ou l'utilisation du programme satellitaire SWOT pour les observations hydrologiques. Sept institutions françaises, AFD, CNES, OIEau, CNR, IRD, Irstea, BRLI, ont signé un accord pour travailler sur de nouvelles approches de suivi des ressources en eau en intégrant les données spatiales. Cet accord doit permettre de répondre aux besoins des acteurs du Sud en mobilisant une expertise française reconnue au niveau mondial.

A signaler également la mise en place d'un Réseau international de parlementaires pour l'eau destiné à mobiliser et aider les parlementaires du monde entier à agir dans leurs pays en faveur du secteur de l'eau, en particulier en lien avec le changement climatique.

Investing.com

EUR/XOF	18:39	JPY/XOF	18:39	USD/XOF	18:39	EUR/USD	18:39
655.957	0.00%	5.6058	+0.95%	620.000	+1.39%	1.0593	-0.29%

Cours fournis par Investing.com France.

EN BOURSE PALC-PALMCI : 18 000 F FCA - SDCC-SODECI : 62 940 F FCA - SDSC-BOLLORE AFRICA LOGISTICS CI : 140 000 F FCA - SGBC-SGBCI : 97 000 F FCA -

Accueil / Développement / COP22 : une journée d'action pour l'eau

COP22 : une journée d'action pour l'eau

Développement 1 day 0



Pour la première fois dans l'histoire des COP, donc depuis 1995, une Journée d'Action pour l'Eau a été organisée : une journée entièrement consacrée à attirer l'attention sur le secteur de l'eau ; un secteur qui se veut pourvoyeur de solutions pour la mise en oeuvre de l'accord de Paris.

Le changement climatique a des impacts directs sur les ressources naturelles, les écosystèmes et les sociétés. L'eau est l'une des ressources les plus affectées. C'est pourquoi de nombreuses associations, comme l'Office International de l'Eau ou le Conseil mondial de l'eau, interviennent sur la scène internationale en matière de gestion, de protection et de conservation de cette ressource inestimable pour l'homme et l'environnement."

Dogan Altinbilek, vice président du Conseil mondial de l'eau :

Nous faisons la promotion des problèmes liés à l'eau tout autour du monde depuis 20 ans, et nous avons finalement réussi, après 5 ans de lobby, 15 ans de débats, à faire reconnaître le droit à l'eau potable comme un droit humain par les Nations unies. 780 millions de personnes vivant en Asie et en Afrique ou ailleurs sont prioritaires, parce que ces gens n'ont pas accès à l'eau potable, à des sanitaires, ils gagnent moins d'un dollar par jour...

Loïc Fauchon, président honoraire du Conseil mondial de l'eau :

C'est la première fois dans l'histoire des COP où l'on va parler de l'eau et où l'eau a une place essentielle. Cela veut dire qu'on va beaucoup discuter d'adaptation (des ressources de l'eau au changement climatique), et pas d'atténuation, pendant ces 15 jours, comment peut-on trouver des mesures précises, concrètes pour aider les pays les plus pauvres à avoir des solutions qui vont leur permettre de s'adapter à ces changements.

TÉLÉCHARGER ECODAFRIK MOBILE



NEWSLETTER

your@email.com

S'abonner

LES PLUS LUS

POPULAIRES COMMENTAIRES RECENTS

Aujourd'hui 1 semaine 1 Mois Tout



Énergie renouvelable : Les banques s'engagent à promouvoir son développement au Mali



Youssef Omais : le leader de l'agroalimentaire au Sénégal



Datacore allie performance et hyperconvergence



Le FMI réitère son soutien à la politique algérienne de réponse à la chute des cours du pétrole



Pause sur les Bourses européennes, Trump au coeur des interrogations

Autre grande thématique : la réduction des émissions de carbone et la promotion des énergies renouvelables. Elles ont fait l'objet d'expériences dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, et donc de débat à la COP22.

Parmi les intervenants à l'évènement, Nathan Hultman, ex-conseiller 'environnement' du président américain sortant Barack Obama.

Il y a un déploiement très mesuré de l'énergie solaire et éolienne au Maroc, il y a un déploiement massif des énergies renouvelables en Amérique latine et en particulier au Brésil, au Mexique et quelques autres, tout ceci nous montre ce qui peut être fait non seulement dans notre propre région, mais aussi à l'échelle des pays, ce qui peut être fait quand ils y réfléchissent et identifient leurs propres ressources nationales.

La première semaine de travail pour la Conférence des Nations unies sur le climat à Marrakech a été bien remplie. L'objectif principal étant au final d'élaborer une feuille de route pour l'application de l'accord de Paris.

africanews

Partager :



Article Précédent:
Nestlé conteste la décision du Tribunal fédéral des brevets en faveur de Migros

Article Suivant:

Les prévisions de Cisco déçoivent, le titre chute



ARTICLES LIÉS



LafargeHolcim Côte d'Ivoire lance la 5ème Edition des Awards de LafargeHolcim pour la Construction Durable en Côte d'Ivoire

6 hours



La BAD lance une nouvelle stratégie pour transformer l'agriculture en Afrique

6 hours



Climat: les négociateurs bouclent une COP22 bousculée par Trump

8 hours

LAISSER UN COMMENTAIRE

Votre adresse email ne sera pas publiée. Champs obligatoires marqués par *

Nom *

Email *

Site Web

Poster

Notify me of follow-up comments by email.

Notify me of new posts by email.





Les quatre "Alliances" des Bassins, des Mégapoles, du Dessalement et des Entreprises se mobilisent pour soutenir la mise en oeuvre de l'Accord de Paris

par Florent Breuil | Thématique: Changement climatique | Rubrique: Manifestations Colloques



La Journée officielle d'Action pour l'Eau de la COP22, organisée, dans le cadre du Plan Mondial d'Action sur le Climat (Global Climate Action Agenda GCAA), à Marrakech le 09 Novembre dernier a appelé l'attention des gouvernements et de tous les partenaires concernés sur l'importance stratégique de l'eau dans le contexte du changement climatique et proposé des solutions concrètes pour la mise en oeuvre de l'Accord de Paris.

Dans 93% de leurs Contributions Nationale (INDC), les pays ont identifié l'eau comme étant la clé de l'adaptation. Comme l'eau est essentielle pour la santé humaine, la sécurité alimentaire, la production d'énergie, la productivité industrielle, le tourisme, la navigation, la biodiversité, en plus des besoins humains fondamentaux, sécuriser les ressources en eau signifie assurer la sécurité dans tous ces domaines du développement économique, social et environnemental. D'autre part, la croissance démographique se situe désormais dans les centres urbains.

De plus, l'eau est essentielle à l'atténuation du changement climatique, car de nombreux efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre dépendent d'un accès fiable aux ressources en eau.

Relever systématiquement ces défis est donc essentiel pour s'adapter au changement climatique, limiter à la fois l'empreinte carbone des services d'eau et l'empreinte « eau » d'une manière générale, et réduire les effets négatifs des catastrophes liées à l'eau.

Deux manifestations officielles ont été organisées le 9 novembre 2016 à la COP22: une "Vitrine de l'Eau" (Water Showcase), le matin, consacrée à la promotion d'initiatives concrètes, et un "Dialogue sur l'eau", l'après-midi, construit comme un débat de haut niveau sur les grands problèmes de politique de l'eau et du climat.

Les quatre « Alliances » (*) des Bassins (Pacte de Paris), des Mégapoles, du Dessalement et des Entreprises, créées en 2015 à la COP21 de Paris et fortement engagées dans l'action pour l'eau et le climat, qui représentent aujourd'hui plus de 450 organisations dans le monde, se sont conjointement engagées, à cette occasion, dans une Déclaration commune à mobiliser leurs partenaires, à identifier et à diffuser les bonnes pratiques et soutenir le développement de nouveaux projets par des acteurs de terrain impliqués dans l'adaptation et la résilience du secteur de l'eau.

Ces « Alliances » ont notamment présenté, lors de la « Vitrine de l'Eau », les progrès positifs réalisés par les projets phares sur l'adaptation de l'eau lancés à la COP21, tels que le système d'information hydrologique du fleuve transfrontalier du Congo, la gestion intégrée du fleuve Hai en Chine, le renforcement du nouvel Organisme Métropolitain de Mexico pour le Drainage Pluvial Urbain ou le projet de coopération « Eco-Cuencas » sur l'adaptation au changement climatique entre pays européens et andins ; mais aussi la réalisation d'un état des lieux dans une quinzaine de mégapoles de l'état des ressources et des services d'eau, de l'impact attendu du changement climatique sur ceux-ci, et une revue des stratégies et des solutions innovantes imaginées par ces mégapoles pour lutter contre ces effets négatifs et s'y adapter.

Elles ont également annoncé, lors de cette Journée sur l'Eau de la COP22, de nouveaux projets d'adaptation, comme par exemple la gestion du fleuve Sebou au Maroc, la création du Centre de Formation sur l'adaptation de l'eau au climat de Brasilia, la coopération entre les Agglomérations de Paris et de Manille, le lancement d'une plateforme euro-méditerranéenne d'information sur l'eau ou l'utilisation future du satellite SWOT pour les observations hydrologiques de la terre, entre autres...

« Ceci s'inscrit parfaitement dans la COP22, qui s'efforce d'être une COP pour l'action ! », a déclaré Mme Charafat AFAILAL, Ministre déléguée chargée de l'Eau du Maroc. « Maintenant, nous devons réaliser ce qui est en jeu, puisque l'insécurité de l'eau conduit à plus de conflits, à des tensions entre les populations, et provoque également des migrations qui menacent la stabilité mondiale ».

« L'adaptation des ressources en eau au changement climatique doit s'organiser au niveau naturel du bassin, national ou transfrontalier, des rivières, des lacs et des aquifères, où l'eau s'écoule de l'amont vers l'aval, et mobiliser tous les acteurs de terrain, notamment les autorités, les secteurs économiques et la société civile, pour obtenir, à travers la concertation et en temps utile, une vision commune pour faire face aux défis du changement climatique », a déclaré M. Roberto RAMIREZ de la PARRA, Président du Réseau International des Organismes de Bassin.

« Les villes sont là où la bataille pour le développement durable doit être gagnée. Les nouveaux ODD, et en particulier l'objectif numéro 6 sur l'accès universel aux services d'eau et d'assainissement, ne pourront être atteint qu'avec l'implication des plus grandes villes du monde. C'est pourquoi la création d'une plateforme d'échange d'expériences et de savoir-faire pour les mégapoles sur les sujets relatifs à l'eau est si essentielle aujourd'hui. », a rappelé Mme Flavia SCHLEGEL, Sous-Directrice générale (ADG) pour les sciences exactes et naturelles à l'UNESCO.

Madame Frédérique DENIS, Vice-Présidente du SIAAP, a souligné que « l'Alliance des Mégapoles devient effective avec un engagement politique fort des municipalités et la signature d'accords de coopération entre grandes agglomérations comme par exemple entre l'Agglomération de Paris et celles de Pékin, Manille ou Mexico ».

« En moins d'un an, l'Alliance des Entreprises pour l'Eau et le Climat a regroupé plus de 40 organisations signataires, dont 30 entreprises mondiales représentatives des 5 continents et représentant un chiffre d'affaire cumulé de 680 milliards de dollars, autour d'engagements de mesure et de réduction de leur empreinte eau ; elle s'est fixé l'objectif d'atteindre 100 signataires représentant 1000 milliards de chiffre d'affaire annuel en 2018 » a expliqué M. Bertrand CAMUS, Coordinateur de l'Alliance des Entreprises pour l'Eau et le Climat et Directeur Général de SUEZ Eau France.

(*)

- L'Alliance des 357 signataires du Pacte de Paris sur l'eau et l'adaptation au changement climatique dans les bassins des rivières, des lacs et des aquifères, dans 94 pays, animée par le RIOB en partenariat avec la CEE-ONU.
- L'Alliance des Entreprises pour l'Eau et le Changement Climatique - BAFWAC, lancée par le « Carbon Disclosure Project - CDP », le « CEO Water Mandate », le Conseil Mondial des Affaires sur le Développement Durable et SUEZ, qui compte aujourd'hui 44 organismes membres, dont 30 entreprises de premier plan.
- L'Alliance des Mégapoles pour l'Eau et le Climat, animée par l'UNESCO, ICLEI, le SIAAP et Arceau-IDF, regroupant 16 Mégapoles pour une population totale de plus de 300 millions d'habitants.
- L'Alliance du dessalement.

[Suivez la Cdp22 avec Mediaterrre](#)

[[Cdp22-climat](#)]

COP 22 : un petit pas vers la prise en compte de l'eau



© niruft

La prise en compte de la problématique de l'eau dans les différentes Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP) progresse doucement. Cette avancée s'illustre symboliquement par le temps accordé au sujet : lors de la COP 21 à Paris, une demi journée avait été consacrée à cette thématique. La COP 22 à Marrakech a, quant à elle, programmé une journée complète d'actions pour l'eau le 9 novembre. Cette dernière a été l'occasion de présentations de différentes initiatives, la réalisation de bilan et d'établissement de partenariats.

Les signataires du Pacte de Paris sur l'eau, lancé l'année dernière, sont ainsi passés en un an de 290 à 357 entités. "*Même s'il n'y a pas eu, entre les deux COP, l'engouement que nous avons rencontré lors de la COP21, l'initiative continue de croître : le pacte peut bien évidemment toujours être signé*", a souligné Jean-François Donzier, directeur général de l'OIEau et secrétaire général du RIOB.

Les signataires du Pacte de Paris, ainsi que les alliances des mégapoles, du dessalement et des entreprises, également créées en 2015 à la COP 21, sont engagées

dans une déclaration commune à mobiliser leurs partenaires, à identifier et à diffuser les bonnes pratiques grâce à un site internet dédié, ainsi qu'à soutenir le développement de nouveaux projets par des acteurs de terrain.

"Nous avons fait le bilan de projets présentés comme emblématiques à la COP 21 : un certain nombre ont bien avancé, comme celui du fleuve Hai en Chine, celui de création d'une aire métropolitaine du Grand Mexico pour l'assainissement et le drainage urbain, nous avons également lancé le projet de mise en place d'un nouveau réseau d'information hydrologique sur le fleuve Congo qui avait pris un retard énorme, développe Jean-François Donzier. Nous mettons l'accent sur les systèmes d'information sur l'eau, ce sont des sujets orphelins des bailleurs de fonds : nous voulons les orienter désormais vers le fonds vert".

D'autres projets ont été lancés lors de la COP 22 comme par exemple la gestion du fleuve Sebou au Maroc, la création du Centre de formation sur l'adaptation de l'eau au climat de Brasilia ou le lancement effectif de la plateforme méditerranéenne d'information. Sept institutions françaises (AFD, Cnes, OIEau, CNR, IRD, Irstea, BRLI) ont également signé un accord de groupe afin d'utiliser le futur satellite Swot pour suivre les ressources en eau. Lancé en 2021, il donnera des informations sur les débits et hauteurs d'eau des fleuves et lacs de la planète.

Reste désormais à savoir si l'eau figurera dans la déclaration de Marrakech.

Article publié le 16 novembre 2016



Dorothee Laperche, journaliste
Rédactrice spécialisée

Vidéo sur le même thème



[Adaptation des infrastructures au dérèglement climatique : un défi impossible ? A l'occasion de la COP 21, la rédaction d'Actu-Environnement vous propose un nouveau plateau-TV sur les moyens techniques et financiers à mettre en œuvre pour adapter des infrastructures : bâtiments, littoral, réseaux d'eau, transports, etc.](#)

COP22 : une journée d'action pour l'eau

16/11 - 23:05 [Maroc](#)

Pour la première fois dans l'histoire des COP, donc depuis 1995, une Journée d'Action pour l'Eau a été organisée : une journée entièrement consacrée à attirer l'attention sur le secteur de l'eau ; un secteur qui se veut pourvoyeur de solutions pour la mise en oeuvre de l'accord de Paris.

Le changement climatique a des impacts directs sur les ressources naturelles, les écosystèmes et les sociétés. L'eau est l'une des ressources les plus affectées. C'est pourquoi de nombreuses associations, comme l'Office International de l'Eau ou le Conseil mondial de l'eau, interviennent sur la scène internationale en matière de gestion, de protection et de conservation de cette ressource inestimable pour l'homme et l'environnement.”

Dogan Altinbilek, vice président du Conseil mondial de l'eau : *Nous faisons la promotion des problèmes liés à l'eau tout autour du monde depuis 20 ans, et nous avons finalement réussi, après 5 ans de lobby, 15 ans de débats, à faire reconnaître le droit à l'eau potable comme un droit humain par les Nations unies. 780 millions de personnes vivant en Asie et en Afrique ou ailleurs sont prioritaires, parce que ces gens n'ont pas accès à l'eau potable, à des sanitaires, ils gagnent moins d'un dolla*

Nous faisons la promotion des problèmes liés à l'eau tout autour du monde depuis 20 ans, et nous avons finalement réussi, après 5 ans de lobby, 15 ans de débats, à faire reconnaître le droit à l'eau potable comme un droit humain par les Nations unies.

Loïc Fauchon, président honoraire du Conseil mondial de l'eau : *C'est la première fois dans l'histoire des COP où l'on va parler de l'eau et où l'eau a une place essentielle. Cela veut dire qu'on va beaucoup discuter d'adaptation (des ressources de l'eau au changement climatique), et pas d'atténuation, pendant ces 15 jours, comment peut-on trouver des mesures précises, concrètes pour aider les pays les plus pauvres à avoir des solutions qui vont leur permettre de s'adapter à ces change*

Autre grande thématique : la réduction des émissions de carbone et la promotion des énergies renouvelables. Elles ont fait l'objet d'expériences dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, et donc de débat à la COP22.

Parmi les intervenants à l'évènement, Nathan Hultman, ex-conseiller 'environnement' du président américain sortant Barack Obama.

Il y a un déploiement très mesuré de l'énergie solaire et éolienne au Maroc, il y a un déploiement massif des énergies renouvelables en Amérique latine et en particulier au Brésil, au Mexique et quelques autres, tout ceci nous montre ce qui peut être fait non seulement dans notre propre région, mais aussi à l'échelle des pays, ce qui peut être fait quand ils y réfléchissent et identifient leurs propres ressources nationales.

La première semaine de travail pour la Conférence des Nations unies sur le climat à Marrakech a été bien remplie. L'objectif principal étant au final d'élaborer une feuille de route pour l'application de l'accord de Paris.

Politique de l'eau

COP 22 : un nouveau réseau international des parlementaires pour l'eau

le 15/11/2016

La journée consacrée à l'eau le 9 novembre dernier lors de la COP 22 à Marrakech a vu la naissance du Réseau international des parlementaires pour l'eau. Sophie Auconie, ancienne parlementaire, présidente du Cercle français de l'eau et Gouverneure du Conseil mondial de l'eau (CME) en détaille les objectifs.



Comment est né ce réseau ?

L'initiative est née au sein du Forum mondial de l'eau en 2009 à Istanbul et a mûri au fil des années avec les parlementaires au gré des réunions internationales aux quatre coins du monde. Un réseau s'est constitué petit à petit et a vu officiellement le jour lors de cette COP 22 à Marrakech. Il compte pour l'instant 70 parlementaires issus de 40 pays. Il s'agit de réunir un ou deux parlementaires par pays de la communauté internationale. L'enjeu est que le plus grand nombre de pays soient représentés. Les parlementaires doivent avoir une spécialité dans le secteur de l'eau ou sur l'environnement et le climat car l'eau est la première victime du dérèglement climatique. Nous allons l'étoffer au fur et à mesure, les règles d'accès ne sont pas rigides. Le réseau sera animé par le CME, à l'initiative de la démarche.

Quels sont ses objectifs ?

Une enquête réalisée par le CME en 2014 auprès de parlementaires a montré qu'ils souhaitaient un échange de bonnes pratiques. L'objectif est donc que les expériences des uns en matière de politique de l'eau puissent servir aux autres qu'il s'agisse de réussites ou d'échecs. Nous essayerons d'organiser des sessions avec les parlementaires au fil des différents événements mondiaux qui jalonnent l'année comme le sommet de l'eau de Budapest, la semaine africaine de l'eau ou la semaine mondiale de l'eau à Stockholm et bien sûr des différentes COP. Nous souhaitons aussi organiser un rassemblement majeur lors du prochain Forum mondial de l'eau à Brasilia en 2018. Dans un second temps, un autre objectif me tient particulièrement à cœur. Il s'agit d'essayer d'internationaliser le principe de la loi Oudin-Santini qui prévoit de consacrer 1 % des recettes des services d'eau à l'accès à l'eau et l'assainissement dans les pays en voie de développement. Il n'est pas forcément déclinable tel quel, mais il est envisageable de voir comment l'adapter selon les pays.

Des outils de mutualisation seront-ils développés ?

Cela viendra dans un second temps. Nous avons un projet de plateforme internet rassemblant toutes les législations relatives à l'eau mais cela représente un très gros travail de veille et de mise à jour. L'objectif est d'abord de développer le réseau et nous évaluerons ensuite les besoins des membres.

PRB

Plus d'infos sur : [Gestion de l'eau](#) • [Sophie Auconie](#) • [COP 22](#) • [Conseil mondial de l'eau](#) • [Forum mondial de l'eau](#) • [parlementaires](#)



ÉCOLOGIE & ENVIRONNEMENT

COP22 : agir pour l'eau !

Écrit par **Matt489** | publié le 01/01/1970 à 02h00 | mis à jour le 15/11/2016 à 11h45 [Commenter](#)

Le changement climatique a des impacts directs sur les ressources naturelles, les écosystèmes et les sociétés. L'eau est l'une des ressources les plus affectées, comme le démontrent les observations et les projections des experts scientifiques. C'est pourquoi de nombreuses associations, comme l'Office International de l'Eau, ou le Conseil mondial de l'eau, interviennent sur la scène internationale en matière de gestion, de protection et de conservation de cette ressource inestimable pour l'homme et l'environnement.

Pour la première fois dans l'histoire des COP, donc depuis 1995, une Journée d'Action pour l'Eau a été organisée : une journée entièrement consacrée à attirer l'attention sur le secteur de l'eau ; un secteur qui se veut pourvoyeur de solutions pour la mise en oeuvre de l'accord de Paris.

Managing #water resources is critical if our society wants to successfully mitigate the effects of #climatechange. #Film4Climate #COP22 pic.twitter.com/LLOu00sDb8- Global Goals (@GlobalGoalsUN) 9 novembre 2016

Dogan Altinbilek, vice-président du Conseil mondial de l'eau : 'Nous faisons la promotion des problèmes liés à l'eau tout autour du monde depuis 20 ans, et nous avons finalement réussi, après 5 ans de lobby, (et 15 ans de débats), à faire reconnaître le droit à l'eau potable comme un droit humain par les Nations unies. 780 millions de personnes vivant en Asie et en Afrique ou ailleurs sont prioritaires, parce que ces gens n'ont pas accès à l'eau potable, à des sanitaires, ils gagnent moins d'un dollar par jour...' Loïc Fauchon, président honoraire du Conseil mondial de l'eau : 'C'est la première fois dans l'histoire des COP où l'on va parler de l'eau et où l'eau a une place essentielle. Cela veut dire qu'on va beaucoup discuter d'adaptation (NB: adaptation des ressources de l'eau au changement climatique), et pas d'atténuation (NB: un accès fiable à l'eau permet de lutter contre les gaz à effet de serre et donc d'atténuer le changement climatique) pendant ces 15 jours, comment peut-on trouver des mesures précises, concrètes pour aider les pays les plus pauvres à avoir des solutions qui vont leur permettre de s'adapter à ces changements.' Autre grand thème, la réduction des émissions de carbone et la promotion des énergies renouvelables. Elles ont fait l'objet d'expériences dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, et donc de conférence à la COP22. Parmi les intervenants de l'événement, Nathan Hultman, directeur du département développement durable de l'Université du Maryland et ex-conseiller 'environnement' du président américain sortant Barack Obama : 'Il y a un déploiement très mesuré de l'énergie solaire et éolienne au Maroc, il y a un déploiement massif des énergies renouvelables en Amérique latine et en particulier au Brésil, au Mexique et quelques autres, tout ceci nous montre ce qui peut être fait non seulement dans notre propre région, mais aussi à l'échelle des pays, ce qui peut être fait quand ils y réfléchissent et identifient leurs propres ressources nationales.'

Mohamed Dekkak du CARLAC, le Conseil pour les relations entre le monde arabe, l'Amérique latine et les Caraïbes : 'Cette conférence a relevé les points communs de tout ce qui a été fait entre le monde arabe et l'Amérique latine au niveau des énergies renouvelables, cette conférence a parlé aussi des obstacles au niveau des législations et au niveau du financement des projets des énergies renouvelables dans ces deux régions du monde.'

#COP22: 80% of all #ClimateChange effects come through #water, people need to know - Mr. Kenzo Hiroki, Chair of GWP Nomination Committee pic.twitter.com/tmsISqH4Su- GWP (@GWPnews) 12 novembre 2016 Une première semaine de travail pour la Conférence des Nations unies sur le climat à Marrakech bien remplie. L'objectif principal étant au final d'élaborer une feuille de route pour l'application de l'accord de Paris.

14/11/2016

COP 22 à Marrakech : l'expérience de l'OMVS, partenaire incontournable en matière de gestion intégrée des ressources en eau

[\(http://guineenews.org/cop-22-a-marrakech- l'experience-de-lomvs-partenaire- incontournable-en-matiere-de-gestion- integree-des-ressources-en-eau/\)](http://guineenews.org/cop-22-a-marrakech- l'experience-de-lomvs-partenaire- incontournable-en-matiere-de-gestion- integree-des-ressources-en-eau/)

Ségolène Royal, ministre française de l'Environnement et présidente sortante de la COP21 a ouvert solennellement les travaux de la COP22 ce lundi 7 novembre à Marrakech et ; elle a passé le flambeau au ministre marocain des Affaires Étrangères , Salaheddine Mezouar, nouveau président. Avec l'ouverture de cette conférence, le monde entier se penche à nouveau sur l'avenir de notre planète pendant près deux

Plus de 30 000 participants de plus de 190 pays et de centaines d'organisations internationales, du secteur privé, des universités et de la société civile sont représentés. Après l'entrée en vigueur de l'Accord historique de Paris sur le climat, le 4 novembre dernier, c'est le moment maintenant de passer à son application, particulièrement au bénéfice des pays les plus injustement exposés parmi lesquels se trouvent la plupart des Etats africains.

Les ressources en eau en sont un enjeu crucial.

Une journée spéciale, celle du jeudi 9 novembre est justement dédiée à cette problématique ainsi que la plupart de la première semaine des travaux.

L'OMVS y est représentée par une forte délégation conduite par Kabine Komara Haut-Commissaire et comprenant entre autre M. Tamsir N'diaye, directeur général de la SOGED (Société de gestion du barrage de Diama), M. El Wely, directeur général de la Sogem (Société de gestion de Manantali) et les coordinateurs des Cellules OMVS au niveau des Etats membres.

Le programme particulièrement chargé de la délégation affiche plusieurs engagements spécifiques, à savoir :

– Point sur les résultats du Pacte de Paris sur l'eau et l'adaptation au changement climatique, un an après la COP21. Au cours de cet échange, l'OMVS exposera les avancées réalisées en présence des autres organisations internationales similaires ;

– Les Fleuves : Enjeux, Défis et Solutions face au changement climatique : 10 personnalités dont l'académicien Erik Orsena, Tamsir N'diaye et Kabine Komara animeront cette conference.

– Dîner Débat organisé par les décideurs publics et privés français avec plusieurs invités de marque dont Mme Hakima El Haite, ministre marocaine déléguée chargée de l'environnement et le Haut-Commissaire de l'OMVS Kabine Komara.

– Les Enjeux du Smart Tourisme en relation avec la mobilité, la connectivité et surtout la durabilité. Les principaux intervenants à ce colloque sont Mark Vlasic, Professeur à l'université Georgetown de Washington, Lionel Zinsou, ancien premier ministre du Bénin et l'ancien premier ministre guinéen Kabine Komara.

Les participants mettront aussi l'occasion pour découvrir les nouvelles technologies relatives à l'adaption au changement climatique et échanger avec les bailleurs de fonds pour le financement de divers projets de l'organisation.

COP22 : AGIR POUR L'EAU !

Dernière MAJ: 14/11/2016

Le changement climatique a des impacts directs sur les ressources naturelles, les écosystèmes et les sociétés. L'eau est l'une des ressources les plus affectées, comme le démontrent les observations et les projections des experts scientifiques. C'est pourquoi de nombreuses associations, comme l'Office International de l'Eau, ou le Conseil mondial de l'eau, interviennent sur la scène internationale en matière de gestion, de protection et de conservation de cette ressource inestimable pour l'homme et l'environnement.

Pour la première fois dans l'histoire des COP, donc depuis 1995, une Journée d'Action pour l'Eau a été organisée : une journée entièrement consacrée à attirer l'attention sur le secteur de l'eau ; un secteur qui se veut pourvoyeur de solutions pour la mise en oeuvre de l'accord de Paris.

Dogan Altinbilek, vice-président du [Conseil mondial de l'eau](#) :

“Nous faisons la promotion des problèmes liés à l'eau tout autour du monde depuis 20 ans, et nous avons finalement réussi, après 5 ans de lobby, (et 15 ans de débats), à faire reconnaître le droit à l'eau potable comme un droit humain par les Nations unies. 780 millions de personnes vivant en Asie et en Afrique ou ailleurs sont prioritaires, parce que ces gens n'ont pas accès à l'eau potable, à des sanitaires, ils gagnent moins d'un dollar par jour...”

Loïc Fauchon, président honoraire du Conseil mondial de l'eau :

“C'est la première fois dans l'histoire des COP où l'on va parler de l'eau et où l'eau a une place essentielle. Cela veut dire qu'on va beaucoup discuter d'adaptation (NB: adaptation des ressources de l'eau au changement climatique), et pas d'atténuation (NB: un accès fiable à l'eau permet de lutter contre les gaz à effet de serre et donc d'atténuer le changement climatique) pendant ces 15 jours, comment peut-on trouver des mesures précises, concrètes pour aider les pays les plus pauvres à avoir des solutions qui vont leur permettre de s'adapter à ces changements.”

Autre grand thème, la réduction des émissions de carbone et la promotion des énergies renouvelables. Elles ont fait l'objet d'expériences dans les pays d'Amérique latine et des caraïbes, et donc de conférence à la COP22.

Parmi les intervenants de l'évènement, [Nathan Hultman](#), directeur du département développement durable de l'Université du Maryland et ex-conseiller 'environnement' du président américain sortant Barack Obama :

“Il y a un déploiement très mesuré de l'énergie solaire et éolienne au Maroc, il y a un déploiement massif des énergies renouvelables en Amérique latine et en particulier au Brésil, au Mexique et quelques autres, tout ceci nous montre ce qui peut être fait non seulement dans notre propre région, mais aussi à l'échelle des pays, ce qui peut être fait quand ils y réfléchissent et identifient leurs propres ressources nationales.”

[Mohamed Dekkak](#) du CARLAC, le Conseil pour les relations entre le monde arabe, l'Amérique latine et les Caraïbes :

“Cette conférence a relevé les points communs de tout ce qui a été fait entre le monde arabe et l'Amérique latine au niveau des énergies renouvelables, cette conférence a parlé aussi des obstacles au niveau des législations et au niveau du financement des projets des énergies renouvelables dans ces deux régions du monde.”

Une première semaine de travail pour la Conférence des Nations unies sur le climat à Marrakech bien remplie. L'objectif principal étant au final d'élaborer une feuille de route pour l'application de l'accord de Paris.



L'actualité professionnelle du secteur de l'environnement

COP 22 : un petit pas vers la prise en compte de l'eau

La prise en compte de la problématique de l'eau dans les différentes Conférences des parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP) progresse doucement. Cette avancée s'illustre symboliquement par le temps accordé au sujet : lors de la COP 21 à Paris, une demi-journée avait été consacrée à cette thématique. La COP 22 à Marrakech a, quant à elle, programmé une journée complète d'actions pour l'eau le 9 novembre. Cette dernière a été l'occasion de présentations de différentes initiatives, la réalisation de bilan et d'établissement de partenariats.

Les signataires du Pacte de Paris sur l'eau, lancé l'année dernière, sont ainsi passés en un an de 290 à 357 entités. *"Même s'il n'y a pas eu, entre les deux COP, l'engouement que nous avons rencontré lors de la COP21, l'initiative continue de croître : le pacte peut bien évidemment toujours être signé"*, a souligné Jean-François Donzier, directeur général de l'OIEau et secrétaire général du RIOB.

Les signataires du Pacte de Paris, ainsi que les alliances des mégapoles, du dessalement et des entreprises, également créées en 2015 à la COP 21, sont engagées dans une déclaration commune à mobiliser leurs partenaires, à identifier et à diffuser les bonnes pratiques grâce à un site internet dédié, ainsi qu'à soutenir le développement de nouveaux projets par des acteurs de terrain.

"Nous avons fait le bilan de projets présentés comme emblématiques à la COP 21 : un certain nombre ont bien avancé, comme celui du fleuve Hai en Chine, celui de création d'une aire métropolitaine du Grand Mexico pour l'assainissement et le drainage urbain, nous avons également lancé le projet de mise en place d'un nouveau réseau d'information hydrologique sur le fleuve Congo qui avait pris un retard énorme, développe Jean-François Donzier. Nous mettons l'accent sur les systèmes d'information sur l'eau, ce sont des sujets orphelins des bailleurs de fonds : nous voulons les orienter désormais vers le fonds vert".

D'autres projets ont été lancés lors de la COP 22 comme par exemple la gestion du fleuve Sebou au Maroc, la création du Centre de formation sur l'adaptation de l'eau au climat de Brasilia ou le lancement effectif de la plateforme méditerranéenne d'information. Sept institutions françaises (AFD, Cnes, OIEau, CNR, IRD, Irstea, BRLI) ont également signé un accord de groupe afin d'utiliser le futur satellite Swot pour suivre les ressources en eau. Lancé en 2021, il donnera des informations sur les débits et hauteurs d'eau des fleuves et lacs de la planète.

Reste désormais à savoir si l'eau figurera dans la déclaration de Marrakech.

Article publié le 14 novembre 2016 - **Dorothee Laperche**, journaliste Rédactrice spécialisée

Changement climatique : l'eau est-elle une victime ou une solution ?



« *L'eau est l'une des ressources les plus touchées, mais l'eau fournit aussi des solutions à ces défis* », a souligné le président du Conseil mondial de l'eau, Benedito Braga, lors de la journée d'action pour l'eau à la Conférence des Nations unies sur le climat à Marrakech (COP22).

L'eau est, en effet, essentielle à l'atténuation du changement climatique, car de nombreux efforts pour réduire les émissions de gaz à effet de serre dépendent de l'accès fiable aux ressources en eau. « *L'eau, ce n'est pas uniquement un problème mais une partie de la solution* », a déclaré la ministre marocaine chargée de l'eau, Charafat Afailal, lors d'une conférence de presse, avant d'ajouter : « *L'eau est un facteur-clé du développement humain* ».

Cette journée s'inscrit dans le cadre du programme d'action climatique, une initiative de la France et du Maroc pour stimuler la coopération entre les gouvernements, les villes, les entreprises, les investisseurs et les citoyens dans ce domaine. Au cours de cette journée, un livre bleu sur l'eau et le climat qui réunit une série de recommandations des acteurs de l'eau au sein de la communauté internationale a été présenté par le gouvernement marocain et ses partenaires.

Selon le Livre bleu, seule une gestion intégrée et durable de l'eau pourra aider l'humanité à relever les défis liés à la disponibilité de l'eau, aux phénomènes climatiques extrêmes et à l'incertitude sur la ressource. Il recommande notamment de reconnaître l'eau comme première victime du changement climatique et d'engager un agenda d'action pour l'eau.

« L'eau pour l'Afrique »

« L'eau pour l'Afrique », une autre initiative du gouvernement marocain, qui vise à soutenir l'Afrique par l'adoption d'un plan d'action spécifique qui mobilisera différents partenaires politiques, financiers et institutionnels internationaux pour améliorer les services et la gestion

de l'eau et de l'assainissement en Afrique, en faveur des personnes les plus touchées par le changement climatique.

En effet, sept des dix pays les plus menacés par le changement climatique sont en Afrique. L'eau est le premier secteur à travers lequel la population africaine souffre de l'impact de ce changement climatique. « *L'eau ce n'est pas seulement une histoire d'adaptation, c'est une histoire de développement, c'est une histoire de justice climatique (...)* L'eau connecte tout. *Pour produire de l'énergie, il y a des pays qui ont 97% d'énergies renouvelables à partir de l'eau. Donc, on touche tout simplement à la sécurité et à la dignité humaine* », a indiqué la ministre marocaine chargée de l'environnement, Hakima El Haité. L'eau étant une solution au changement climatique et non un secteur affecté, il est désormais question de rassembler les acteurs politiques, institutionnels, scientifiques et techniques pour échanger et agir sur la question de l'eau et donner un signal clair sur la nécessité de poursuivre les initiatives adoptées lors de la COP21.

Josiane Mambou Loukoula

Légendes et crédits photo :

Une vue des chutes du Niagara (DR)

Afrique: Changement climatique - L'eau est-elle une victime ou une solution ?

Par Josiane Mambou Loukoula

L'eau et le climat ont un lien indissoluble. Victime du dérèglement climatique, l'eau peut faire partie des solutions, vu son importance dans le processus des changements climatiques et le développement durable.

« L'eau est l'une des ressources les plus touchées, mais l'eau fournit aussi des solutions à ces défis », a souligné le président du Conseil mondial de l'eau, Benedito Braga, lors de la journée d'action pour l'eau à la Conférence des Nations unies sur le climat à Marrakech (COP22).

L'eau est, en effet, essentielle à l'atténuation du changement climatique, car de nombreux efforts pour réduire les émissions de gaz à effet de serre dépendent de l'accès fiable aux ressources en eau. « L'eau, ce n'est pas uniquement un problème mais une partie de la solution », a déclaré la ministre marocaine chargée de l'eau, Charafat Afailal, lors d'une conférence de presse, avant d'ajouter : « L'eau est un facteur-clé du développement humain ».

Cette journée s'inscrit dans le cadre du programme d'action climatique, une initiative de la France et du Maroc pour stimuler la coopération entre les gouvernements, les villes, les entreprises, les investisseurs et les citoyens dans ce domaine. Au cours de cette journée, un livre bleu sur l'eau et le climat qui réunit une série de recommandations des acteurs de l'eau au sein de la communauté internationale a été présenté par le gouvernement marocain et ses partenaires.

Selon le Livre bleu, seule une gestion intégrée et durable de l'eau pourra aider l'humanité à relever les défis liés à la disponibilité de l'eau, aux phénomènes climatiques extrêmes et à l'incertitude sur la ressource. Il recommande notamment de reconnaître l'eau comme première victime du changement climatique et d'engager un agenda d'action pour l'eau.

« L'eau pour l'Afrique »

« L'eau pour l'Afrique », une autre initiative du gouvernement marocain, qui vise à soutenir l'Afrique par l'adoption d'un plan d'action spécifique qui mobilisera différents partenaires politiques, financiers et institutionnels internationaux pour améliorer les services et la gestion de l'eau et de l'assainissement en Afrique, en faveur des personnes les plus touchées par le changement climatique.

En effet, sept des dix pays les plus menacés par le changement climatique sont en Afrique. L'eau est le premier secteur à travers lequel la population africaine souffre de l'impact de ce changement climatique. « L'eau ce n'est pas seulement une histoire d'adaptation, c'est une histoire de développement, c'est une histoire de justice climatique (...) L'eau connecte tout. Pour produire de l'énergie, il y a des pays qui ont 97% d'énergies renouvelables à partir de l'eau. Donc, on touche tout simplement à la sécurité et à la dignité humaine », a indiqué la ministre marocaine chargée de l'environnement, Hakima El Haité. L'eau étant une solution au changement climatique et non un secteur affecté, il est désormais question de rassembler les acteurs politiques, institutionnels, scientifiques et techniques pour échanger et agir sur la question de l'eau et donner un signal clair sur la nécessité de poursuivre les initiatives adoptées lors de la COP21.

Copyright © 2016 Les Dépêches de Brazzaville. Droits de reproduction et de diffusion réservés. Distribué par AllAfrica Global Media (allAfrica.com). Pour toute modification, demande d'autorisation de reproduction ou de diffusion, contactez directement le propriétaire des droits en cliquant ici.

AllAfrica publie environ 1,100 articles par jour provenant de plus de 140 organes de presse et plus de 500 autres institutions et particuliers, représentant une diversité de positions sur tous les sujets. Nous publions aussi bien les informations et opinions de l'opposition que celles du gouvernement et leurs porte-paroles. Les pourvoyeurs d'informations, identifiés sur chaque article, gardent l'entière responsabilité éditoriale de leur production. En effet AllAfrica n'a pas le droit de modifier ou de corriger leurs contenus.

Les articles et documents identifiant AllAfrica comme source sont produits ou commandés par AllAfrica. Pour tous vos commentaires ou questions, contactez-nous ici.

AllAfrica est une voix de, par et sur l'Afrique agréant, produisant et distribuant plus de 1,100 articles et nouvelles par jour provenant de plus de 140 organes de presse africaine et de nos propres journalistes à un public africain et mondial. Nous opérons à partir de Cape Town, Dakar, Lagos, Monrovia, Nairobi et Washington DC.

© 2016 AllAfrica

AllAfrica - All the Time

Objectifs de l'Accord de Paris et justice climatique (COP22) : Nécessité de l'action pour le climat et l'eau

DNES: Mohammed DRIHEM

La **Journée d'Action pour l'Eau** créée dans le cadre de l'Agenda de l'Action climatique globale organisée pour la première fois dans l'Histoire de la COP, vise à attirer l'attention sur le secteur de l'eau en tant que pourvoyeur de solutions pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris.

En effet, dans 93% des contributions déterminées prévues au niveau national dans le cadre de la CCNUCC, les pays ont identifié l'eau comme un élément clé de l'adaptation. En plus de sa dimension de besoin primordial, l'eau est fondamentale pour la sécurité alimentaire, la santé humaine, la production d'énergie, la productivité de l'industrie, la biodiversité et, de ce fait, assurer la sécurité de l'accès à l'eau signifie assurer la sécurité dans tous ces domaines. De plus, l'eau est essentielle à l'atténuation du changement climatique, car de nombreux efforts pour réduire les émissions de gaz à effet de serre dépendent d'un accès fiable à cette ressource. Relever ces défis de façon systématique est donc essentiel pour s'adapter au changement climatique et réduire les impacts négatifs des catastrophes liées à l'eau.



À cette occasion, le gouvernement marocain et ses partenaires ont dévoilé le "Livre Bleu sur l'Eau et le Climat", un résultat concret de la Conférence internationale intérimaire sur l'eau et le climat, organisée à Rabat en juillet 2016, en coopération avec le Gouvernement français et le Conseil mondial de l'eau. Cette publication rassemble les orientations et les recommandations formulées par la communauté internationale de l'eau pour la mise en œuvre des engagements climatiques et propose un large éventail de solutions concrètes et applicables par la gestion de l'eau pour l'adaptation et la résilience. A ce sujet, Mme Charafat Afilal, ministre déléguée chargée de l'eau, a déclaré que « Cela correspond parfaitement à la COP22, qui aspire à être une COP de l'action ! » avant d'ajouter que « nous devons maintenant prendre conscience de ce qui est en jeu, étant donné que l'insécurité de l'eau conduit à des conflits accrus, des tensions entre les populations, et provoque également des migrations qui menacent la stabilité globale ». La justice climatique est également une priorité de la Journée de l'Action de l'Eau, comme en témoigne le lancement de l'initiative « De l'eau pour l'Afrique », créée par le Royaume du Maroc et soutenue par la Banque africaine de développement. Cette initiative vise à rendre justice à l'Afrique par l'adoption d'un plan d'action spécifique qui mobilisera différents partenaires politiques, financiers et institutionnels internationaux pour améliorer les services et la gestion de l'eau et de l'assainissement en Afrique, pour les personnes les plus affectées par le changement climatique. Pour sa part, Benedito Braga, président du Conseil mondial de l'eau, avait souligné qu'« alors que l'humanité fait déjà l'expérience d'une pression démographique et socio-économique croissante, les récents épisodes climatiques extrêmes dans le monde ont ajouté de nouveaux niveaux de complexité dans la recherche des solutions. L'eau est l'une des ressources les plus touchées, mais l'eau apporte également des solutions à ces défis ». En outre, les trois alliances pour les bassins, les mégapoles et les entreprises, créées à la COP21 à Paris et fortement engagées dans l'action sur l'eau et le climat, qui représentent aujourd'hui plus de 450 organisations au travers du monde, ont signé un engagement commun à mobiliser conjointement leurs partenaires, à identifier et diffuser les bonnes pratiques et à soutenir le développement de nouveaux projets par les acteurs de terrain engagés dans l'adaptation et la résilience du secteur de l'eau. Lors de la conférence thématique sur l'eau, ces trois Alliances ont montré les progrès réalisés dans le cadre de projets phares lancés à la COP21 sur l'adaptation, tels que le système



d'information hydrologique du fleuve Congo transfrontalier, la gestion intégrée du fleuve Hai en Chine, le renforcement de la nouvelle Métropole de Mexico pour le drainage en cas d'inondations urbaines ou le projet «Eco-cuencas» pour l'adaptation du climat entre les pays européens et andins. De nouveaux projets d'adaptation sur l'eau ont également été annoncés lors de la Journée de l'eau de la COP22 comme par exemple la gestion du fleuve Sebou au Maroc, la création du Centre de formation sur l'adaptation à l'eau à Brasilia ou l'utilisation future du satellite SWOT pour les

observations hydrologiques, entre autres.

Aussi, il est à noter que, selon Roberto Ramirez de la Parra, président du Réseau international des Organismes de Bassin, « l'adaptation des ressources en eau au changement climatique doit être organisée à l'échelon naturel du bassin des rivières national ou transfrontalier, des lacs et des aquifères, où l'eau coule de l'amont à l'aval et mobiliser tous les acteurs sur le terrain, notamment les autorités locales, les secteurs économiques et la société civile pour mettre en œuvre, en concertation et en temps voulu, une vision commune pour faire face aux défis du changement climatique ».

Parmi les intervenants lors de la Journée de l'eau figurent, entre autres : Abdeladim Lhafi, Commissaire de la COP22, Hakima El Haité, la championne de haut niveau du Maroc pour le climat, ou Laurence Tubiana, ambassadrice championne des négociations sur le changement climatique pour la France, Charafat Afilal, ministre délégué chargé de l'eau, Gouvernement du Maroc, Ségolène Royal, ministre de l'Environnement, de l'Energie et de la mer, République Française, Irina Bokova, Directrice générale UNESCO, Benedito Braga, Président du Conseil Mondial de l'Eau, et Roberto Ramirez de la Parra, Président du Réseau international des organismes de bassin (RIOB).

A noter aussi que les deux Championnes de haut niveau pour le climat ont élaboré un programme détaillé visant à stimuler la coopération entre les gouvernements, les villes, les entreprises, les investisseurs et les citoyens afin de réduire rapidement les émissions de gaz à effet de serre et d'aider les pays vulnérables à s'adapter aux impacts climatiques et à se construire un avenir durable fondé sur les énergies propres.

Le Programme de l'Action mondiale pour le climat est un soutien essentiel et un catalyseur à la mise en œuvre rapide et effective de l'Accord de Paris sur les changements climatiques. Hakima El Haité et Laurence Tubiana avaient déclaré à cette occasion que « Un an après la COP21, la forte dynamique de l'action climat continue de se renforcer. Alors que nous nous réunissons à Marrakech, le temps est venu pour commencer à faire le point sur ce qui a été accompli au cours de l'année passée. Pour être en harmonie avec les objectifs à long terme, tous les acteurs devront collaborer, pas seulement pour atteindre les objectifs nationaux des NDC, mais pour les dépasser et combler le fossé des émissions. Cette urgence devrait tous nous guider vers une accélération des efforts immédiats et la mise en œuvre de mesures ambitieuses. Nous devons identifier les options politiques concrètes et les outils que nous devons mobiliser à court terme.

Les données scientifiques sont claires : la voie qui mène à l'atteinte des objectifs à long terme doit nous amener à une culmination des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020. C'est un défi, et nous en sommes encore loin. Selon les tendances actuelles, nous serons en 2030 entre 11 et 14 gigatonnes au-dessus des valeurs compatibles avec l'Accord de Paris. Le but de ces journées thématiques à la COP22 est de renforcer tous les efforts et de les faire passer au niveau supérieur pour pouvoir rester dans le champ de nos objectifs, à savoir rester bien en-dessous de la limite des 2°Cm et si possible des 1.5°C, accroître les capacités en adaptation et résilience, et réorienter les flux financiers. « Il est de notre responsabilité de faire le lien entre le monde réel et le processus de la COP. Les dirigeants politiques du monde entier devraient écouter et s'inspirer des solutions que nous avons à portée de main. »

11/11/2016

Lu 2619 fois

Journée d'action pour l'eau: Le Maroc lance l'initiative «De l'eau pour l'Afrique»

Le 3ème jour des travaux de la COP a été dédié à l'eau. Le 9 novembre 2016 a été en effet la journée d'action pour l'eau. Une date marquée par le lancement du Maroc de son initiative «De l'eau pour l'Afrique».

Soutenue par la Banque africaine de développement, cette initiative vise à rendre justice à l'Afrique par l'adoption d'un plan d'action spécifique qui mobilisera différents partenaires politiques, financiers et institutionnels internationaux.



Elle ambitionne également l'amélioration des services, la gestion de l'eau et de l'assainissement en Afrique, le continent le plus affecté par le changement climatique. «Nous devons maintenant prendre conscience de ce qui est en jeu, étant donné que l'insécurité de l'eau conduit à des conflits accrus, des tensions entre les populations, et provoque également des migrations qui menacent la stabilité globale», a déclaré Mme Charafat Afilal, ministre déléguée chargée de l'eau du Maroc. De nouveaux projets d'adaptation sur l'eau ont également été annoncés lors de la Journée de l'eau de la COP22 comme par exemple la gestion du fleuve Sebou au Maroc, la création du Centre de formation sur l'adaptation à l'eau à Brasilia ou l'utilisation future du satellite SWOT pour les observations hydrologiques, entre autres. La journée d'action pour l'eau fut également une occasion pour le Maroc et ses partenaires de présenter «Le Livre bleu sur l'eau et le climat».

Cette publication rassemble les orientations et les recommandations formulées par la communauté internationale de l'eau pour la mise en œuvre des engagements climatiques. Elle propose également un large éventail de solutions concrètes et applicables par la gestion de l'eau afin d'adaptation et de résilience.

Il s'agit d'un résultat concret de la Conférence internationale intérimaire sur l'eau et le climat, organisée à Rabat en juillet 2016, en coopération avec le gouvernement français et le Conseil mondial de l'eau.

Maryem Laftouty

(Journaliste stagiaire)

La source de l'article

Une première, l'eau au cœur des négociations !

Détails Par Jihane GATTIOUI - Publication : 10 novembre 2016 Mis à jour : 10 novembre 2016
Affichages : 65



La COP de Marrakech a tenu sa promesse en accordant un intérêt particulier à la problématique de l'eau, première victime des changements climatiques.

Pour la première fois, l'eau est placée au cœur des négociations climatiques. Pourtant, ce secteur est une grande victime des changements climatiques. La journée entière du mercredi a été dédiée à l'action dans le domaine de l'eau dans le programme de la COP22. La championne de haut niveau du Maroc pour le climat, Hakima El Haité, s'engage à porter la voix des alliances et coalitions dans les négociations, à condition d'avoir des solutions concrètes. Une nécessité, car la résolution de cette problématique permettra de régler d'autres problèmes comme l'accès à l'école pour les enfants, l'amélioration des soins, la lutte contre l'immigration à cause de la sécheresse... «Ce n'est pas un problème d'adaptation, mais plutôt de développement sur lequel il faut se pencher en créant une nouvelle dynamique et en réfléchissant à de nouveaux mécanismes de gestion de la problématique», précise El Haité. L'heure est à l'innovation en matière de systèmes de planification de l'eau et à la démultiplication des initiatives.

Le partenariat public-privé pourrait s'avérer une solution idoine, comme l'a précisé à plusieurs reprises la ministre de l'Eau Charafat Afilal, qui se réjouit de la consécration par la présidence marocaine de la COP d'un grand intérêt vis-à-vis du secteur. Un livre bleu intitulé élaboré par le ministère de l'Eau et le Conseil mondial de l'eau a été élaboré pour que les solutions proposées soient au cœur des négociations. Ce document traite de la vulnérabilité de l'eau au changement climatique, de la gestion de l'eau et la réalisation des objectifs de développement durable dans un contexte de changement climatique et de l'importance des financements et de la coopération. Beaucoup de recommandations sont émises dont la nécessité de reconnaître l'eau comme première victime du changement climatique et la nécessité de placer l'eau au cœur des négociations climatiques. Le gouvernement et la communauté internationale sont appelés à œuvrer pour la mobilisation des financements et la mise en œuvre d'actions urgentes en faveur de l'eau. La CCNUCC est invitée à considérer l'eau comme une priorité dans les discussions aussi bien sur l'atténuation que l'adaptation.

Il est aussi recommandé que le sommet de Marrakech positionne au même niveau les politiques d'atténuation et d'adaptation. Les agendas de l'eau et du climat sont à intégrer pour améliorer la rentabilité et soutenir les engagements financiers pour la création de sociétés résilientes et d'écosystèmes protégés aussi bien pour répondre aux besoins de l'adaptation au changement climatique que pour atteindre les objectifs de développement durable. Le Conseil mondial de l'eau et le ministère marocain de l'Eau recommandent aussi d'engager un agenda d'action pour l'eau en vue de donner un signal clair à l'ensemble des acteurs. À ce titre, il est nécessaire de mettre au point un mécanisme de suivi des engagements, d'adopter un plan d'action prioritaire pour l'eau, de créer un

momentum politique et un appel à l'action en faveur de l'eau. L'agenda de l'eau doit prendre en considération les initiatives lancées à l'occasion de la COP21 et celles qui seront initiées lors de la journée d'action de l'eau pendant la COP22.

À cela s'ajoute l'impératif de l'amélioration et de la simplification de l'accès aux financements en faveur des pays en développement. Les capacités des maîtres d'ouvrage doivent être renforcées en vue de pouvoir élaborer des projets répondant aux critères des fonds climat. Ces projets doivent découler des contributions nationales des pays. La priorité devra être traduite dans les faits à travers les fonds climat (Fonds d'adaptation et fonds vert) qui doivent être ouverts à des projets visant une meilleure gestion des ressources en eau et faciliter une adaptation des activités dépendantes de ressources en eau abondantes et de bonne qualité. Il faut également un accompagnement des pays en voie de développement, notamment les pays africains pour développer des projets bancables auprès des fonds climat. Il est nécessaire d'accorder un intérêt à l'adaptation dans les financements.

Le soutien financier ne devra pas uniquement se focaliser sur les projets d'infrastructures mais aussi l'amélioration des connaissances de la ressource et des impacts du changement climatique, le renforcement des capacités, la gouvernance, le suivi et l'évaluation des politiques et des pratiques. Par ailleurs, des mécanismes de suivi des engagements pris dans le domaine de l'eau et du changement climatique sont à mettre en place afin de relever l'ambition en matière d'atténuation et d'adaptation. À ce titre, il est recommandé de mettre en place un tableau de bord pour suivre l'état d'avancement et le pilotage des actions engagées. Pour atteindre les objectifs escomptés, un intérêt particulier est à accorder à l'Afrique à travers un agenda spécifique pour l'eau et le changement climatique dans le continent qui a besoin de financements et de savoir-faire pour proposer des contributions efficaces en faveur de l'adaptation. Il est, en outre, on ne peut plus urgent de mettre en œuvre les principes de bonne gouvernance et de gestion intégrée de l'eau. Les usagers doivent être sensibilisés aux risques encourus et de les impliquer dans les prises de décisions concernant la gestion des ressources en eau.

L'eau et le climat en Afrique

L'Afrique est le deuxième continent le plus sec au monde avec 3.931 milliards de m³, soit près de

9% des ressources mondiales en eau douce. La répartition géographique de l'eau reste très contrastée. Certes le continent dispose globalement de ressources en eau importantes, mais d'énormes disparités existent entre les différentes régions de l'Afrique. Le Nord du continent, le Sahel et certaines parties de l'Afrique australe et de l'Est sont moins arrosées et leurs ressources en eau sont très limitées. Par contre, les régions tropicales et équatoriales disposent de ressources hydriques importantes. Les six pays les plus riches en eau, situés en Afrique Centrale et de l'Ouest détiennent 54% des ressources totales du continent et les vingt pays les plus secs n'en détiennent que 7%. Le déficit en infrastructures et en équipements fait que même si l'Afrique ne manque pas d'eau, une partie de sa population n'y a pas accès. Les chiffres sont alarmants. Un tiers de la population africaine soit 330 millions d'habitants n'a pas accès à l'eau potable et presque la moitié des Africains souffrent de problèmes de santé dus au manque d'eau potable

Tags: COP22 Marrakech eau changements climatiques Hakima El Haité

COP22 : La journée d'Action pour l'eau au menu

TOPICS: Afrique Climat Cop22 Eau France Maroc

Organisée pour la première fois dans l'histoire de la COP, la Journée d'Action pour l'Eau créée dans le cadre de l'Agenda de l'Action climatique globale vise à attirer l'attention sur le secteur de l'eau en tant que pourvoyeur de solutions pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris. Dans le cadre de la COP22, cette journée a été organisée le 9 novembre 2016 à Marrakech (Maroc).

En effet, dans 93% des contributions déterminées prévues au niveau national dans le cadre de la CCNUCC, les pays ont identifié l'eau comme un élément clé de l'adaptation. En plus de sa dimension de besoin primordial, l'eau est fondamentale pour la sécurité alimentaire, la santé humaine, la production d'énergie, la productivité de l'industrie, la biodiversité. Assurer la sécurité de l'accès à l'eau signifie assurer la sécurité dans tous ces domaines.

De plus, l'eau est essentielle à l'atténuation du changement climatique, car de nombreux efforts pour réduire les émissions de gaz à effet de serre dépendent d'un accès fiable à cette ressource. Relever ces défis de façon systématique est donc essentiel pour s'adapter au changement climatique et réduire les impacts négatifs des catastrophes liées à l'eau. À cette occasion, le gouvernement marocain et ses partenaires ont dévoilé le « Livre Bleu sur l'Eau et le Climat », un résultat concret de la Conférence internationale intérimaire sur l'eau et le climat, organisée à Rabat en juillet 2016, en coopération avec le Gouvernement français et le Conseil mondial de l'eau.

Cette publication rassemble les orientations et les recommandations formulées par la communauté internationale de l'eau pour la mise en œuvre des engagements climatiques et propose un large éventail de solutions concrètes et applicables par la gestion de l'eau pour l'adaptation et la résilience.

« Cela correspond parfaitement à la COP22, qui aspire à être une COP de l'action ! », a déclaré Mme Charafat AFAILAL, ministre déléguée chargée de l'Eau du Maroc. « Nous devons maintenant prendre conscience de ce qui est en jeu, étant donné que l'insécurité de l'eau conduit à des conflits accrus, des tensions entre les populations, et provoque également des migrations qui menacent la stabilité globale ».

La justice climatique est également une priorité de la Journée de l'Action de l'Eau, comme en témoigne le lancement de l'initiative « De l'Eau pour l'Afrique », créée par le Royaume du Maroc et soutenue par la Banque africaine de développement. Cette initiative vise à rendre justice à l'Afrique par l'adoption d'un plan d'action spécifique qui mobilisera différents partenaires politiques, financiers et institutionnels internationaux pour améliorer les services et la gestion de l'eau et de l'assainissement en Afrique, pour les personnes les plus affectées par le changement climatique.

« Alors que l'humanité fait déjà l'expérience d'une pression démographique et socio-économique croissante, les récents épisodes climatiques extrêmes dans le monde ont ajouté de nouveaux niveaux de complexité dans la recherche de solutions. L'eau est l'une des ressources les plus touchées, mais l'eau apporte également des solutions à ces défis », a souligné Benedito Braga, président du Conseil mondial de l'eau.

En outre, les trois alliances pour les bassins, les mégalo-pôles et les entreprises, créées à la COP21 à Paris et fortement engagées dans l'action sur l'eau et le climat, qui représentent aujourd'hui plus de 450 organisations au travers du monde, ont signé un engagement commun à mobiliser conjointement leurs partenaires, à identifier et diffuser les bonnes pratiques et à soutenir le développement de nouveaux projets par les acteurs de terrain engagés dans l'adaptation et la résilience du secteur de l'eau. Lors de la conférence thématique sur l'eau, ces trois Alliances ont montré les progrès réalisés dans le cadre de projets phares lancés à la COP21 sur l'adaptation, tels que le système d'information hydrologique du fleuve Congo transfrontalier, la gestion intégrée du fleuve Hai en Chine, le renforcement de la nouvelle Métropole de Mexico pour le drainage en cas d'inondations urbaines ou le projet « Eco-cuencas » pour l'adaptation du climat entre les pays européens et andins. De nouveaux projets d'adaptation sur l'eau ont également été annoncés lors de la Journée de l'eau de la COP22 comme par exemple la gestion du fleuve Sebou au Maroc, la création du Centre de formation sur l'adaptation à l'eau à Brasilia ou l'utilisation future

« L'adaptation des ressources en eau au changement climatique doit être organisée au niveau naturel du bassin des rivières national ou transfrontalier, des lacs et des aquifères, où l'eau coule de l'amont à l'aval et mobiliser tous les acteurs sur le terrain, notamment les autorités locales, les secteurs économiques et la société civile pour mettre en œuvre, en concertation et en temps voulu, une vision commune pour faire face aux défis du changement climatique », a précisé Roberto Ramirez de la Parra, président du Réseau international des Organismes de Bassin.

COP22 : L'eau, victime du changement climatique, peut aussi apporter des solutions

Jeudi 10 Novembre 2016

La Journée d'action pour l'eau à la Conférence des Nations Unies sur le climat à Marrakech (COP 22) a été l'occasion mercredi de rappeler que l'eau est une victime du changement climatique mais qu'elle peut aussi faire partie des solutions.

«L'eau est l'une des ressources les plus touchées, mais l'eau fournit aussi des solutions à ces défis», a souligné le Président du Conseil mondial de l'eau, Benedito Braga, cité dans un communiqué de presse. L'eau est en effet essentielle à l'atténuation du changement climatique, car de nombreux efforts pour réduire les émissions de gaz à effet de serre dépendent de l'accès fiable aux ressources en eau.

Cette Journée d'action pour l'eau s'inscrit dans le cadre du programme d'action climatique, une initiative de la France et du Maroc pour stimuler la coopération entre les gouvernements, les villes, les entreprises, les investisseurs et les citoyens dans ce domaine.

Dans un entretien avec le Centre d'actualités de l'ONU, la 'Championne pour l'action climatique', Hakima El Haité, qui est également Ministre marocaine en charge de l'environnement, a souligné l'importance d'intégrer l'eau dans les débats sur la lutte contre le changement climatique.

«L'eau et le climat, c'est lié. Nous avons tous étudié quand on était tout petit le cycle de l'eau», a-t-elle déclaré. Elle a noté que la communauté de l'eau souhaitait être intégrée dans les débats. Elle a souligné qu'avec l'autre 'Championne pour l'action climatique', Laurence Tubiana, elles s'efforceraient de faciliter « le dialogue entre les parties et les acteurs de l'eau »

Mercredi, le gouvernement marocain et ses partenaires ont présenté un "Livre bleu sur l'eau et le climat" qui réunit une série de recommandations des acteurs de l'eau au sein de la communauté internationale.

Pathé TOURE

INTERNATIONAL

Cop22 : La place de l'eau dans l'application de l'Accord de Paris

Publié le jeudi 10 novembre 2016 | **Gabon Review**

Présentée comme un pourvoyeur de solutions pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris, l'eau sera à l'honneur au cours d'une journée d'action lors de la 22e Conférence des Parties de Marrakech.

Créée dans le cadre de l'agenda de l'action mondiale pour le climat, la journée d'action pour l'eau se tiendra pour la première fois lors d'une Conférence des Parties (COP), pour sa 22e édition à Marrakech. Cette journée vise à attirer l'attention sur le secteur de l'eau en tant que pourvoyeur de solutions pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris.

En effet, dans 93% des contributions déterminées prévues au niveau national, dans le cadre de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), les pays ont identifié l'eau comme un élément clé de l'adaptation. En plus de sa dimension de besoin primordial, l'eau est fondamentale pour la sécurité alimentaire, la santé humaine, la production d'énergie, la productivité de l'industrie, la biodiversité.

Assurer la sécurité de l'accès à l'eau signifie ainsi assurer la sécurité dans tous ces domaines. De plus, l'eau est essentielle à l'atténuation du changement climatique, car de nombreux efforts pour réduire les émissions de gaz à effet de serre dépendent d'un accès fiable à cette ressource. Relever ces défis de façon systématique est donc essentiel pour s'adapter au changement climatique et réduire les impacts négatifs des catastrophes liées à l'eau.

«Un an après la Cop21, la forte dynamique de l'action climat continue de se renforcer. Alors que nous nous réunissons à Marrakech, le temps est venu de commencer à faire le point sur ce qui a été accompli au cours de l'année passée», a déclaré Hakima El Haite championne de haut-niveau pour le climat du Maroc.

Le programme de l'action mondiale pour le climat est un soutien essentiel et un catalyseur à la mise en œuvre rapide et effective de l'Accord de Paris sur les changements climatiques. Elaboré par Hakima El Haite et Laurence Tubiana, championnes et ambassadrices pour les négociations sur les changements climatiques de la France, ce programme vise à stimuler la coopération entre les gouvernements, les villes, les entreprises, les investisseurs et les citoyens.

Son objectif final est de réduire rapidement les émissions de gaz à effet de serre et d'aider les pays vulnérables à s'adapter aux impacts climatiques et à se construire un avenir durable fondé sur les énergies propres.

L'eau et la résilience en Afrique, au premier plan de l'agenda de la COP22

10 novembre 2016 - 42



Le Pavillon Maroc situé dans la Zone Bleue a accueilli lors de la 2ème Journée de la COP22 du Mardi 08 Novembre dernier un side event consacré au thème de « l'eau et de la résilience en Afrique qui a vu la participation de plusieurs ministres africains chargés de l'eau et qui a mis en exergue la nécessité de placer les questions hydriques au centre de l'agenda COP22, à la lumière des conséquences dramatiques du changement climatiques sur les ressources en eau.

En effet, plusieurs ministres africains en charge de l'eau

ont pris part à ce side-event organisé par le Pavillon Maroc, au cours duquel ils ont souligné la nécessité de placer les questions hydriques au centre de l'agenda COP22, à la lumière des conséquences dramatiques du changement climatiques sur les ressources en eau.

S'exprimant à cette occasion, Mme Charafat Afilal, ministre déléguée chargée de l'eau, a affirmé que le changement climatique causait des dégâts sur le cycle de l'eau entraînant des répercussions sur les écosystèmes des sociétés et entravant la réalisation des objectifs de développement durable en Afrique.

Elle a mis en lumière le plaidoyer international du Maroc pour une action mondiale luttant contre les conséquences dévastatrices du changement climatique sur le secteur de l'eau tout en affirmant que le Momentum constaté en termes d'amélioration de la résilience de l'eau avait été renforcé à la COP21 et consolidé davantage à l'occasion de la Conférence internationale pour l'eau et le climat, qui avait débouché sur l'adoption de l'Appel de rabat : « De l'eau pour l'Afrique ».

Pour sa part, le Président d'honneur du Conseil mondial de l'eau, M. Loïc Fauchon, a salué les efforts conduits par Sa Majesté le Roi Mohammed VI permettant de considérer l'eau comme un des défis climatiques principaux de la COP22. « A Marrakech, c'est la première fois dans l'histoire des COP que l'eau est au centre du débat », a-t-il affirmé.

Pour l'intervenant, Mr Fauchon, l'adaptation du secteur hydrique au changement climatique nécessitait une approche en trois volets combinant expérience, financement et gouvernance et a recommandé l'inscription des solutions développées à la COP22 dans le « Livre bleu sur l'eau et le climat ».

A noter également que ce side-event a été l'occasion pour les ministres en charge de l'eau du Burkina Faso et du Tchad de dévoiler les défis auxquels font face leurs pays respectifs dans la lutte contre les conséquences du changement climatique sur l'eau.

Le ministre tchadien, M. Sidick Abdelkerim Hagggar a ainsi déploré que le lac Tchad se soit réduit à un rythme dramatique suite à de sévères sécheresses, causant l'exode rurale et menaçant les vies de près de 30 millions de personnes dépendant de ses eaux.

D'autres participants ont montré le lien entre la rareté de l'eau due au changement climatique et les conflits géopolitiques résultant des désaccords sur la gestion de l'eau dans les rivières partagées.

A rappeler finalement que tout au long de la COP22, d'autres thèmes seront explorés tels que migration, résilience et santé ; les industries côtières ; transport, innovation et océan ; héritage et sécurité ; genre et santé ; finance et énergie.

DNES : Mohammed DRIHEM

Mohammed Drihem

COMMUNIQUÉS

<< Retour à la une

9 NOVEMBRE 2016

L'action climatique et pour l'eau sont nécessaires aux objectifs de l'Accord de Paris et la justice climatique



Organisée pour la première fois dans l'histoire de la COP, la **Journée d'Action pour l'Eau** créée dans le cadre de l'Agenda de l'Action climatique globale vise à attirer l'attention sur le secteur de l'eau en tant que pourvoyeur de solutions pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris.

En effet, dans 93% des contributions déterminées prévues au niveau national dans le cadre de la CCNUCC, les pays ont identifié l'eau comme un élément clé de l'adaptation. En plus de sa dimension de besoin primordial, l'eau est fondamentale pour la sécurité alimentaire, la santé humaine, la production d'énergie, la productivité de l'industrie, la biodiversité. Assurer la sécurité de l'accès à l'eau signifie assurer la sécurité dans tous ces domaines.

De plus, l'eau est essentielle à l'atténuation du changement climatique, car de nombreux efforts pour réduire les émissions

de gaz à effet de serre dépendent d'un accès fiable à cette ressource. Relever ces défis de façon systématique est donc essentiel pour s'adapter au changement climatique et réduire les impacts négatifs des catastrophes liées à l'eau.

À cette occasion, le gouvernement marocain et ses partenaires ont dévoilé le "Livres Bleu sur l'Eau et le Climat", un résultat concret de la Conférence internationale intérimaire sur l'eau et le climat, organisée à Rabat en juillet 2016, en coopération avec le Gouvernement français et le Conseil mondial de l'eau.

Cette publication rassemble les orientations et les recommandations formulées par la communauté internationale de l'eau pour la mise en œuvre des engagements climatiques et propose un large éventail de solutions concrètes et applicables par la gestion de l'eau pour l'adaptation et la résilience.

« Cela correspond parfaitement à la COP22, qui aspire à être une COP de l'action ! », a déclaré Mme Charafat AFAILAL, ministre déléguée chargée de l'Eau du Maroc. « Nous devons maintenant prendre conscience de ce qui est en jeu, étant donné que l'insécurité de l'eau conduit à des conflits accrus, des tensions entre les populations, et provoque également des migrations qui menacent la stabilité globale ».

La justice climatique est également une priorité de la Journée de l'Action de l'Eau, comme en témoigne le lancement de l'initiative « De l'Eau pour l'Afrique », créée par le Royaume du Maroc et soutenue par la Banque africaine de développement. Cette initiative vise à rendre justice à l'Afrique par l'adoption d'un plan d'action spécifique qui mobilisera différents partenaires politiques, financiers et institutionnels internationaux pour améliorer les services et la gestion de l'eau et de l'assainissement en Afrique, pour les personnes les plus affectées par le changement climatique.

« Alors que l'humanité fait déjà l'expérience d'une pression démographique et socio-économique croissante, les récents épisodes climatiques extrêmes dans le monde ont ajouté de nouveaux niveaux de complexité dans la recherche de solutions. L'eau est l'une des ressources les plus touchées, mais l'eau apporte également des solutions à ces défis », a souligné Benedito Braga, président du Conseil mondial de l'eau.

En outre, les trois alliances pour les bassins, les mégapoles et les entreprises, créées à la COP21 à Paris et fortement engagées dans l'action sur l'eau et le climat, qui représentent aujourd'hui plus de 450 organisations au travers du monde, ont signé un engagement commun à mobiliser conjointement leurs partenaires, à identifier et diffuser les bonnes pratiques et à soutenir le développement de nouveaux projets par les acteurs de terrain engagés dans l'adaptation et la résilience du secteur de l'eau.

Lors de la conférence thématique sur l'eau, ces trois Alliances ont montré les progrès réalisés dans le cadre de projets phares lancés à la COP21 sur l'adaptation, tels que le système d'information hydrologique du fleuve Congo transfrontalier, la gestion intégrée du fleuve Hai en Chine, le renforcement de la nouvelle Métropole de Mexico pour le drainage en cas d'inondations urbaines ou le projet « Eco-cuencas » pour l'adaptation du climat entre les pays européens et andins. De nouveaux projets d'adaptation sur l'eau ont également été annoncés lors de la Journée de l'eau de la COP22 comme par exemple la gestion du fleuve Sebou au Maroc, la création du Centre de formation sur l'adaptation à l'eau à Brasilia ou l'utilisation future du satellite SWOT pour les observations hydrologiques, entre autres.

« L'adaptation des ressources en eau au changement climatique doit être organisée au l'échelon naturel du bassin des rivières national ou transfrontalier, des lacs et des aquifères, où l'eau coule de l'amont à l'aval et mobiliser tous les acteurs sur le terrain, notamment les autorités locales, les secteurs économiques et la société civile pour mettre en œuvre, en concertation et en temps voulu, une vision commune pour faire face aux défis du changement climatique », a précisé Roberto Ramirez de la Parra, président du Réseau international des Organismes de Bassin.

Parmi les intervenants de la Journée de l'eau figureront, entre autres :

Abdeladim Lhafi, Commissaire de la COP22
 Hakima El Haïte, la championne de haut niveau du Maroc pour le climat ou Laurence Tubiana, ambassadrice championne des négociations sur le changement climatique pour la France
 Charafat Afailal, Ministre délégué chargé de l'eau, Gouvernement du Maroc

L'ACTU EN PODCASTS TOUS LES PODCASTS

Le journal BBC Afrique Matin

TÉLÉCHARGER

Le journal BBC Afrique Midi

TÉLÉCHARGER

LIRE AUSSI...

Segolène Royal, Ministre de l'Environnement, de l'Energie et de la mer, République Française
Irina Bokova, Directrice générale UNESCO
Benedito Braga, Président du Conseil Mondial de l'Eau
Roberto Ramirez de la Parra, Président du Réseau international des organismes de bassin (RIOB)

À Propos du programme de l'action mondiale pour le climat

Les deux Championnes de haut niveau pour le climat ont élaboré un programme détaillé visant à stimuler la coopération entre les gouvernements, les villes, les entreprises, les investisseurs et les citoyens afin de réduire rapidement les émissions de gaz à effet de serre et d'aider les pays vulnérables à s'adapter aux impacts climatiques et à se construire un avenir durable fondé sur les énergies propres. Le Programme de l'Action mondiale pour le climat est un soutien essentiel et un catalyseur à la mise en œuvre rapide et effective de l'Accord de Paris sur les changements climatiques.

Quelques mots des Championnes

« Un an après la COP21, la forte dynamique de l'action climat continue de se renforcer. Alors que nous nous réunissons à Marrakech, le temps est venu de commencer à faire le point sur ce qui a été accompli au cours de l'année passée.

Pour être en harmonie avec les objectifs à long terme, tous les acteurs devront collaborer, pas seulement pour atteindre les objectifs nationaux des NDC, mais pour les dépasser et combler le fossé des émissions. Cette urgence devrait nous guider vers une accélération des efforts immédiats et la mise en œuvre de mesures ambitieuses. Nous devons identifier les options politiques concrètes et les outils que nous devons mobiliser à court terme.

Les données scientifiques sont claires : la voie qui mène à l'atteinte des objectifs à long terme doit nous amener à une culmination des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020. C'est un défi, et nous en sommes encore loin.

Selon les tendances actuelles, nous serons en 2030 entre 11 et 14 gigatonnes au-dessus des valeurs compatibles avec l'Accord de Paris. Le but de ces journées thématiques à la COP22 est de renforcer tous les efforts et de les faire passer au niveau supérieur pour pouvoir rester dans le champ de nos objectifs, à savoir rester bien en-dessous de la limite des 2°Cm et si possible des 1.5°C, accroître les capacités en adaptation et résilience, et réorienter les flux financiers. Il est de notre responsabilité, en tant que championnes, de faire le lien entre le monde réel et le processus de la COP. Les dirigeants politiques du monde entier devraient écouter et s'inspirer des solutions que nous avons à portée de main. »

Hakima El Haite, Championne de haut-niveau pour le climat du Maroc et Laurence Tubiana, Championne et Ambassadrice pour les négociations sur le changement climatique de la France

Distribué par APO pour The United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC).

Media files

[Télécharger le logo](#)



Dans la même rubrique :



La gestion des incendies et des catastrophes au cœur d'un stage au profit des agents des forces de sécurités maliennes de Mopti

Apprendre à gérer efficacement les incendies et les catastrophes naturelles, tel était l'objectif d'une formation organisée par la Police des Nations unies (UNPOL), au profit d'une (...)



Climat - Soutien aux femmes camerounaises - Communiqué du ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer

L'accord, signé aujourd'hui sur le pavillon France de la COP22, permet de favoriser le développement des solutions d'énergies renouvelables pour l'éclairage (...)



COP22 : le Président de la République est à Marrakech

A la COP 22, la cérémonie d'ouverture officielle des travaux du Segment de Haut niveau, réunissant les Chefs d'Etats et de Gouvernement se déroule ce 15 Novembre. Le Président de la (...)



Angola Cables et Etix Everywhere se sont associés pour créer une nouvelle route à faible latence entre l'Amérique et l'Afrique

Angola Cables (www.AngolaCables.co.ao) a annoncé aujourd'hui avoir sélectionné Etix Everywhere (www.EtixEverywhere.com) comme partenaire pour construire ses infrastructures (...)

SOMMET EXTRAORDINAIRE DE L'UNION AFRICAINE SUR LA SÉCURITÉ ET LA SÛRETÉ MARITIMES À LOMÉ

_ Le Sommet Extraordinaire de l'Union Africaine sur la sécurité, la sûreté maritime et le (...)

LE MAROC VEUT DEVENIR LEADER DU TOURISME MÉDICAL EN AFRIQUE

Avec son « Africa Tourisme Medical Expo », la capitale du Souss a été les 29 et 30 septembre (...)

DONOVAN BAILEY, PRÉSIDENT DU JURY SPORTEL AWARDS

Le Sportel est le rendez-vous incontournable des athlètes, des médias, des diffuseurs et des (...)

UN PROFESSEUR DE LA SORBONNE DÉNONCE DES VIOLENCES POLICIÈRES

Guillaume Vadot, maître de conférences en sociologie à l'université Paris 1, va porter plainte au (...)

MHD À CONAKRY : UN CONCERT SOUS HAUTE TENSION

MHD à Conakry : un concert sous haute tension
Qualité déplorable de la sonorisation, mauvaise (...)

L'eau au coeur des débats à la COP22

HuffPost Maroc

Publication: 09/11/2016 19h36 CET Mis à jour: 10/11/2016 10h44 CET

ENVIRONNEMENT - Organisée durant la COP22 qui se tient à Marrakech du 7 au 18 novembre, la Journée de l'action pour l'eau, initiée ce mercredi 9 novembre dans le cadre de l'agenda de l'Action climatique globale, vise à attirer l'attention sur l'eau en tant que pourvoyeur de solutions pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris.

Dans 93% des contributions déterminées prévues au niveau national dans le cadre de la Conférence des parties sur les changements climatiques, les pays ont identifié l'eau comme un élément clé de l'adaptation. En plus de sa dimension de besoin primordial, l'eau est fondamentale pour la sécurité alimentaire, la santé humaine, la production d'énergie, la productivité de l'industrie, la biodiversité.

À cette occasion, le gouvernement marocain et ses partenaires ont dévoilé le "Livre bleu sur l'eau et le climat", dont l'élaboration a été décidée lors de la Conférence internationale intérimaire sur l'eau et le climat, organisée à Rabat en juillet 2016, en coopération avec le gouvernement français et le Conseil mondial de l'eau.

Cette publication rassemble les orientations et les recommandations formulées par la communauté internationale de l'eau pour la mise en œuvre des engagements climatiques et propose un large éventail de solutions concrètes et applicables par la gestion de l'eau pour l'adaptation et la résilience.

Eau et justice climatique

"Cela correspond parfaitement à la COP22, qui aspire à être une COP de l'action", a déclaré Charafat Afailal, ministre déléguée chargée de l'Eau, qui considère que "nous devons maintenant prendre conscience de ce qui est en jeu, étant donné que l'insécurité de l'eau conduit à des conflits accrus, des tensions entre les populations, et provoque également des migrations qui menacent la stabilité globale".

La justice climatique est également une priorité de la Journée de l'action pour l'eau, durant laquelle a eu lieu le lancement de l'initiative "De l'eau pour l'Afrique", mise en place par le Maroc et soutenue par la Banque africaine de développement. Cette initiative vise à atteindre l'adoption d'un plan d'action spécifique qui mobilisera différents partenaires politiques, financiers et institutionnels internationaux pour améliorer les services et la gestion de l'eau et de l'assainissement en Afrique, pour les personnes les plus affectées par le changement climatique.

"Alors que l'humanité fait déjà l'expérience d'une pression démographique et socio-économique croissante, les récents épisodes climatiques extrêmes dans le monde ont ajouté de nouveaux niveaux de complexité dans la recherche de solutions. L'eau est l'une des ressources les plus touchées, mais l'eau apporte également des solutions à ces défis", a souligné Benedito Braga, président du Conseil mondial de l'eau.



En outre, les trois alliances pour les bassins, les mégalo­poles et les entreprises, créées à la COP21 à Paris et fortement engagées dans l'action sur l'eau et le climat, qui représentent aujourd'hui plus de 450 organisations au travers du monde, ont signé un engagement commun à mobiliser conjointement leurs partenaires, à identifier et diffuser les bonnes pratiques et à soutenir le développement de nouveaux projets par les acteurs de terrain engagés dans l'adaptation et la résilience du secteur de l'eau.

LIRE AUSSI:

Stress hydrique: Le Maroc pourrait manquer d'eau d'ici 2040 PHOTOS. Maroc: de l'eau obtenue en "moissonnant" le brouillard grâce à d'immenses filets Charafat Afilal: "Il faut inscrire les enjeux liés à l'eau dans l'agenda des négociations de la COP22" (INTERVIEW)

Pour suivre les dernières actualités en direct sur *Le HuffPost Maroc*, cliquez ici Chaque jour, recevez gratuitement la newsletter du HuffPost Maroc Retrouvez-nous sur notre page Facebook Suivez notre fil Twitter



L'année 2016 devrait être encore plus chaude que 2015, selon l'OMM:... I via @lemagMaroc
<https://t.co/BV6E8KIN7q>
<https://t.co/NPnQQMCy5U>

Accueil > COP22

MAP - publié le Mercredi 9 Novembre à 15:53

Le livre bleu sur l'eau et climat recommande un plaidoyer pour engager un agenda d'action pour l'eau et l'amélioration de l'accès aux financements



Marrakech - Le livre bleu sur l'eau et le climat, une initiative lancée par le Maroc et d'autres partenaires mercredi lors de la COP22 de Marrakech, recommande un plaidoyer pour engager un agenda d'action pour l'eau et l'amélioration de l'accès aux financements.

"Pour donner un signal clair à l'ensemble des acteurs pour la mise en oeuvre des actions concrètes en faveur de l'eau, avec un mécanisme de suivi des engagements, il est urgent d'adopter un plan d'action prioritaire pour l'eau et de créer un momentum politique et un appel à l'action en faveur de l'eau", lit-on au livre bleu rendu public lors d'une conférence dédiée à l'eau.

Cet agenda d'action pour l'eau doit prendre en considération les initiatives lancées lors de la COP21 à Paris et celles lancées lors de cette journée d'aujourd'hui consacrée entièrement à la thématique de l'eau pendant la COP22, souligne le document élaboré par le ministère délégué chargé de l'Eau, le ministère français de l'Environnement, de l'énergie et de la mer et le Conseil mondial de l'eau.

Ledit livre met l'accent sur la nécessité d'améliorer et de simplifier l'accès aux financements, surtout aux pays en voie de développement, précisant qu'il est également nécessaire de renforcer les capacités des maîtres d'ouvrage, notamment dans les pays en développement pour la préparation de projets répondant aux critères des fonds de climat.

Selon le document, le suivi des engagements pris pour la lutte contre les changements climatiques dans le domaine de l'eau et des impacts des actions proposées permettra de veiller au respect des engagements de chacune des parties et de relever l'ambition en matière d'atténuation et d'adaptation au changement climatique.

Dans ce contexte, les initiateurs du livre jugent que le potentiel important en matière d'adaptation et de résilience de l'Afrique est à mettre en exergue, faisant savoir que la communauté internationale de l'eau offre une expertise holistique qui peut soutenir les stratégies s'attaquant au changement climatique dans le

A PROXIMITÉ

- Arrivée du Roi sur le site de la COP22 à Marrakech
- Climat: 180 dirigeants à la COP22 de l'Onu à Marrakech
- COP22 : Lancement officiel du Plan d'action 3S pour la soutenabilité, la stabilité et la sécurité en Afrique
- COP22: Le Maroc accueillera le premier solar Decathlon en Afrique en 2019 (Département US de l'Energie)
- Chefs d'Etats et de gouvernements arrivent à Marrakech pour la COP22

continent africain.

A cet effet, il est particulièrement urgent d'élaborer et d'adopter un plan d'action prioritaire pour la réalisation des Objectifs du Développement Durable en Afrique, conformément à l'initiative "Water for Africa".

La meilleure façon pour s'adapter au changement climatique est de mener une gestion intégrée des ressources en eau qui met à contribution la gestion de l'offre et la gestion de la demande, selon le livre bleu.

Il met également l'accent sur l'importance d'améliorer et de partager les connaissances sur l'eau et les changements climatiques, renforcer la coopération et l'aide aux pays en développement, développer la recherche et de renforcer les capacités.

La COP22, dont les travaux se poursuivront jusqu'au 18 novembre, doit opérationnaliser l'Accord de Paris sur le climat, entré en vigueur le 4 novembre, et accélérer l'action avant 2020 pour réduire l'impact des changements climatiques, tout en respectant les droits humains énoncés dans l'accord.

Cette Conférence sera également une opportunité pour examiner plusieurs thématiques relatives, notamment à l'agriculture, la sécurité alimentaire, l'énergie, aux forêts, à l'industrie, au transport et à l'eau.

Cet événement planétaire se déroule dans le village Bab Ighli, qui s'étend sur une superficie de près de 300.000 m² et connaît la participation de 20.000 délégués de 197 parties.



Nouveau commentaire :

 Se connecter  Connect  Twitter

Commentaire * :

B *I* U «» URL

Vous devez vous identifier pour poster un commentaire.

Nous vous invitons ici à donner votre point de vue, vos informations, vos arguments. Nous vous prions d'utiliser votre nom complet, la discussion est plus authentique ainsi. Vous pouvez vous connecter via Facebook, Twitter ou créer un compte utilisateur, selon votre choix. Les fausses identités seront bannies. Nous refusons les messages haineux, diffamatoires, racistes ou xénophobes, les menaces, incitations à la violence ou autres injures. Merci de garder un ton respectueux et de penser que de nombreuses personnes vous lisent.

Les internautes peuvent signaler des messages qu'ils estiment non conformes à ces Charte de modération en cliquant sur le bouton « Alerter ».

DANS LA MÊME RUBRIQUE :

L'année 2016 devrait être encore plus chaude que 2015, selon l'OMM - 15/11/2016

Arrivée du Roi sur le site de la COP22 à Marrakech - 15/11/2016

Climat: 180 dirigeants à la COP22 de l'Onu à Marrakech - 15/11/2016

Chefs d'Etats et de gouvernements arrivent à Marrakech pour la COP22 - 14/11/2016

- News
 - Radio
 - Television
 - Photo
 - Webcast
 - Meetings Coverage
 - Media Accreditation
 - Secretary-General
 - Other Resources
 - An Inside Look
-
- Africa
 - Americas
 - Asia Pacific
 - Europe
 - Middle East
 - ICYMI
 - UN Daily News
 - UN News App
 - iOS
 - Android

MARRAKECH: UN conference spotlights water, the 'first victim' of climate change, as part of the solution



A water tap in Rwanda. Photo: World Bank/A'Melody Lee

9 November 2016 – In a first for United Nations climate change conferences, a special day was devoted to action on water issues, providing stakeholders gathered in Marrakech, Morocco, for the so-called 'COP 22' an opportunity spotlight water as a way of providing solutions to help implement the [Paris Agreement](#).

"Water is one of the most impacted resources, but water also provides solutions to these challenges," stressed the President of the World Water Council, Benedito Braga, who [said](#) today in a news release issued by the meeting, formally known as the 22nd Conference of the Parties to the UN Framework Convention on Climate Change ([UNFCCC](#)).

Water is critical for successful climate change mitigation, as many efforts to reduce greenhouse gas emissions depend on reliable access to water resources.

The Action Day for Water is part of the [Global Climate Action Agenda](#), an initiative of France and Morocco to boost cooperation between governments, cities, companies, investors and citizens on climate change.

In an interview with the *UN News Centre*, Hakima El Haité, the Minister in charge of Environment of Morocco and one of the 'Climate Champions' tasked with carrying forward the Agenda, stressed the importance of including water in the discussions on climate change.

"Water and climate [are] linked. At school, all of us studied the water cycle," she said. "Water connects everything. To produce energy, some countries have 97 per cent renewable energy from water. So it affects everything. It is crucial for human development, it is crucial for education, it is crucial for health, it is crucial for stability and food security."

Tweet

13

Like

Share

2

43

Share

Print

Related Stories



MARRAKECH: UN seeks to build climate resilience through new initiative



INTERVIEW: What extreme weather and global temperature rise mean for humanity - WMO chief



Ban welcomes resolution of border dispute between Equatorial Guinea and Gabon



MARRAKECH: Ban hails 'new dawn of cooperation on climate change,' urges action on Paris accord



2016 slated to be hottest year ever, with record-breaking emissions and melting Arctic ice

In-depth Interviews



Yukiya Amano, Director General of the International Atomic Energy Agency



Amina J. Mohammed, former Special Adviser on Post-2015 Development Planning



Kanayo F. Nwanze, President of the International Fund for Agricultural Development



Collecting clean water in Badnoogo village, Burkina Faso. Photo: World Bank/Dominic Chavez

Ms. El Haité noted that the water community would like to be included in the discussions. She stressed that she and her fellow Climate Champion, Laurence Tubiana, the French Ambassador on climate change, would work to facilitate the dialogue between the [UNFCCC] parties and water stakeholders.

Wednesday, the Moroccan Government and its partners launched a *Blue Book on Water and Climate*, which includes recommendations by the international water community.

“Water is not only a problem but it is part of the solution,” said the Minister of Water of Morocco, Charafat Afailal, at a press conference, adding: “Water is a key factor in human development.”

According to the Blue Book, only integrated and sustainable water management can help humankind meet the challenges related to water availability, extreme weather events and uncertainty about the resource. It recommends that water be recognized as the “first victim” of climate change and to initiate an action agenda for water.

The Moroccan Government also launched the ‘Water for Africa’ initiative, with the support of the African Development Bank. It aims to render justice to the continent through the adoption of a specific action plan that will mobilize different international political, financial and institutional partners to improve water and sanitation services and management for those most affected by climate change.

Seven of the 10 countries most threatened by climate change are in Africa. Water is the first sector through which the African population suffers from the impact of climate change.

“Water is not only a story of adaptation, it is about development, it is about climate justice,” said Ms. El Haité.

News Tracker: past stories on this issue

[World Water Day: UN calls for ‘better water and better jobs’](#)

Secretary-General

- [All Statements](#)
- [Press Encounters](#)
- [Official Travels](#)
- [Press Articles and Opinion Pieces](#)

Spokesperson's Office

- [Latest Statements](#)
- [Briefing Highlights](#)
- [Briefing Transcripts](#)
- [Notes to Correspondents](#)

Tools and Services

- [UN Daily News](#)
- [UN System Links](#)
- [Peacekeeping](#)
- [Political Missions](#)

Social Media

- [RSS](#)
- [Twitter](#)
- [Facebook](#)
- [Flickr](#)
- [YouTube](#)
- [Subscribe](#)
- [Contact](#)

UN Climate Change Conference: Action Day for Water

Nov 09, 2016

Organized for the first time in the history of UN Climate Change Conferences, the Action Day for Water at the ongoing UN Climate Change Conference in Marrakech (COP22) created through the Global Climate Action Agenda calls for more attention to water as a way of providing solutions to help implement the Paris Climate Change Agreement.

Countries have identified water as a key to adaptation in 93% of their national climate action plans (Intended Nationally Determined Contributions, or "INDCs"). As water is fundamental for food security, human health, energy production, industrial productivity, biodiversity, in addition to basic human needs and its availability, ensuring water security means ensuring security in all these domains. In addition, water is critical for successful climate change mitigation, as many efforts to reduce greenhouse gas emissions depend on reliable access to water resources. Systematically addressing these challenges is, therefore, key to adapting to climate change and reducing the negative impacts of water-related disasters.

On this occasion, the "Blue Book on Water and Climate" will be launched by the Moroccan Government and its partners as a concrete outcome of its interim International Conference on Water and Climate, hosted in Rabat in July 2016, in cooperation with the Government of France and the World Water Council.

The publication collects the orientations and recommendations brought forth by the international water community to support the implementation of climate commitments and proposes a variety of concrete and applicable solutions related to adaptation and resilience through water management.

"This aligns perfectly with COP22, which is striving to be a COP of action!" said Mrs. Charafat AFAILAL, Minister Delegate in charge of Water of Morocco. "Now, we need to realize what is at stake, since water insecurity leads to increased conflicts, tension between populations, and also provokes migration that threatens overall stability."

Climate justice is also a priority of the Water Action Day, as evidenced by the launching of the "Water for Africa" initiative, established by the Kingdom of Morocco and supported by the African Development Bank. This initiative aims to render justice to Africa through the adoption of a specific action plan that will mobilize different international political, financial and institutional partners to improve water and sanitation services and management in Africa, for those most affected by climate change.

"While humanity experiences increasing demographic and socioeconomic stresses, recent episodes of extreme climate around the world bring additional complexities in finding solutions to reduce these stresses. Water is one of the most impacted resources, but water also provides solutions to these challenges," said Benedito Braga, President of the World Water Council.

In addition, the three alliances for basins, megacities and businesses, created at COP21 in Paris and strongly engaged in water and climate action, which today represent more than 450 organizations worldwide, signed a common commitment to mobilize jointly their partners, identify and disseminate good practices and support the development of new projects by actors on the ground engaged in adaptation and resilience of the water sector.

These three Alliances reported, in particular, during the Water showcase event on the positive progress made with the Flagship Projects on water adaptation launched at COP21, such as the Hydrological information system of the transboundary Congo River, the integrated management of the Hai River in China, the strengthening of the new Mexico Metropolitan Organization for Urban flooding drainage or the "Eco-cuencas" Climate adapt cooperation project between European and Andean countries and on new adaptation projects announced at COP22 Water day, for example, the Sebou River management in Morocco, the creation of the Water Adapt Training Center in Brasilia or the future use of the SWOT satellite for Hydrological observations, inter alia".

"Adaptation of water resources to climate change must be organized at the natural level of national or transboundary basin of Rivers, lakes and aquifers, where water is flowing from up-stream to down-stream, and mobilize all actors in the field, including local authorities, economic sectors and civil society to achieve, in concertation and in due time, a common vision to face the climate change challenges", said Roberto Ramirez de la Parra, the President of the International Network of Basin Organizations.

Journée d'Action pour l'Eau à la COP22

par Florent Breuil | Thématique: Changement climatique | Rubrique: Manifestations
Colloques

Organisée pour la première fois dans l'histoire de la COP, la Journée d'Action pour l'Eau créée dans le cadre de l'Agenda de l'Action climatique globale vise à attirer l'attention sur le secteur de l'eau en tant que pourvoyeur de solutions pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris. En effet, dans 93% des contributions déterminées prévues au niveau national dans le cadre de la CCNUCC, les pays ont identifié l'eau comme un élément clé de l'adaptation. En plus de sa dimension de besoin primordial, l'eau est fondamentale pour la sécurité alimentaire, la santé humaine, la production d'énergie, la productivité de l'industrie, la biodiversité. Assurer la sécurité de l'accès à l'eau signifie assurer la sécurité dans tous ces domaines. De plus, l'eau est essentielle à l'atténuation du changement climatique, car de nombreux efforts pour réduire les émissions de gaz à effet de serre dépendent d'un accès fiable à cette ressource. Relever ces défis de façon systématique est donc essentiel pour s'adapter au changement climatique et réduire les impacts négatifs des catastrophes liées à l'eau.



À cette occasion, le gouvernement marocain et ses partenaires ont dévoilé le "Livre Bleu sur l'Eau et le Climat", un résultat concret de la Conférence internationale intérimaire sur l'eau et le climat, organisée à Rabat en juillet 2016, en coopération avec le Gouvernement français et le Conseil mondial de l'eau. Cette publication rassemble les orientations et les recommandations formulées par la communauté internationale de l'eau pour la mise en œuvre des engagements climatiques et propose un large éventail de solutions concrètes et applicables par la gestion de l'eau pour l'adaptation et la résilience. « Cela correspond parfaitement à la COP22, qui aspire à être une COP de l'action ! », a déclaré Mme Charafat AFAILAL, ministre déléguée chargée de l'Eau du Maroc. « Nous devons maintenant prendre conscience de ce qui est en jeu, étant donné que l'insécurité de l'eau conduit à des conflits accrus, des tensions entre les populations, et provoque également des migrations qui menacent la stabilité globale ». La justice climatique est également une priorité de la Journée de l'Action de l'Eau, comme en témoigne le lancement de l'initiative « De l'Eau pour l'Afrique », créée par le Royaume du Maroc et soutenue par la Banque africaine de développement. Cette initiative vise à rendre justice à l'Afrique par l'adoption d'un plan d'action spécifique qui mobilisera différents partenaires politiques, financiers et institutionnels internationaux pour améliorer les services et la gestion de l'eau et de l'assainissement en Afrique, pour les personnes les plus affectées par le changement climatique.

« Alors que l'humanité fait déjà l'expérience d'une pression démographique et socio-économique croissante, les récents épisodes climatiques extrêmes dans le monde ont ajouté de nouveaux niveaux de complexité dans la recherche de solutions. L'eau est l'une des ressources les plus touchées, mais l'eau apporte également des solutions à ces défis », a souligné Benedito Braga, président du Conseil mondial de l'eau.

En outre, les trois alliances pour les bassins, les mégapoles et les entreprises, créées à la COP21 à Paris et fortement engagées dans l'action sur l'eau et le climat, qui représentent aujourd'hui plus de 450 organisations au travers du monde, ont signé un engagement commun à mobiliser conjointement leurs partenaires, à identifier et diffuser les bonnes pratiques et à soutenir le développement de nouveaux projets par les acteurs de terrain engagés dans l'adaptation et la résilience du secteur de l'eau.

Lors de la conférence thématique sur l'eau, ces trois Alliances ont montré les progrès réalisés dans le cadre de projets phares lancés à la COP21 sur l'adaptation, tels que le système d'information hydrologique du fleuve Congo transfrontalier, la gestion intégrée du fleuve Hai en Chine, le renforcement de la nouvelle Métropole de Mexico pour le drainage en cas d'inondations urbaines ou le projet «Eco-cuencas» pour l'adaptation du climat entre les pays européens et andins. De nouveaux projets d'adaptation sur l'eau ont également été annoncés lors de la Journée de l'eau de la COP22 comme par exemple la gestion du fleuve Sebou au Maroc, la création du Centre de formation sur l'adaptation à l'eau à Brasilia ou l'utilisation future du satellite SWOT pour les observations hydrologiques, entre autres.

« L'adaptation des ressources en eau au changement climatique doit être organisée au l'échelon naturel du bassin des rivières national ou transfrontalier, des lacs et des aquifères, où l'eau coule de l'amont à l'aval et mobiliser tous les acteurs sur le terrain, notamment les autorités locales, les secteurs économiques et la société civile pour mettre en œuvre, en concertation et en temps voulu, une vision commune pour faire face aux défis du changement climatique », a précisé Roberto Ramirez de la Parra, président du Réseau international des Organismes de Bassin.

Parmi les intervenants de la Journée de l'eau figureront, entre autres :

Abdeladim Lhafi, Commissaire de la COP22, Hakima El Haite, la championne de haut niveau du Maroc pour le climat ou Laurence Tubiana, ambassadrice championne des négociations sur le changement climatique pour la France, Charafat Afailal, Ministre délégué chargé de l'eau, Gouvernement du Maroc, Segolène Royal, Ministre de l'Environnement, de l'Energie et de la mer, République Française, Irina Bokova, Directrice générale UNESCO, Benedito Braga, Président du Conseil Mondial de l'Eau, Roberto Ramirez de la Parra, Président du Réseau international des organismes de bassin (RIOB)

À Propos du programme de l'action mondiale pour le climat

Les deux Championnes de haut niveau pour le climat ont élaboré un programme détaillé visant à stimuler la coopération entre les gouvernements, les villes, les entreprises, les investisseurs et les citoyens afin de réduire rapidement les émissions de gaz à effet de serre et d'aider les pays vulnérables à s'adapter aux impacts climatiques et à se construire un avenir durable fondé sur les énergies propres. Le Programme de l'Action mondiale pour le climat est un soutien essentiel et un catalyseur à la mise en œuvre rapide et effective de l'Accord de Paris sur les changements climatiques.

Quelques mots des Championnes

« Un an après la COP21, la forte dynamique de l'action climat continue de se renforcer. Alors que nous nous réunissons à Marrakech, le temps est venu de commencer à faire le point sur ce qui a été accompli au cours de l'année passée.

Pour être en harmonie avec les objectifs à long terme, tous les acteurs devront collaborer, pas seulement pour atteindre les objectifs nationaux des NDC, mais pour les dépasser et combler le fossé des émissions. Cette urgence devrait tous nous guider vers une accélération des efforts immédiats et la mise en œuvre de mesures ambitieuses. Nous devons identifier les options politiques concrètes et les outils que nous devons mobiliser à court terme.

Les données scientifiques sont claires : la voie qui mène à l'atteinte des objectifs à long terme doit nous amener à une culmination des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020. C'est un défi, et nous en sommes encore loin.

Selon les tendances actuelles, nous serons en 2030 entre 11 et 14 gigatonnes au-dessus des valeurs compatibles avec l'Accord de Paris. Le but de ces journées thématiques à la COP22 est de renforcer tous les efforts et de les faire passer au niveau supérieur pour pouvoir rester dans le champ de nos objectifs, à savoir rester bien en-dessous de la limite des 2°Cm et si possible des 1.5°C, accroître les capacités en adaptation et résilience, et réorienter les flux financiers. Il est de notre responsabilité, en tant que championnes, de faire le lien entre le monde réel et le processus de la COP. Les dirigeants politiques du monde entier devraient écouter et s'inspirer des solutions que nous avons à portée de main. »

Hakima El Haite, Championne de haut-niveai pour le climat du Maroc et Laurence Tubiana, Championne et Ambassadrice pour les négociations sur le changement climatique de la France

Communiqué de la COP22 Suivez la Cdp22 avec Mediaterrre [Cdp22-climat]

Les liens connexes

la dépêche sur Médiaterre Communiqué de la COP22 (27 hits)

modéré par fbreuil

COP22 : l'eau, victime du changement climatique, peut aussi apporter des solutions

par Florent Breuil | Thématique: Changement climatique | Rubrique: Manifestations
Colloques



Mediaterrre.org - Source: <http://www.mediaterrre.org/actu,20161110084606,1.html>

Journée d'action pour l'eau à la Conférence des Nations Unies sur le climat à Marrakech (COP 22) a été l'occasion mercredi de rappeler que l'eau est une victime du changement climatique mais qu'elle peut aussi faire partie des solutions.

« L'eau est l'une des ressources les plus touchées, mais l'eau fournit aussi des solutions à ces défis », a souligné le Président du Conseil mondial de l'eau, Benedito Braga, cité dans un communiqué de presse. L'eau est en effet essentielle à l'atténuation du changement climatique, car de nombreux efforts pour réduire les émissions de gaz à effet de serre dépendent de l'accès fiable aux ressources en eau.

Cette Journée d'action pour l'eau s'inscrit dans le cadre du programme d'action climatique, une initiative de la France et du Maroc pour stimuler la coopération entre les gouvernements, les villes, les entreprises, les investisseurs et les citoyens dans ce domaine.

Dans un entretien avec le Centre d'actualités de l'ONU, la 'Championne pour l'action climatique', Hakima El Haité, qui est également Ministre marocaine en charge de l'environnement, a souligné l'importance d'intégrer l'eau dans les débats sur la lutte contre le changement climatique.

« L'eau et le climat, c'est lié. Nous avons tous étudié quand on était tout petit le cycle de l'eau », a-t-elle déclaré. « L'eau connecte tout. Pour produire de l'énergie, il y a des pays qui ont 97% d'énergies renouvelables à partir de l'eau. Donc, on touche à tout. On touche au développement humain, on touche à

l'école, on touche à la santé, on touche à la stabilité, on touche à la sécurité alimentaire. On touche tout simplement à la sécurité et à la dignité humaine ».

Elle a noté que la communauté de l'eau souhaitait être intégrée dans les débats. Elle a souligné qu'avec l'autre 'Championne pour l'action climatique', Laurence Tubiana, elles s'efforceraient de faciliter « le dialogue entre les parties et les acteurs de l'eau ».

Un Livre bleu sur l'eau et le climat

Mercredi, le gouvernement marocain et ses partenaires ont présenté un "Livre bleu sur l'eau et le climat" qui réunit une série de recommandations des acteurs de l'eau au sein de la communauté internationale.

« L'eau, ce n'est pas uniquement un problème mais une partie de la solution », a déclaré la Ministre marocaine chargée de l'eau, Charafat Afailal, lors d'une conférence de presse. « L'eau est un facteur clé du développement humain ».

Selon le 'Livre bleu', seule une gestion intégrée et durable de l'eau pourra aider l'humanité à relever les défis liés à la disponibilité de l'eau, aux phénomènes climatiques extrêmes et à l'incertitude sur la ressource. Il recommande notamment de reconnaître l'eau comme première victime du changement climatique et d'engager un agenda d'action pour l'eau.

Le Gouvernement du Maroc a également présenté une autre initiative, « L'eau pour l'Afrique », soutenue par la Banque africaine de développement. Cette initiative vise à soutenir l'Afrique par l'adoption d'un plan d'action spécifique qui mobilisera différents partenaires politiques, financiers et institutionnels internationaux pour améliorer les services et la gestion de l'eau et de l'assainissement en Afrique, en faveur des personnes les plus touchées par le changement climatique.

Sept des dix pays les plus menacés par le changement climatique sont en Afrique. L'eau est le premier secteur à travers lequel la population africaine souffre de l'impact de ce changement climatique.

« L'eau ce n'est pas seulement une histoire d'adaptation, c'est une histoire de développement, c'est une histoire de justice climatique », a dit Mme El Haité lors de la conférence de presse.

Communiqué de l'ONU Extrait sonore Radio ONU : Hakima El Haité, 'Championne pour l'action climatique', Ministre marocaine en charge de l'environnement ; propos recueillis par Jérôme Bernard

Suivez la Cdp22 avec Mediaterrre [CdP22-climat]

Les liens connexes

la dépêche sur Médiaterre

Communiqué de l'ONU (25 hits)

Extrait sonore Radio ONU : Hakima El Haité, 'Championne pour l'action climatique', Ministre marocaine en charge de l'environnement ; propos recueillis par Jérôme Bernard (23 hits)

modéré par fbreuil



Vous êtes ici : [Accueil](#) » [Actualités](#) » Journée de mobilisation pour l'eau à Marrakech : une première dans l'histoire des COP

Journée de mobilisation pour l'eau à Marrakech : une première dans l'histoire des COP

PUBLIÉ LE 09/11/2016 DANS

[ACTUALITÉS](#) | [AFRIQUE](#) | [CÔTE D'IVOIRE](#) | [DEPÊCHES](#) | [ENVIRONNEMENT](#) | [INTERNATIONAL](#)



Envoyé spécial: Kouassi Assouman Marrakech, 09 nov (AIP)- Une **journée entièrement dédiée à l'eau** a eu lieu, mercredi, à Marrakech, une première dans l'histoire des COP, afin d' « ancrer fermement la question de l'eau, non seulement dans les négociations climatiques, mais aussi à travers le spectre des actions de la société civile et du secteur privé », selon Mme Hakima El Haité, championne pour le climat. L'ouverture de l'événement s'est fait en présence de Mme El Haité, accompagnée par Mme Charafat Afilal, ministre déléguée chargée de l'eau, d'Abdelâdim Lhafi, commissaire de la COP22 et de Doğan Altınbilek, vice-président du Conseil mondial de l'eau. L'événement avait pour objectif de sensibiliser à l'importance critique de résoudre...

[VEUILLEZ VOUS CONNECTER POUR LIRE L'INTÉGRALITÉ.](#)

Time Has Come to Put Water at Heart of Climate Change Debates



By Morocco World News - November 9, 2016 , 2:26 pm



Marrakech – ***Ministers and international officials specialized in water issues stressed, W Marrakech, the need to put the problem of water scarcity at the heart of debates and dealing with climate change.***

Participants in a conference on water, held at Bab Ighli site, which hosts the COP22 meeting, are implementing programs and initiatives to preserve water resources, especially in countries suffering from drought and shortage of water resources.

In this context, Minister Delegate in Charge of Environment, High-Level Climate Champion, Ha

said that climate change and drought threaten the countries worldwide, especially in Africa, to drought, adding that water is a matter of climate justice, with water at the heart of development.

Time is ripe to deal with this global and vital problem, she said, adding that at the highest level, she said, the Moroccan Presidency of COP22 insisted to give this issue the interest it deserves.

For her part, Minister Delegate in charge of Water, Afaïlal said that water is a key factor in human development, public health. It also impacts access to energy and food security and encourages children's education, she added.

After recalling the programs and initiatives undertaken to raise awareness of the importance of water, she said that access to water is a human and social right and an absolute necessity for achieving sustainable development particularly in Africa.

5

SHARES

Join the Conversation. What do you think?

Cop22 : La place de l'eau dans l'application de l'Accord de Paris

Publié par *Stevie Mounombou* dans *AFRIQUE* sur mercredi 09 novembre 2016 à 19:48 / *0 commentaires*

Présentée comme un pourvoyeur de solutions pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris, l'eau sera à l'honneur au cours d'une journée d'action lors de la 22^e Conférence des Parties de Marrakech.

Créée dans le cadre de l'agenda de l'action mondiale pour le climat, la journée d'action pour l'eau se tiendra pour la première fois lors d'une Conférence des Parties (Cop), pour sa 22^e édition à Marrakech. Cette journée vise à attirer l'attention sur le secteur de l'eau en tant que pourvoyeur de solutions pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris.

En effet, dans 93% des contributions déterminées prévues au niveau national, dans le cadre de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), les pays ont identifié l'eau comme un élément clé de l'adaptation. En plus de sa dimension de besoin primordial, l'eau est fondamentale pour la sécurité alimentaire, la santé humaine, la production d'énergie, la productivité de l'industrie, la biodiversité.

Assurer la sécurité de l'accès à l'eau signifie ainsi assurer la sécurité dans tous ces domaines. De plus, l'eau est essentielle à l'atténuation du changement climatique, car de nombreux efforts pour réduire les émissions de gaz à effet de serre dépendent d'un accès fiable à cette ressource. Relever ces défis de façon systématique est donc essentiel pour s'adapter au changement climatique et réduire les impacts négatifs des catastrophes liées à l'eau.

«Un an après la Cop21, la forte dynamique de l'action climat continue de se renforcer. Alors que nous nous réunissons à Marrakech, le temps est venu de commencer à faire le point sur ce qui a été accompli au cours de l'année passée», a déclaré Hakima El Haite championne de haut-niveau pour le climat du Maroc.

Le programme de l'action mondiale pour le climat est un soutien essentiel et un catalyseur à la mise en œuvre rapide et effective de l'Accord de Paris sur les changements climatiques. Elaboré par Hakima El Haite et Laurence Tubiana, championnes et ambassadrices pour les négociations sur les changements climatiques de la France, ce programme vise à stimuler la coopération entre les gouvernements, les villes, les entreprises, les investisseurs et les citoyens.

Son objectif final est de réduire rapidement les émissions de gaz à effet de serre et d'aider les pays vulnérables à s'adapter aux impacts climatiques et à se construire un avenir durable fondé sur les énergies propres.

Enjeux énergies et environnement

Enjeux énergies et environnement reflète les exigences sociales et de développement durable requises pour l'exploration, l'exploitation, le transport, l'industrialisation et la consommation des diverses formes d'énergies et de ressources naturelles et leurs impacts sur l'environnement et le réchauffement climatique. Enjeux énergies et environnement relève de l'IRASD – Institut de recherche en architecture sociale durable

2016/11/09 PAR ENJEUXENERGIES

Journée d'Action pour l'Eau à la COP22

<http://www.mediatorre.org/climat/actu,20161109153155,1.html>
(<http://www.mediatorre.org/climat/actu,20161109153155,1.html>)



Organisée pour la première fois dans l'histoire de la COP, la Journée d'Action pour l'Eau créée dans le cadre de l'Agenda de l'Action climatique globale vise à attirer l'attention sur le secteur de l'eau en tant que pourvoyeur de solutions pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris. En effet, dans 93% des contributions déterminées prévues au niveau national dans le cadre de la CCNUCC, les pays ont identifié l'eau comme un élément clé de

l'adaptation. En plus de sa dimension de besoin primordial, l'eau est fondamentale pour la sécurité alimentaire, la santé humaine, la production d'énergie, la productivité de l'industrie, la biodiversité. Assurer la sécurité de l'accès à l'eau signifie assurer la sécurité dans tous ces domaines. De plus, l'eau est essentielle à l'atténuation du changement climatique, car de nombreux efforts pour réduire les émissions de gaz à effet de serre dépendent d'un accès fiable à cette ressource. Relever ces défis de façon systématique est donc essentiel pour s'adapter au changement climatique et réduire les impacts négatifs des catastrophes liées à l'eau.

À cette occasion, le gouvernement marocain et ses partenaires ont dévoilé le « Livre Bleu sur l'Eau et le Climat », un résultat concret de la Conférence internationale intérimaire sur l'eau et le climat, organisée à Rabat en juillet 2016, en coopération avec le Gouvernement français et le Conseil mondial de l'eau.

Cette publication rassemble les orientations et les recommandations formulées par la communauté internationale de l'eau pour la mise en œuvre des engagements climatiques et propose un large éventail de solutions concrètes et applicables par la gestion de l'eau pour l'adaptation et la résilience.

« Cela correspond parfaitement à la COP22, qui aspire à être une COP de l'action ! », a déclaré Mme Charafat AFAILAL, ministre déléguée chargée de l'Eau du Maroc. « Nous devons maintenant prendre conscience de ce qui est en jeu, étant donné que l'insécurité de l'eau conduit à des conflits accrus, des tensions entre les populations, et provoque également des migrations qui menacent la stabilité globale ».

La justice climatique est également une priorité de la Journée de l'Action de l'Eau, comme en témoigne le lancement de l'initiative « De l'Eau pour l'Afrique », créée par le Royaume du Maroc et soutenue par la Banque africaine de développement. Cette initiative vise à rendre justice à l'Afrique par l'adoption d'un plan d'action spécifique qui mobilisera différents partenaires politiques, financiers et institutionnels internationaux pour améliorer les services et la gestion de l'eau et de l'assainissement en Afrique, pour les personnes les plus affectées par le changement climatique.

« Alors que l'humanité fait déjà l'expérience d'une pression démographique et socio-économique croissante, les récents épisodes climatiques extrêmes dans le monde ont ajouté de nouveaux niveaux de complexité dans la recherche de solutions. L'eau est l'une des ressources les plus touchées, mais l'eau apporte également des solutions à ces défis », a souligné Benedito Braga, président du Conseil mondial de l'eau.

En outre, les trois alliances pour les bassins, les mégalopoles et les entreprises, créées à la COP21 à Paris et fortement engagées dans l'action sur l'eau et le climat, qui représentent aujourd'hui plus de 450 organisations au travers du monde, ont signé un engagement commun à mobiliser conjointement leurs partenaires, à identifier et diffuser les bonnes pratiques et à soutenir le développement de nouveaux projets par les acteurs de terrain engagés dans l'adaptation et la résilience du secteur de l'eau.

Lors de la conférence thématique sur l'eau, ces trois Alliances ont montré les progrès réalisés dans le cadre de projets phares lancés à la COP21 sur l'adaptation, tels que le système d'information hydrologique du fleuve Congo transfrontalier, la gestion intégrée du fleuve Hai en Chine, le renforcement de la nouvelle Métropole de Mexico pour le drainage en cas d'inondations urbaines ou le projet «Eco-cuencas» pour l'adaptation du climat entre les pays européens et andins. De

nouveaux projets d'adaptation sur l'eau ont également été annoncés lors de la Journée de l'eau de la COP22 comme par exemple la gestion du fleuve Sebou au Maroc, la création du Centre de formation sur l'adaptation à l'eau à Brasilia ou l'utilisation future du satellite SWOT pour les observations hydrologiques, entre autres.

« L'adaptation des ressources en eau au changement climatique doit être organisée au l'échelon naturel du bassin des rivières national ou transfrontalier, des lacs et des aquifères, où l'eau coule de l'amont à l'aval et mobiliser tous les acteurs sur le terrain, notamment les autorités locales, les secteurs économiques et la société civile pour mettre en œuvre, en concertation et en temps voulu, une vision commune pour faire face aux défis du changement climatique », a précisé Roberto Ramirez de la Parra, président du Réseau international des Organismes de Bassin.

Parmi les intervenants de la Journée de l'eau figureront, entre autres :

- Abdeladim Lhafi, Commissaire de la COP22
- Hakima El Haite, la championne de haut niveau du Maroc pour le climat ou Laurence Tubiana, ambassadrice championne des négociations sur le changement climatique pour la France
- Charafat Afailal, Ministre délégué chargé de l'eau, Gouvernement du Maroc
- Segolène Royal, Ministre de l'Environnement, de l'Energie et de la mer, République Française
- Irina Bokova, Directrice générale UNESCO
- Benedito Braga, Président du Conseil Mondial de l'Eau
- Roberto Ramirez de la Parra, Président du Réseau international des organismes de bassin (RIOB)

À Propos du programme de l'action mondiale pour le climat

Les deux Championnes de haut niveau pour le climat ont élaboré un programme détaillé visant à stimuler la coopération entre les gouvernements, les villes, les entreprises, les investisseurs et les citoyens afin de réduire rapidement les émissions de gaz à effet de serre et d'aider les pays vulnérables à s'adapter aux impacts climatiques et à se construire un avenir durable fondé sur les énergies propres. Le Programme de l'Action mondiale pour le climat est un soutien essentiel et un catalyseur à la mise en œuvre rapide et effective de l'Accord de Paris sur les changements climatiques.

Quelques mots des Championnes

« Un an après la COP21, la forte dynamique de l'action climat continue de se renforcer. Alors que nous nous réunissons à Marrakech, le temps est venu de commencer à faire le point sur ce qui a été accompli au cours de l'année passée.

Pour être en harmonie avec les objectifs à long terme, tous les acteurs devront collaborer, pas seulement pour atteindre les objectifs nationaux des NDC, mais pour les dépasser et combler le fossé des émissions. Cette urgence devrait tous nous guider vers une accélération des efforts immédiats et la mise en œuvre de mesures ambitieuses. Nous devons identifier les options politiques concrètes et les outils que nous devons mobiliser à court terme.

Les données scientifiques sont claires : la voie qui mène à l'atteinte des objectifs à long terme doit nous amener à une culmination des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020. C'est un défi, et nous en sommes encore loin.

Selon les tendances actuelles, nous serons en 2030 entre 11 et 14 gigatonnes au-dessus des valeurs compatibles avec l'Accord de Paris. Le but de ces journées thématiques à la COP22 est de renforcer tous les efforts et de les faire passer au niveau supérieur pour pouvoir rester dans le champ de nos objectifs, à savoir rester bien en-dessous de la limite des 2°C et si possible des 1.5°C, accroître les capacités en adaptation et résilience, et réorienter les flux financiers. Il est de notre responsabilité, en tant que championnes, de faire le lien entre le monde réel et le processus de la COP. Les dirigeants politiques du monde entier devraient écouter et s'inspirer des solutions que nous avons à portée de main. »

Hakima El Haite, Championne de haut-niveau pour le climat du Maroc et Laurence Tubiana, Championne et Ambassadrice pour les négociations sur le changement climatique de la France

[Communiqué de la COP22 \(http://www.mediaterre.org/redirect/20156,1.html\)](http://www.mediaterre.org/redirect/20156,1.html)

[Suivez la Cdp22 avec Mediaterrre \(http://www.mediaterre.org/redirect/20095,1.html\)](http://www.mediaterre.org/redirect/20095,1.html)

[\[CdP22-climat \(http://www.mediaterre.org/dossiers,CdP22-climat.html\)\]](http://www.mediaterre.org/dossiers,CdP22-climat.html)

from Médiaterre Climat – dernières actualités du portail Climat sur le développement durable

Cette entrée, publiée dans Non classé, est taguée IFTTT, Médiaterre Climat - dernières actualités du portail Climat sur le développement durable. Bookmarquez ce permalien.

[Créez un site Web ou un blog gratuitement sur WordPress.com.](#)

ENVIRONNEMENT

Gestion de l'eau et assainissement : Ce que prévoit le Maroc pour faire face aux changements climatiques

 07.11.2016 | 21h00

 Article lu 2157 fois

Le pavillon « Maroc » a dédié la première journée de la COP22 à la thématique « Eau, forêts et risques ». Les intervenants sont revenus sur les risques climatiques liés à l'eau, l'assainissement liquide au Maroc et le dessalement de l'eau de mer. Le ministère de l'Intérieur a quant à lui présenté son Programme national d'assainissement ainsi que le Programme national d'assainissement liquide en milieu rural. Compte-rendu.



Au pavillon « Maroc » de la COP22, la journée du lundi 7 novembre a été réservée à la thématique « Eau, forêts et risques ». / Ph. Yassine Benargane

La 22e Conférence des Parties (COP22) s'est ouverte lundi 7 novembre à Marrakech avec la participation de 197 états. Au pavillon « Maroc », la journée a été réservée à la thématique « Eau, forêts et risques ». L'occasion d'aborder « les risques climatiques liés à l'eau » ainsi que « l'assainissement liquide au Maroc et l'adaptation aux changements climatiques », entre autres. Deux thématiques présentées respectivement par le ministère chargé de l'Eau et son homologue de l'Intérieur.

Au cours de la présentation de la première thématique, co-organisée avec la Coopération technique allemande (GIZ) et l'Agence du bassin hydraulique du Tensift, il était question d'exposer l'impact des changements climatiques pour le bassin hydraulique de Sebou ainsi que le programme d'appui à la gestion intégrée des ressources en eau, mené dans le cadre du programme AGIRE (Appui à la gestion intégrée des ressources en eau) de la GIZ.

En effet, les changements climatiques exacerbent les risques dans le domaine de l'eau, ce qui introduit des contraintes supplémentaires à ses gestionnaires, estiment les organisateurs. Dans ce cadre, plusieurs techniques sont prévues par les institutions gouvernementales et les organismes des bassins au royaume.

Réutilisation des eaux usées et dessalement : deux techniques phares pour une bonne gestion des ressources hydrauliques

Intervenant à cette occasion, Abdeslam Ziyad, de la Direction de la recherche et la planification de l'eau (DRPE), a indiqué qu'un plan national est en cours de finalisation au ministère chargé de l'Eau, avec comme axe primordial la réutilisation des eaux usées. « Il y a un recours à cette technique dans plusieurs régions au Maroc qui atteindra un volume important à l'horizon 2030 », a-t-il souligné en mettant l'accent sur le dessalement de l'eau de mer. Ce dernier atteint actuellement 20 millions de mètre cube par an, principalement dans les provinces du sud. « L'objectif sera d'atteindre un volume important pour cette technique qui représente le seul recours dans certaines zones du pays et d'orienter la production vers l'eau potable et l'irrigation », a-t-il ajouté.

Toujours sur le front de la réutilisation des eaux usées et du dessalement - les deux techniques prévues pour une bonne gestion des ressources hydrauliques -, Abdelaziz Zerouali, directeur de l'Agence du bassin hydraulique de Bouregreg et de la Chaouia, a expliqué que « le coup de la réutilisation dépasse actuellement celui du dessalement de l'eau de mer ». Pour l'heure, le royaume se contente donc de construire des stations locales en lieu d'usage au regard de leur coût relativement faible, a-t-il précisé. « Si dans les cinq prochaines années le prix d'énergie baisse, on utilisera de plus en plus l'énergie verte pour dessaler l'eau de mer, ce qui constituera l'avenir en matière de gestion de l'eau. »

De son côté, Christine Werner, coordinatrice du cluster « eau » de la GIZ, a fait savoir que les défis de gestion des ressources en eau dépassent les capacités du gouvernement du Maroc. « Tout le monde, notamment les citoyens, les communes, les industries, ont besoin d'eau, c'est pourquoi ces besoins doivent être couverts. A cela s'ajoutent les défis des changements climatiques », a-t-elle rappelé. L'occasion pour elle de tirer la sonnette d'alarme : plusieurs villes au Maroc, à l'instar de Marrakech « sont au bout de leurs réserves pour alimenter la population en eau potable », a-t-elle prévenu. « Il est important de regarder les réserves exploitées par l'agriculture et de développer de gros moyens pour assurer le suivi et le contrôle de ces réserves », a-t-elle recommandé. « Sinon, on risque de gaspiller et d'épuiser les réserves des

génération futures. »

Elle a également relevé la nécessité d'introduire des « bonnes pratiques de gestion des eaux pluviales » dans le but de récupérer des quantités qui partent vers la mer.

L'assainissement liquide en milieu rural : un impact de 1,5 milliard de dirhams par an

D'ailleurs, pour le bassin de Sebou, les changements climatiques au cours des trente dernières années ont causé une réduction des ressources en eau de l'ordre de 1 200 millions de mètres cubes. Quant à la pollution de l'eau, 80 millions de mètres cube des eaux usées sont rejetées dans les oueds alors que le taux de dépollution des eaux usées ne dépasse pas les 40%. Autre chiffre inquiétant : 70% de la pollution de ce bassin provient des huileries, papeteries et sucreries, puisque plusieurs industries gravitent autour du bassin, lesquelles représentent plus de 50% de la production nationale.

Pour la deuxième thématique, qui concerne cette fois-ci l'assainissement liquide au Maroc et l'adaptation aux changements climatiques, les grandes lignes du Programme national d'assainissement (PNA) ont été exposées, à l'instar de celles du Programme national d'assainissement liquide en milieu rural (PNAR), complémentaire du PNA.

Le programme national d'assainissement présenté lors d'...



C'est Mohamed Rafiki, du ministère de l'Intérieur, qui a présenté le PNAR. Le milieu rural représente toujours un taux de raccordement inférieur à 10% tandis que le taux de dépollution des eaux usées ne dépasse même pas 3%. « L'assainissement liquide en milieu rural représente des enjeux environnementaux et sanitaires en termes de dégradation de l'environnement, une pollution des nappes phréatiques mais aussi un impact économique estimé à 1,5 milliards de dirhams par an », a-t-il remarqué. D'où la nécessité, selon lui, de mettre en place un PNAR afin d'éradiquer la défécation dans la nature d'ici 2035, d'équiper 100% des ménages ruraux à l'horizon 2040 et d'atteindre un taux de dépollution de 50% à l'horizon 2040 également.

La mise en place du PNAR a nécessité l'élaboration d'une stratégie de mise en œuvre, poursuit-il. Deux scénarios de financement ont ainsi été prévus : un assainissement individuel où l'Etat prend en charge 30% de l'investissement et un assainissement collectif et semi-collectif où la gestion est confiée à un opérateur ou aux communes. Le PNAR, qui a déjà été lancé à Marrakech-Safi, la région pilote de ce projet, devait être lancé en 2015. Il avait ensuite été annoncé pour 2016. Le top départ sera finalement donné en 2017, a promis Mohamed Rafiki.

Yassine Benargane
Copyright Yabiladi.com

<http://yabiladi.com/articles/details/48300/gestion-l-eau-assainissement-prevoit-maroc.html>

COP22 : les quatre "Alliances" des Bassins, des Mégapoles, du Dessalement et des Entreprises se mobilisent pour soutenir la mise en œuvre de l'Accord de Paris

La Journée officielle d'Action pour l'Eau de la COP22, organisée, dans le cadre du Plan Mondial d'Action sur le Climat (Global Climate Action Agenda GCAA), à Marrakech le 9 Novembre dernier a appelé l'attention des gouvernements et de tous les partenaires concernés sur l'importance stratégique de l'eau dans le contexte du changement climatique et proposé des solutions concrètes pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris.

Dans 93% de leurs Contributions Nationale (INDC), les pays ont identifié l'eau comme étant la clé de l'adaptation. Comme l'eau est essentielle pour la santé humaine, la sécurité alimentaire, la production d'énergie, la productivité industrielle, le tourisme, la navigation, la biodiversité, en plus des besoins humains fondamentaux, sécuriser les ressources en eau signifie assurer la sécurité dans tous ces domaines du développement économique, social et environnemental. D'autre part, la croissance démographique se situe désormais dans les centres urbains.

De plus, l'eau est essentielle à l'atténuation du changement climatique, car de nombreux efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre dépendent d'un accès fiable aux ressources en eau.

Relever systématiquement ces défis est donc essentiel pour s'adapter au changement climatique, limiter à la fois l'empreinte carbone des services d'eau et l'empreinte « eau » d'une manière générale, et réduire les effets négatifs des catastrophes liées à l'eau.

Deux manifestations officielles ont été organisées le 9 novembre 2016 à la COP22 : une "**Vitrine de l'Eau**" (Water Showcase), le matin, consacrée à la promotion d'initiatives concrètes, et un "**Dialogue sur l'eau**", l'après-midi, construit comme un débat de haut niveau sur les grands problèmes de politique de l'eau et du climat.

Les quatre « Alliances » (*) des Bassins (Pacte de Paris), des Mégapoles, du Dessalement et des Entreprises, créées en 2015 à la COP21 de Paris et fortement engagées dans l'action pour l'eau et le climat, qui représentent aujourd'hui plus de 450 organisations dans le monde, se sont conjointement engagées, à cette occasion, dans une **Déclaration commune** à mobiliser leurs partenaires, à identifier et à diffuser les bonnes pratiques et soutenir le développement de nouveaux projets par des acteurs de terrain impliqués dans l'adaptation et la résilience du secteur de l'eau.

Ces « Alliances » ont notamment présenté, lors de la « Vitrine de l'Eau », les progrès positifs réalisés par les projets phares sur l'adaptation de l'eau lancés à la COP21, tels que le système d'information hydrologique du fleuve transfrontalier du Congo, la gestion intégrée du fleuve Hai en Chine, le renforcement du nouvel Organisme Métropolitain de Mexico pour le Drainage Pluvial Urbain ou le projet de coopération « Eco-Cuencas » sur l'adaptation au changement climatique entre pays européens et andins ; mais aussi la réalisation d'un état des lieux dans une quinzaine de mégapoles de l'état des ressources et des services d'eau, de l'impact attendu du changement climatique sur ceux-ci, et une revue des stratégies et des solutions innovantes imaginées par ces mégapoles pour lutter

contre ces effets négatifs et s'y adapter.

Elles ont également annoncé, lors de cette Journée sur l'Eau de la COP22, de nouveaux projets d'adaptation, comme par exemple la gestion du fleuve Sebou au Maroc, la création du Centre de Formation sur l'adaptation de l'eau au climat de Brasilia, la coopération entre les Agglomérations de Paris et de Manille, le lancement d'une plateforme euro-méditerranéenne d'information sur l'eau ou l'utilisation future du satellite SWOT pour les observations hydrologiques de la terre, entre autres...

« Ceci s'inscrit parfaitement dans la COP22, qui s'efforce d'être une COP pour l'action ! », a déclaré Mme **Charafat AFAILAL**, Ministre déléguée chargée de l'Eau du Maroc. « Maintenant, nous devons réaliser ce qui est en jeu, puisque l'insécurité de l'eau conduit à plus de conflits, à des tensions entre les populations, et provoque également des migrations qui menacent la stabilité mondiale ».

« L'adaptation des ressources en eau au changement climatique doit s'organiser au niveau naturel du bassin, national ou transfrontalier, des rivières, des lacs et des aquifères, où l'eau s'écoule de l'amont vers l'aval, et mobiliser tous les acteurs de terrain, notamment les autorités, les secteurs économiques et la société civile, pour obtenir, à travers la concertation et en temps utile, une vision commune pour faire face aux défis du changement climatique », a déclaré M. **Roberto RAMIREZ de la PARRA**, Président du Réseau International des Organismes de Bassin.

« Les villes sont là où la bataille pour le développement durable doit être gagnée. Les nouveaux ODD, et en particulier l'objectif numéro 6 sur l'accès universel aux services d'eau et d'assainissement, ne pourront être atteints qu'avec l'implication des plus grandes villes du monde. C'est pourquoi la création d'une plateforme d'échange d'expériences et de savoir-faire pour les mégapoles sur les sujets relatifs à l'eau est si essentielle aujourd'hui. », a rappelé Mme **Flavia SCHLEGEL**, Sous-Directrice générale (ADG) pour les sciences exactes et naturelles à l'UNESCO.

Madame **Frédérique DENIS**, Vice-Présidente du SIAAP, a souligné que « l'Alliance des Mégapoles devient effective avec un engagement politique fort des municipalités et la signature d'accord de coopération entre grandes agglomérations comme par exemple entre l'Agglomération de Paris et celles de Pékin, Manille ou Mexico ».

« En moins d'un an, l'Alliance des Entreprises pour l'Eau et le Climat a regroupé plus de 40 organisations signataires, dont 30 entreprises mondiales représentatives des 5 continents et représentant un chiffre d'affaire cumulé de 680 milliards de dollars, autour d'engagements de mesure et de réduction de leur empreinte eau ; elle s'est fixé l'objectif d'atteindre 100 signataires représentant 1000 milliards de chiffre d'affaire annuel en 2018 » a expliqué M. **Bertrand CAMUS**, Coordinateur de l'Alliance des Entreprises pour l'Eau et le Climat et Directeur Général de SUEZ Eau France.

(*)

1. **L'Alliance des 357 signataires du Pacte de Paris sur l'eau et l'adaptation au changement climatique dans les bassins des rivières, des lacs et des aquifères, dans 94 pays**, animée par le RIOB en partenariat avec la CEE-ONU.

2. **L'Alliance des Entreprises pour l'Eau et le Changement Climatique - BAFWAC**, lancée par le « Carbon Disclosure Project - CDP », le « CEO Water Mandate », le Conseil Mondial des Affaires sur le Développement Durable et SUEZ, qui compte aujourd'hui 44 organismes membres, dont 30 entreprises de premier plan.
3. **L'Alliance des Mégapoles pour l'Eau et le Climat**, animée par l'UNESCO, ICLEI, le SIAAP et Arceau-IDF, regroupant 16 Mégapoles pour une population totale de plus de 300 millions d'habitants.
4. **L'Alliance du déssalement**.

